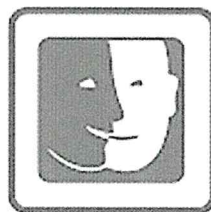




REGISTRE PUBLIC D'ACCESSIBILITÉ



Gymnase de Donnemarie Dontilly

Maitrise d'oeuvre - Economie de la construction

DBI | INGENIERIE

Expertise en bâtiment - Diagnostic immobilier

SUIVI DES MODIFICATIONS

INDICE	DATE	OBJET DE LA MODIFICATION	RÉDIGÉ PAR
0	15/02/2019	Première édition	Dominique BON Ingénierie

INFORMATION SUR L'ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

IDENTIFICATION

Dénomination de l'établissement : GYMNASE DE DONNEMARIE DONTILLY

Adresse : Impasse Saint Martin - 77520 DONNEMARIE DONTILLY

☎ : 01 64 01 65 88 @ : ccbarceemontois@orange.fr

N° de SIRET : 20004025100023

CARACTERISTIQUES

EFFECTIF

PUBLIC	PERSONNEL	TOTAL
234	2	236

TYPE : X

CATEGORIE : 4^{ème}

ACCESSIBLE AU 01 JANVIER 2015 OUI NON

OUVERTURE POSTERIEURE AU 01 JANVIER 2015 OUI NON

DEROGATIONS Demandée OUI NON

..... Acceptée OUI NON

AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMÉ OUI NON

PRESTATIONS PROPOSEES PAR L'ETABLISSEMENT

ACTIVITES

REZ DE CHAUSSEE	NIVEAU 1	NIVEAU 2
Gymnase		

- Salle de sport

DOCUMENTS D'ACCESSIBILITE

- Arrêté d'ouverture d'un Établissement Recevant du Public
- Établissement nouvellement construit : Attestation d'achèvement des travaux
- Établissement conforme aux règles d'accessibilité au 31 décembre 2014 - Attestation d'accessibilité
- Diagnostic relatif à l'accessibilité pour les personnes handicapées
- Établissement sous agenda d'accessibilité programmée - Calendrier de la mise en accessibilité
- Établissement sous agenda d'accessibilité programmée comportant plus d'une période - Bilan des travaux et des autres actions de mise en accessibilité réalisés à la moitié de la durée de l'agenda
- Établissement sous agenda d'accessibilité programmée achevé - Attestation d'achèvement
- Arrêtés préfectoraux éventuels accordant les dérogations aux règles d'accessibilité
- Notice d'accessibilité

Annexe 3
à l'arrêté du 22 mars 2007
ATTESTATION DE VÉRIFICATION DE L'ACCESSIBILITÉ
AUX PERSONNES HANDICAPÉES
Construction ou création d'établissements recevant du public
(ERP) soumis à Permis de Construire

À transmettre par le Maître de l'Ouvrage à l'Autorité Administrative ayant délivré le permis de construire et au maire dans les 30 jours suivant l'achèvement des travaux et délivrée par un Contrôleur Technique ou un Architecte au Maître de l'Ouvrage en application des articles L.111-7-4 et R. 111-19-21 à R. 111-19-24 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Je soussigné, Laurence RAZY Architecte, soumis à l'article 2 de la loi 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, et n'ayant pas signé la demande d'Autorisation de Travaux relative à la présente opération

atteste que la Communauté de Communes Bassée Montois, SIRET 200040251000 23
propriétaire de l'Établissement recevant du public de 4^{ème} catégorie de type X
situé impasse Saint Martin - 77520 DONNEMARIE DONTILLY
dénommé ou enregistré sous l'enseigne : *Gymnase de Donnemarie Dontilly*

Maître de l'Ouvrage de l'opération de Mise en accessibilité du gymnase

AT : 077 159 16 00007

Date du dépôt de demande : 13/10/2016

m'a confié une mission de vérification technique après travaux visant à vérifier si les travaux réalisés (dans le cadre de l'AT référencée ci-dessus) respectent les règles d'accessibilité qui leur sont applicables.

Nota : les règles d'accessibilité applicables sont les règles en vigueur rappelées ci-après auxquelles sont adjointes les éventuelles dérogations propres à l'opération et citées ci-après.

Nombre de bâtiments, équipements ou locaux séparés : 1

Règles en vigueur considérées :

- Articles R 111-19 à R 111-19-3 du CCH relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public construits ou créés ;
- Arrêté du 1^{er} août 2006 fixant les conditions prises pour l'application des articles R 111-19 à R 111-19-3 et R 111-19-6 du CCH relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création

- **Déroghations accordées, telles que portées à la connaissance du Vérificateur :**

- **Documents remis au Vérificateur et pris en compte dans le cadre de sa mission :**

- ☞ A l'issue de sa visite de vérification, réalisée selon les termes et conditions du contrat précité et qui s'est déroulée le 16 mars 2018, le vérificateur récapitule sur la liste ci-après ses constats formulés ainsi:
- **R** = Respect des règles d'accessibilité applicable ^(voir CG 01)
 - **NR** = Travaux réalisés une ou des dispositions contraires au respect des règles d'accessibilité applicable ^(voir CG 01)
 - **SO** = Disposition Sans Objet pour la présente opération.

Date : le 05/07/2019

Signature :

Laurence Razy Architecte
 15 rue Dussoubs
 75002 PARIS
 +33 (0)6 02 47 09 27
 laurence@laurencerazy.fr
 Ordre Archi 038947
 Siret 31686384 00080
 MAF 38885/Z/H0

Références législatives et réglementaires

Article 441-1 du code pénal

Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques.

Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende.

Article 441-7 du code pénal

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :

- 1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- 2° De falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ;
- 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui

DOSSIER : 16/382 - PMR Gymnase de Donnemarie Dontilly

AD'AP : 077 288 16 P0083

AT : 077 159 16 00007

☞ Dans le cadre de la visite de contrôle, la grille ci-après est renseignée suivant les constats suivants :

- **R** = Respect des règles d'accessibilité applicable ^(voir CG 01)
- **NR** = Travaux réalisés une ou des dispositions contraires au respect des règles d'accessibilité applicable ^(voir CG 01)
- **SO** = Disposition Sans Objet pour la présente opération.

LISTE DES CONSTATS
Commentaires généraux

CG	01	Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis R ou NR portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou de non-respect, établies selon la propre appréciation du vérificateur des dispositions constatées, et ne préjugant pas d'interprétations contraires.
CG	02	Mention des éventuels locaux ou parties du bâtiment qui n'ont pu être visités :

Récapitulatif des commentaires particuliers

1 - Généralités

CP 101	
--------	--

2 - Cheminements extérieurs

CP 201	
--------	--

3 - Places de stationnement

CP 301	
--------	--

4 - Accès au(x) bâtiment(s) ou à l'Établissement

CP 401	Porte déverrouillée lors de l'ouverture des locaux au public
--------	--

5 - Circulations intérieures horizontales

CP 501	
--------	--

6 - Circulations intérieures verticales

CP 601	Sans objet
--------	------------

7 - Tapis, escaliers et plans inclinés mécaniques

CP 701	Sans objet
--------	------------

8 - Revêtements de sols, murs et plafonds

CP 801	
--------	--

9 - Portes, portiques et sas

CP 901	
--------	--

10 - Dispositifs d'accueil, équipements et dispositifs de commande

CP 1001	Sans objet
---------	------------

11 - Sanitaires

CP 1101	
---------	--

12 - Sorties

CP 1201	
---------	--

13 - Éclairage

CP 1301	
---------	--

14 - Information et signalisation

CP 1401	
---------	--

15 - Établissements recevant du public assis

CP 1501	Sans objet
---------	------------

16 - Établissements comportant des locaux à sommeil

CP 1601	Sans objet
---------	------------

17 - Établissements avec douches ou cabines

CP 1701	
---------	--

18 - Caisses de paiement

CP 1801	Sans objet
---------	------------

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC POINTS EXAMINES	CONSTAT			COMMENTAIRES	
	R	NR	SO	N°	
1 - Généralités					
Appréciation de synthèse sur le respect de l'arrêté					
2 - Cheminements extérieurs					
Généralités					
✓ Cheminement usuel ou un des cheminements usuels accessible de l'accès au terrain jusqu'à l'entrée principale du bâtiment	X				
✓ Cheminement accessible entre les places de stationnement adaptées et l'entrée du bâtiment	X				
✓ Accessibilité aux équipements ou aménagements extérieurs			X		
Cheminement ou repère continu contrasté tactilement et visuellement					
Largeur ≥ 1,40 m	X				
Rétrécissements ponctuels ≥ 1,20 m			X		
Dévers ≤ 2%	X				
Pentes					
✓ Existence de pente à chaque dénivellation du cheminement accessible aux personnes en fauteuil roulant			X		
✓ Pente ≤ 4%			X		
✓ Pente entre 4 et 5% : palier de repos tous les 10 m			X		
✓ Pente entre 5 et 8% sur 2 m maxi			X		
✓ Pente entre 8 et 10% sur 0,50 m maxi			X		
✓ Pente > 10% : Interdite			X		
✓ Paliers de repos en haut et en bas de chaque pente			X		
Caractéristiques des paliers de repos					
✓ 1,20 x 1,40 m			X		
✓ Paliers horizontaux au dévers près			X		

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC POINTS EXAMINES	CONSTAT			COMMENTAIRES	N°
	R	NR	SO		
Seuils et ressauts					
✓ ≤ 2 cm (ou 4 cm si pente < 33%)			X		
✓ Arrondis ou chanfreinés			X		
✓ Pas d'âne interdits			X		
Repérage des éléments structurants du cheminement par les malvoyants	X				
Espaces de manœuvre avec possibilité de ½ tour aux points de choix d'itinéraire					
✓ Emplacements	X				
✓ Dimensions : Ø 1,50 m	X				
Espaces de manœuvre de porte					
✓ Emplacements	X				
✓ Dimensions	X				
Espaces d'usage					
✓ Devant chaque équipement ou aménagement	X				
✓ Dimensions : 0.80 m x 1.30 m	X				
Sols non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	X				
Trous en sol : Ø ou largeur ≤ 2 cm	X				
Cheminement libre de tout obstacle					
✓ Hauteur libre ≥ 2,20 m			X		
✓ Repérage visuel, tactile ou par un prolongement au sol des éléments implantés ou en saillie de plus de 15 cm			X		
Protection si rupture de niveau ≥ 0,40 m à moins de 0,90 m du cheminement			X		
Protection des espaces sous escaliers			X		
Volée d'escalier de 3 marches ou plus :					
✓ Une main courante					
• Hauteur entre 0,80 m et 1,00 m			X		
• Continue rigide et facilement préhensible			X		
• Dépassant les premières et les dernières marches			X		
• Différenciée du support par éclairage particulier ou contraste visuel			X		

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC POINTS EXAMINES	CONSTAT			COMMENTAIRES	
	R	NR	SO		N°
✓ Appel de vigilance pour les mal voyants à 50 cm en partie haute			X		
✓ Contremarche de 10 cm mini pour la 1 ^{ère} et la dernière marche			X		
✓ Nez de marches :					
• De couleur contrastée			X		
• Antidérapants			X		
• Sans débord excessif			X		
Présence d'un dispositif d'éclairage du cheminement			X		
3 - places de stationnement					
2% de l'ensemble des places aménagées ou suivant arrêté municipal si plus de 500 places	X				
Localisation à proximité de l'entrée du bâtiment	X				
Caractéristiques dimensionnelles et atteinte					
✓ Largeur ≥ 3,30 m	X				
✓ Espace horizontal au dévers de 2% près	X				
✓ Raccordement au cheminement d'accès					
• Ressaut ≤ 2 cm			X		
• Sur 1,40m à partir de la place : Cheminement horizontal au dévers près	X				
✓ Contrôle d'accès et de sortie utilisables par des personnes sourdes, malentendantes ou muettes					
• Bornes visibles directement du poste de contrôle			X		
OU					
• Signaux liés au fonctionnement du dispositif : sonores et visuels			X		
• Et visiophonie			X		
✓ Sortie en fauteuil des places « boxées »	X				
Repérage horizontal et vertical des places					
✓ Signalisation adaptée à proximité des places de stationnement pour le public	X				

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC POINTS EXAMINES	CONSTAT			COMMENTAIRES	
	R	NR	SO		N°
✓ Signalisation des croisements véhicules/piétons :					
• Éveil de vigilance des piétons			X		
• Signalisation vers les conducteurs			X		
4 - Accès au(x) bâtiment(s) ou à l'Établissement et aux locaux ouverts au public					
Accès principal accessible en continuité avec le cheminement accessible	X				
Entrée principale facilement repérable	X				
Dispositifs d'accès au bâtiment :					
✓ Facilement repérable	X				
✓ Signal sonore et visuel			X	Porte déverrouillée lors de l'ouverture des locaux au public	401
Système de communication et dispositif de commande manuelle :					
✓ A plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil			X		
✓ Hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m			X		
Contrôle d'accès et de sortie :					
✓ Visualisation directe du visiteur par le personnel	X				
OU					
✓ Visiophone			X		
Accès de manière autonome à tous les locaux ouverts au public			X		
5 - Circulations intérieures horizontales					
Largeur ≥ 1,40 m	X				
Rétrécissements ponctuels ≥ 1,20 m			X		
Dévers ≤ 2 cm			X		
Pentes :					
✓ Pente ≤ 4%			X		
✓ Pente entre 4 et 5% : palier de repos tous les 10 m			X		
✓ Pente entre 5 et 8% sur 2 m maxi			X		
✓ Pente entre 8 et 10% sur 0,50 m maxi			X		
✓ Pente > 10% : interdite			X		
✓ Paliers de repos en haut et en bas de chaque pente			X		

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC POINTS EXAMINES	CONSTAT			COMMENTAIRES	N°
	R	NR	SO		
Caractéristiques des paliers de repos					
✓ 1,20 x 1,40 m			X		
✓ Paliers horizontaux au dévers près			X		
Seuils et ressauts					
✓ ≤ 2 cm (ou 4 cm si pente < 33%)			X		
✓ Arrondis ou chanfreinés			X		
✓ Pas d'âne interdits			X		
Espaces de manœuvre de porte					
✓ Emplacements	X				
✓ Dimension	X				
Espaces d'usage					
✓ Devant chaque équipement ou aménagement	X				
✓ Dimensions : 0,80 m x 1,30 m	X				
Sols non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	X				
Trous en sol : Ø ou largeur ≤ 2 cm			X		
Cheminement libre de tout obstacle					
✓ Hauteur libre : 2,20 m ou 2,00 m pour les parcs de stationnement			X		
✓ Repérage visuel, tactile ou par un prolongement au sol des éléments implantés ou en saillie de plus de 15 cm			X		
Protection si rupture de niveau ≥ 0,40 m à moins de 0,90 m			X		
Protection des espaces sous escaliers			X		
Marches isolées :					
✓ Si trois marches ou plus :					
• Appel de vigilance pour les mal voyants à 50 cm en partie haute			X		
• Contremarche de 10 cm mini pour la 1 ^{ère} et la dernière marche			X		
• Nez de marches :					
❖ De couleur contrastée			X		
❖ Antidérapants			X		
❖ Sans débord excessif			X		

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC POINTS EXAMINES	CONSTAT			COMMENTAIRES	N°
	R	NR	SO		
• Une main courante :					
❖ Hauteur entre 0,80 m et 1,00 m			X		
❖ Continue rigide et facilement préhensible			X		
❖ Dépassant les premières et les dernières marches			X		
❖ Différenciées du support par un éclairage particulier ou un contraste visuel			X		
✓ Si marches menant à un escalier :					
• Appel de vigilance pour les mal voyants à 50 cm en partie haute			X		
• Contremarche de 10 cm mini pour la 1 ^{ère} et la dernière marche			X		
• Nez de marches :					
❖ De couleur contrastée			X		
❖ Antidérapants			X		
❖ Sans débord excessif			X		
• Largeur entre mains courantes ≥ 1,20 m			X		
• Hauteur des marches ≤ 16 cm			X		
• Giron des marches ≥ 28 cm			X		
6 - Circulations intérieures verticales					
Obligation d'ascenseur			X		
Escaliers utilisables dans les conditions normales de fonctionnement					
✓ Largeur entre mains courantes ≥ 1,20 m			X		
✓ Hauteur des marches ≤ 16 cm			X		
✓ Giron des marches ≥ 28 cm			X		
✓ Mains courantes					
• De chaque côté			X		
• Hauteur entre 0,80 m et 1,00 m			X		
• Continue, rigide et facilement préhensible			X		
• Dépassant les premières et dernières marches			X		
• Différenciées du support par un éclairage particulier ou un contraste visuel			X		

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC POINTS EXAMINES	CONSTAT			COMMENTAIRES	
	R	NR	SO		N°
✓ Appel de vigilance pour les malvoyants à 50 cm en partie haute			X		
✓ Contremarches de 10 cm mini pour la 1 ^{ère} et la dernière marche visuellement contrastées par rapport aux marches			X		
✓ Nez de marches :					
• De couleur contrastée			X		
• Antidérapants			X		
• Sans débord excessif			X		
Ascenseurs					
• Tous les ascenseurs doivent être accessibles			X		
• Tous les niveaux sont desservis			X		
• Commande à plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil			X		
• Conformes à la norme NF EN 81-70 relative à l'accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap			X		
• Munis d'un dispositif permettant de prendre appui			X		
• Permettent de recevoir les informations liées aux mouvements de la cabine, aux étages desservis, au système d'alarme			X		
Appareils élévateurs pour personnes à mobilité réduite					
✓ Dérogation obtenue			X		
✓ Conformes aux normes les concernant			X		
✓ D'usage permanent			X		
7 - Tapis, escaliers et plans inclinés mécaniques					
Double par un cheminement accessible ou un ascenseur			X		
Mains courantes accompagnant le mouvement			X		
Mains courantes dépassant de 30 cm le départ et l'arrivée			X		

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC POINTS EXAMINES	CONSTAT			COMMENTAIRES	
	R	NR	SO		N°
Arrêt d'urgence facilement repérable, accessible et manœuvrable en position debout ou assis			X		
Départ et arrivée différenciés par éclairage ou contraste visuel			X		
Signal tactile ou sonore en partie terminale d'un tapis ou plan incliné mécaniques			X		
8 - Revêtements de sols, murs et plafonds					
Tapis					
✓ Dureté suffisante	X				
✓ Pas de ressaut ≤ 2 cm			X		
Qualité acoustique des revêtements des espaces d'accueil, d'attente ou de restauration					
✓ Conforme à la réglementation en vigueur	X				
OU					
✓ Aire d'absorption équivalente ≥ 25% de la surface au sol			X		
9 - Portes, portiques et sas					
Dimensions des sas	X				
Espace de manœuvre de portes devant chaque porte à l'exception des portes d'escalier	X				
Largeur des portes principales et des portiques					
✓ 0,90 m pour les locaux ou zones recevant moins de 100 personnes			X		
✓ 1,40 m pour les locaux ou zones recevant au moins 100 personnes.			X		
✓ 1 vantail ≥ 0,90 m pour les portes à 2 vantaux	X				
✓ 0,80 m pour les portiques de sécurité			X		
Poignées des portes					
✓ Facilement préhensibles	X				
✓ A plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil	X				
Effort pour ouvrir une porte ≤ 50 N	X				
Portes vitrées repérables	X				

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC POINTS EXAMINES	CONSTAT			COMMENTAIRES	N°
	R	NR	SO		
Portes à ouverture automatique :					
✓ Durée d'ouverture réglable			X		
✓ Détection des personnes de toutes tailles			X		
Signal sonore et lumineux du déverrouillage des portes à verrouillage électrique			X		
Possibilité d'accès y compris en cas de dispositif lié à la sécurité ou à la sûreté est installé			X		
10 - Dispositifs d'accueil, équipements et dispositifs de commande					
Si existence d'un point d'accueil :					
✓ Au moins un accessible			X		
✓ Point d'accueil aménagé prioritairement ouvert			X		
✓ Banques d'accueil utilisables en position debout ou assis			X		
Équipements divers accessibles au public					
✓ Au moins 1 équipement par type aménagé			X		
✓ Espace d'usage de 0,80 m x 1,30 m devant chaque équipement			X		
✓ Commandes manuelles, dispositif de sécurité non réservé au personnel et fonctions voir, entendre, parler : 0,90 m ≤ H ≤ 1,30 m			X		
✓ Guichets d'information, vente manuelle et tables ou tablettes si nécessaire de lire, écrire ou utiliser un clavier :					
• Face supérieure ≤ à 0,80 m			X		
• Vide de 0,70 m x 0,60 m x 0,30 m (HxLxP)			X		
✓ Dispositif de sonorisation équipé d'une boucle magnétique			X		
Panneaux d'affichage instantané relayant les informations sonores			X		

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC POINTS EXAMINES	CONSTAT			COMMENTAIRES	
	R	NR	SO		N°
11 - Sanitaires					
Cabinets aménagés :					
✓ Au moins 1 par niveau comportant des sanitaires	X				
✓ Aux mêmes emplacements que les autres	X				
✓ Séparés H/F si autres sanitaires séparés			X		
1 lavabo accessible par groupe de lavabos	X				
Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour :					
✓ Emplacement : Dans le cabinet ou devant la porte	X				
✓ Dimension : Ø 1,50 m	X				
Aménagements intérieurs des cabinets :					
✓ Dispositif permettant de refermer la porte	X				
✓ Espace d'usage latéral de 0,80 m x 1,30 m	X				
✓ Hauteur de la cuvette entre 0,45 m et 0,50 m	X				
✓ Lave-mains accessible d'une hauteur ≤ 0,85 m	X				
✓ Barre d'appui latérale entre 0,70 m et 0,80 m du sol	X				
✓ Barre d'appui supportant le poids d'une personne	X				
✓ Commande de chasse d'eau facilement accessible et manœuvrable	X				
Lavabos accessibles					
✓ Bord supérieur : H ≤ 0,80 m	X				
✓ Vide en-dessous de 0,70 m x 0,60 m x 0,30 m (HxLxP)	X				
Accessoires divers - Porte-savon, séchoirs, etc. à 1,30 m maxi	X				
Urinoirs à différentes hauteurs si batteries d'urinoirs			X		
12 - Sorties					
Sorties repérables sans risque de confusion avec les issues de secours	X				

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC POINTS EXAMINES	CONSTAT			COMMENTAIRES	
	R	NR	SO		N°
13 - éclairage					
Valeurs d'éclairage					
✓ 20 lux pour les cheminements extérieurs	X				
✓ 200 lux aux postes d'accueil	X				
✓ 100 lux pour les circulation horizontale	X				
✓ 150 lux pour les escaliers et équipements mobiles			X		
Durée de fonctionnement des éclairages temporisés	X				
Extinction doit être progressive si éclairage est temporisé	X				
Éclairages par détection de présence	X				
14 - Information et signalisation					
Cheminements extérieurs					
✓ Signalisation adaptée aux points de choix d'itinéraires ou en cas de pluralité de cheminements			X		
✓ Repérage des parois vitrées	X				
✓ Passage piétons			X		
Accès à l'établissement et accueil					
✓ Repérage des entrées	X				
✓ Repérage du système de contrôle d'accès			X		
Accueils sonorisés :					
• Transmission ou doublage visuel des informations sonores nécessaire			X		
• Système de transmission du signal acoustique par induction magnétique			X		
• Signalisation de la boucle par un pictogramme			X		
Circulations intérieures :					
✓ Éléments structurants du cheminements repérables	X				
✓ Repérage des parois et portes vitrés	X				

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC POINTS EXAMINES	CONSTAT			COMMENTAIRES	
	R	NR	SO		N°
✓ Informations d'aide au choix de la circulation à proximité des commandes d'appel d'ascenseur			X		
✓ Dans le cas des équipement mobiles, escaliers roulants, tapis et rampes mobiles, signalisation du cheminement accessible			X		
Équipements divers					
✓ Signalisation du point d'accueil, du guichet			X		
✓ Équipements et mobilier repérables par contraste de couleur ou d'éclairage			X		
✓ Dispositifs de commande repérables par contraste visuel ou tactile			X		
Exigences portant sur tous les éléments de signalisation et d'information et définies à l'annexe 3.					
✓ Visibilité (localisation du support, contrastes)	X				
✓ Lisibilité (hauteur des caractères)	X				
✓ Compréhension (pictogrammes)	X				
15 - Établissements recevant du public assis					
Nombre de places réservées : 1 + 1 par tranche de 50			X		
Salle de + de 1 000 places : selon arrêté municipal			X		
Dimension de l'emplacement : 0,80 m x 1,30 m			X		
Cheminement accessible jusqu'à l'emplacement			X		
Réparties en fonction des différentes catégories de places			X		
16 - Établissements comportant des locaux à sommeil					
Nombre de chambres adaptées					
• 1 si moins de 21 chambres			X		
OU					
• 1 + 1 par tranche de 50			X		
OU					

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC POINTS EXAMINES	CONSTAT			COMMENTAIRES	
	R	NR	SO		N°
<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les chambres si établissement d'hébergement de personnes âgées ou présentant un handicap moteur 			X		
Caractéristiques des chambres adaptées					
✓ Espace de rotation Ø 1,50 m			X		
✓ 0,90 m sur les 2 grands côtés du lit			X		
✓ 1,20 m au pied du lit			X		
✓ Hauteur du plan de couchage des lits fixés au sol : 40 à 50 cm			X		
Cabinet de toilette :					
<ul style="list-style-type: none"> • 1 au moins accessible depuis chaque chambre adaptée 			X		
<ul style="list-style-type: none"> • Toutes si établissement d'hébergement personnes âgées ou présentant un handicap moteur 			X		
<ul style="list-style-type: none"> • Espace de rotation Ø 1,50 m 			X		
<ul style="list-style-type: none"> • Douche accessible avec barre d'appui 			X		
Cabinet d'aisance accessible :					
<ul style="list-style-type: none"> • 1 au moins accessible depuis chaque chambre adaptée 			X		
<ul style="list-style-type: none"> • Tous si personnes âgées ou à mobilité réduites 			X		
<ul style="list-style-type: none"> • Espace d'usage 0,80 m x 1,30 m 			X		
<ul style="list-style-type: none"> • Barre d'appui 			X		
Pour toutes les chambres					
✓ 1 prise de courant à proximité du lit			X		
✓ 1 prise téléphonique en cas de réseau de téléphonie interne			X		
✓ N° de la chambre en relief sur la porte			X		
17 - Établissements avec douches ou cabines					
Cabines					
✓ Au moins 1 cabine aménagée			X		
✓ Au même emplacement que les autres cabines			X		

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC POINTS EXAMINES	CONSTAT			COMMENTAIRES	
	R	NR	SO		N°
✓ Cheminement accessible jusqu'à la cabine			X		
✓ Cabines séparées H/F si autres cabines séparées			X		
✓ Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour : Ø 1,50 m			X		
✓ Siège			X		
✓ Dispositif d'appui en position debout			X		
Douches					
✓ Au moins 1 douche aménagée	X				
✓ Au même emplacement que les autres douches	X				
✓ Cheminement accessible jusqu'à la douche	X				
✓ Douches séparées H/F si autres douches séparées	X				
✓ Espace d'usage de 0,80 m x 1,30 m latéralement à la douche	X				
✓ Siphon de sol	X				
✓ Siège	X				
✓ Dispositif d'appui en position debout	X				
✓ Équipements divers utilisables en position assis	X				
18 - Caisses de paiement					
Au moins 1 caisse adaptée par niveau avec caisses			X		
Une caisse adaptée par tranche de 20			X		
Répartition uniforme des caisses adaptées			X		
Caractéristiques des caisses adaptées			X		
Affichage directement lisible pour les personnes sourdes ou malentendantes			X		

Récépissé de dépôt d'une demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)

Madame, Monsieur,

Le délai d'instruction de votre dossier est de QUATRE MOIS.

Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier.

Dans ce cas, le délai d'instruction de quatre mois ne commencera à courir qu'à partir de la date de réception de la dernière pièce manquante (article R. 111-19-36 du code de la construction et de l'habitation).

Si toutes les pièces manquantes n'ont pas été fournies dans le délai que l'administration vous aura accordé votre demande sera automatiquement rejetée.

Votre dossier est complet et ne comporte pas de demande de périodes supplémentaires :

La décision relative à votre demande sera prise dans le délai de quatre mois. À défaut de décision expresse dans ce délai, la demande d'approbation de votre Agenda d'accessibilité programmée est considérée comme accordée.

Votre dossier est complet et comporte une demande de périodes supplémentaires :

La décision relative à vos demandes sera prise dans le délai de quatre mois.

1) En cas de décision négative sur la demande de périodes supplémentaires, l'Agenda d'accessibilité programmée est considéré comme refusé.

2) En cas de décision positive sur la demande de périodes supplémentaires et à défaut de décision expresse sur l'Agenda d'accessibilité programmé dans ce délai, l'agenda est considéré comme accepté.

En cas de refus de la demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée, la décision précisera le délai qui vous est laissé pour présenter une nouvelle demande.

(À remplir par les services préfectoraux)

N° de l'Ad'ap :

077 288 16 P 0083

Identité et adresse du demandeur :

Communauté de Communes
Basse Nivernais.

Date de dépôt de la demande :

28 09 2016

Le projet est autorisé à défaut de réponse dans le délai de quatre mois sous réserve des dispositions exposées ci-dessus

Cachet de la préfecture,

date et signature :

La chef de l'UACRC
04/10/2016.
Florence MOREAU

Direction Départementale des Territoires
de Seine-et-Marne
SIDCE / PITE / UACRC
288 rue Georges Clemenceau
Parc d'activités - 77000 VALUX LE PENIL
Adresse postale : BP 590 - 77000 MELUN CEDEX

Délais et voies de recours : Le délai de recours devant le tribunal administratif compétent est de deux mois à compter de la décision approuvant ou non l'Agenda ou, en cas de décision tacite, à compter de la date à laquelle la décision aurait dû être notifiée (dès lors que le dossier avait été complété).

Demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)

Ministère chargé
de la construction

Articles L. 111-7 et D. 111-19-34 du code de la construction et de l'habitation (CCH)

- Cadres 1 et 2 informations nécessaires à l'instruction de la demande d'approbation
Cadre 3 informations nécessaires à la vérification de la demande d'octroi de périodes supplémentaires
Cadres 4 et 5 informations nécessaires à l'instruction de la demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)
Cadre 6 engagement du (des) demandeur(s)

Vous pouvez utiliser ce formulaire si :

Cadre réservé aux services préfectoraux

Vous souhaitez demander l'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap) pour la mise en accessibilité :

N° de l'Ad'ap :

- d'un seul établissement recevant du public (ERP) sur plusieurs périodes,

- de plusieurs établissements recevant du public (patrimoine comprenant ou non des installations ouvertes au public) sur une ou plusieurs périodes,

- ou d'une (des) installation(s) ouverte(s) au public (IOP) sur une période.

Date de réception en préfecture :

Cette demande vous permet d'accomplir les formalités nécessaires.

Dans le cas d'un Ad'ap pour un établissement recevant du public sur une, deux ou trois années, veuillez vous reporter au Cerfa 13824

1. Identité du demandeur et des co-signataires le cas échéant

Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le chef de file du suivi du dossier dans le cas d'un co-financement
Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs identités sur papier libre

Vous êtes un particulier

Madame

Monsieur

Nom, prénom

Date de naissance

Vous êtes une personne morale

Raison sociale et Dénomination

N° SIRET

20004025100023

Représentant de la personne morale

Madame

Monsieur

Nom, prénom

DENORMANDIE Roger

Date de naissance à défaut de N° SIRET

2. Coordonnées du demandeur et des co-signataires le cas échéant

Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur papier libre

Adresse

Numéro

12

voie Rue Joseph Bara

Lieu-dit

Boîte postale

Code postal

77480

Localité BRAY SUR SEINE

Si le demandeur habite à l'étranger

Pays

Division territoriale

Téléphone fixe

0160670910

Portable

Indicatif si pays étranger

Adresse électronique

ccbasseemontous

@orange.fr

3. Votre dossier concerne

Veillez vous reporter au :

Un seul ERP et votre demande concerne

deux périodes de 3 ans soit 6 ans maximum (sous conditions)¹

Nombre d'années demandées :

trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions)¹

Nombre d'années demandées :

Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité d'un seul ERP lié à des difficultés techniques ou financières (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) :

Cadre 4

• Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable²

• Autre : à préciser :

Plusieurs ERP et IOP et votre demande concerne

une période soit 3 ans maximum

Nombre d'années demandées : 3

deux périodes de 3 ans soit 6 ans maximum (sous conditions)¹

Nombre d'années demandées :

trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions)¹

Nombre d'années demandées :

Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité d'un ensemble d'ERP (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) :

Cadre 5

• Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable²

• Autre : à préciser :

Pour les patrimoines dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe¹ :

Nombre de communes d'implantation :

Nombre de bâtiments concernés :

Une seule IOP et votre demande concerne

une période soit 3 ans maximum

Nombre d'années demandées :

Cadre 4

Plusieurs IOP et votre demande concerne

une période soit 3 ans maximum

Nombre d'années demandées :

Cadre 5

¹ Seuls, le cas, vous devez démontrer la situation technique ou financière de votre établissement ou que la mise en accessibilité de votre établissement est particulièrement complexe. Les conditions sont définies par l'arrêté pris en application du VI de l'article D. 111-19-34 du Code de la construction et de l'habitation.

² Pour les personnes de droit privé ou les établissements publics dont les opérations comptables sont exécutées suivant les usages du commerce l'attestation de la situation financière délicate est faite par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable.

4. Demande d'agenda d'accessibilité programmée pour un seul établissement recevant du public sur 2 ou 3 périodes ou pour une installation ouverte au public sur 1 période

4.1 - Adresse du terrain

Nom de l'établissement
ou de l'installation

Numéro

Voie

Lieu-dit

Boîte postale

Code postal

Localité

4.2 - Classement sécurité incendie de l'ERP : (Catégorie et type d'exploitation en application de l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation)

4.3 - Analyse de la situation de votre établissement ou installation à la date de la demande au regard des obligations d'accessibilité en vigueur

Veillez joindre une note annexe si le projet le nécessite

4.4 - Chiffrage et calendrier de la mise en accessibilité de l'établissement ou de l'installation

Les tableaux à renseigner dans la présente section diffèrent selon la durée de l'Ad'ap, la justification de cette durée et la distinction ERP/IOP (cocher la case correspondante) :

Ad'ap portant sur un ERP du 1er groupe (1ère, 2ème, 3ème ou 4ème catégorie) et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par l'ampleur des travaux nécessaires (renseigner uniquement la sous-section 4.4.1)

Ad'ap portant sur un ERP et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par des contraintes techniques ou financières (renseigner uniquement la sous-section 4.4.2)

Ad'ap portant sur un ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée par des contraintes techniques ou financières (renseigner uniquement la sous-section 4.4.2)

Ad'ap portant sur une IOP et une durée de 1, 2 ou 3 ans (renseigner uniquement la sous-section 4.4.3)

4.4.1 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur un ERP du 1er groupe et sur une durée de deux périodes de 3 ans maximum justifiée par l'ampleur des travaux envisagés (Art. L. 111-7-7 II du CCH) :

Les actions concourant à la mise en accessibilité de l'établissement peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

Actions de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de début (mois, semestre...)	Date prévisionnelle de fin (mois, semestre...)
--	--	--

Année 1

Année 2

Année 3

Année 4

Année 5

Année 6

Veillez joindre une note annexe si le projet nécessite un plus grand nombre d'actions de mise en accessibilité

Estimation financière de la mise en accessibilité

Année 1
Année 2
Année 3
Période 2 (années 4, 5 et 6)
Total

4.4.2 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur un ERP et deux ou trois périodes de 3 ans maximum justifiées par des contraintes techniques et financières (Art. L. 111-7-7 III du CCH)

Les actions concourant à la mise en accessibilité de l'établissement peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

Actions de mise en accessibilité envisagées (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de début (mois, semestre...)	Date prévisionnelle de fin (mois, semestre...)
Année 1		
Année 2		
Année 3		
Période 2 (années 4, 5 et 6)		
Période 3 (années 7, 8 et 9)		

Veillez joindre une note annexe si le projet nécessite un plus grand nombre d'actions de mise en accessibilité

Estimation financière de la mise en accessibilité

Année 1
Année 2
Année 3
Période 2
Période 3
Total

4.4.3 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur une IOP et une période

Les actions concourant à la mise en accessibilité de l'installation peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

Actions de mise en accessibilité envisagées (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de début (mois, semestre...)	Date prévisionnelle de fin (mois, semestre...)
Année 1		
Année 2		
Année 3		

Veillez joindre une note annexe si le projet nécessite un plus grand nombre d'actions de mise en accessibilité

Estimation financière de la mise en accessibilité

Année 1
Année 2
Année 3
Total

4.5 - Dérogations

Des demandes de dérogation seront-elles susceptibles d'être sollicitées dans le cadre de la mise en œuvre de cet agenda ?

Oui Dans ce cas, en joindre la liste indicative

Non

5. Demande d'Agenda d'accessibilité programmée pour plusieurs établissements recevant du public sur 1, 2 ou 3 périodes ou pour plusieurs installations ouvertes au public sur 1 période

5.1 - Liste des établissements ou des installations

Etablissement N° 1

Nom de l'établissement ou de l'installation

GYMNASSE DE DONNEMARIE-DONTILLY

Département d'implantation

FF

Commune d'implantation

DONNEMARIE-DONTILLY

Adresse de l'ERP/IOP

Impasse Saint Martin

Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type)

5^{ème} catégorie, Type X

Etablissement N° 2

Nom de l'établissement ou de l'installation

VESTIAIRES COLLEGE DONNEMARIE-DONTILLY

Département d'implantation

FF

Commune d'implantation

DONNEMARIE-DONTILLY

Adresse de l'ERP/IOP

34, Rue de Rovins

Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type)

Etablissement N° 3

Nom de l'établissement ou de l'installation

VESTIAIRES FOOT DONNEMARIE-DONTILLY

Département d'implantation

FF

Commune d'implantation

DONNEMARIE-DONTILLY

Adresse de l'ERP/IOP

Impasse Saint Martin

Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type)

Veillez joindre une note annexe si la taille de votre patrimoine le nécessite.

5.2 - Analyse synthétique de la situation de vos établissements et/ou installations à la date de la demande au regard des obligations d'accessibilité en vigueur définies par l'arrêté prévu à l'article R. 111-19-7 du code de la construction et de l'habitation

Veillez répondre sur papier libre si nécessaire

5.3 - Chiffrage et calendrier de mise en accessibilité

Les tableaux à renseigner dans la présente section diffèrent selon la durée de l'Ad'ap, la justification de cette durée et la distinction ERP/IOP (cochez la case correspondante) :

Ad'ap portant sur plusieurs ERP dont au moins un ERP du 1er groupe (1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} ou 4^{ème} catégorie) et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par l'ampleur des travaux nécessaires (renseignez uniquement la sous-section 5.3.1)

Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par des difficultés techniques ou financières (renseignez uniquement la sous-section 5.3.2)

Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée par des difficultés techniques ou financières (renseignez uniquement la sous-section 5.3.2)

Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée par un patrimoine dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe (renseignez uniquement la sous-section 5.3.2)

Ad'ap portant sur plusieurs ERP ou IOP et une durée de 1, 2 ou 3 ans (renseignez uniquement la sous-section 5.3.3)

5.3.1 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur plusieurs ERP/IOP dont un ERP du 1er groupe et sur une durée de deux périodes de 3 ans maximum justifiée par l'ampleur des travaux envisagés (Art. L. 111-7-7 II du CCH) :

Les actions concourant à la mise en accessibilité des établissements ou installations peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

Liste des ERP	Département d'implantation	Date prévisionnelle de début de la 1ère action de mise en accessibilité de l'ERP (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP
ERP 1			
ERP 2			
ERP 3			

Veillez joindre une note annexe si plus de 3 ERP

ERP concernés par les actions de mise en accessibilité	Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut) pour l'ERP en question
Année 1	
Année 2	
Année 3	
Année 4	
Année 5	
Année 6	

Estimation financière de la mise en accessibilité

Année 1
Année 2
Année 3
Période 2 (année 4, 5 et 6)
Total

5.3.2 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur :

- plusieurs ERP et sur une durée de deux ou trois périodes de 3 ans maximum justifiée par des contraintes techniques et financières (Art. L. 111-7-7 III du CCH)
- ou un patrimoine dont la mise en accessibilité est complexe selon les critères définis par l'article L. 111-7-7 IV du CCH et sur une durée de trois périodes de trois ans maximum

Les actions concourant à la mise en accessibilité des établissements peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

Liste des ERP	Département d'implantation	Date prévisionnelle de début de la 1ère action de mise en accessibilité de l'ERP (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP
ERP 1			
ERP 2			
ERP 3			

Veillez joindre une note annexe si plus de 3 ERP

4.5 - Dérogations

Des demandes de dérogation seront-elles susceptibles d'être sollicitées dans le cadre de la mise en œuvre de cet agenda ?

Oui Dans ce cas, en joindre la liste indicative

Non

5. Demande d'Agenda d'accessibilité programmée pour plusieurs établissements recevant du public sur 1, 2 ou 3 périodes ou pour plusieurs installations ouvertes au public sur 1 période

5.1 - Liste des établissements ou des installations

Etablissement N° 4

Nom de l'établissement ou de l'installation

HALTE GARDERIE DONNEMARIE-DONTILLY

Département d'implantation

77 Commune d'implantation

DONNEMARIE-DONTILLY

Adresse de l'ERP/IOP

2, Rue René Cassin

Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type)

5^{ème} catégorie, Type R.

Etablissement N° 5

Nom de l'établissement ou de l'installation

SIÈGE de la CCIBM BRAY SUR SEINE

Département d'implantation

77 Commune d'implantation

BRAY SUR SEINE

Adresse de l'ERP/IOP

12, Rue Joseph BARA

Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type)

5^{ème} catégorie, Type W

Etablissement N° 6

Nom de l'établissement ou de l'installation

PERCEPTION BRAY SUR SEINE

Département d'implantation

77 Commune d'implantation

BRAY SUR SEINE

Adresse de l'ERP/IOP

89, Rue HEMSBACH

Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type)

5^{ème} catégorie, Type W

Veillez joindre une note annexe si la taille de votre patrimoine le nécessite.

5.2 - Analyse synthétique de la situation de vos établissements et/ou installations à la date de la demande au regard des obligations d'accessibilité en vigueur définies par l'arrêté prévu à l'article R. 111-19-7 du code de la construction et de l'habitation

Veillez répondre sur papier libre si nécessaire

5.3 - Chiffrage et calendrier de mise en accessibilité

Les tableaux à renseigner dans la présente section diffèrent selon la durée de l'Ad'ap, la justification de cette durée et la distinction ERP/IOP (cochez la case correspondante) :

Ad'ap portant sur plusieurs ERP dont au moins un ERP du 1er groupe (1ère, 2ème, 3ème ou 4ème catégorie) et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par l'ampleur des travaux nécessaires (renseignez uniquement la sous-section 5.3.1)

Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par des difficultés techniques ou financières (renseignez uniquement la sous-section 5.3.2)

Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée par des difficultés techniques ou financières (renseignez uniquement la sous-section 5.3.2)

Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée par un patrimoine dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe (renseignez uniquement la sous-section 5.3.2)

Ad'ap portant sur plusieurs ERP ou IOP et une durée de 1, 2 ou 3 ans (renseignez uniquement la sous-section 5.3.3)

4.5 - Dérogations

Des demandes de dérogation seront-elles susceptibles d'être sollicitées dans le cadre de la mise en œuvre de cet agenda ?

Oui Dans ce cas, en joindre la liste indicative

Non

5. Demande d'Agenda d'accessibilité programmée pour plusieurs établissements recevant du public sur 1, 2 ou 3 périodes ou pour plusieurs installations ouvertes au public sur 1 période

5.1 - Liste des établissements ou des installations

Etablissement N° 1

Nom de l'établissement ou de l'installation

CINEMA

BRAY SUR SEINE

Département d'implantation

FF

Commune d'implantation

BRAY SUR SEINE

Adresse de l'ERP/IOP

16, Rue de l'Eglise

Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type)

5^{ème} catégorie, Type L

Etablissement N° 2

Nom de l'établissement ou de l'installation

GYMNASE

GOVAIX

Département d'implantation

FF

Commune d'implantation

GOVAIX

Adresse de l'ERP/IOP

RUE de BRAY

Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type)

5^{ème} catégorie, Type X

Etablissement N° 3

Nom de l'établissement ou de l'installation

SALLE POLYVALENTE FONTAINE-FOURCHES

Département d'implantation

FF

Commune d'implantation

FONTAINE-FOURCHES

Adresse de l'ERP/IOP

8, Rue des Haies

Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type)

5^{ème} catégorie, Type L

Veuillez joindre une note annexe si la taille de votre patrimoine le nécessite.

5.2 - Analyse synthétique de la situation de vos établissements et/ou installations à la date de la demande au regard des obligations d'accessibilité en vigueur définies par l'arrêté prévu à l'article R. 111-19-7 du code de la construction et de l'habitation

Veuillez répondre sur papier libre si nécessaire

5.3 - Chiffrage et calendrier de mise en accessibilité

Les tableaux à renseigner dans la présente section diffèrent selon la durée de l'Ad'ap, la justification de cette durée et la distinction ERP/IOP (cochez la case correspondante) :

Ad'ap portant sur plusieurs ERP dont au moins un ERP du 1er groupe (1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} ou 4^{ème} catégorie) et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par l'ampleur des travaux nécessaires (renseignez uniquement la sous-section 5.3.1)

Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par des difficultés techniques ou financières (renseignez uniquement la sous-section 5.3.2)

Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée par des difficultés techniques ou financières (renseignez uniquement la sous-section 5.3.2)

Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée par un patrimoine dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe (renseignez uniquement la sous-section 5.3.2)

Ad'ap portant sur plusieurs ERP ou IOP et une durée de 1, 2 ou 3 ans (renseignez uniquement la sous-section 5.3.3)

ERP concernés par les actions de mise en accessibilité

Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut) pour l'ERP en question

Année 1

Année 2

Année 3

Période 2 (années 4, 5 et 6)

Période 3 (années 7, 8 et 9)

Estimation financière de la mise en accessibilité

Année 1

Année 2

Année 3

Période 2 (année 4, 5 et 6)

Période 3 (année 7, 8 et 9)

Total

5.3.3 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur plusieurs ERP ou IOP et une période

Les actions concourant à la mise en accessibilité des installations peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

Liste des IOP	Département d'implantation	Date prévisionnelle de début de la 1ère action de mise en accessibilité de l' ERP ou IOP (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP ou IOP
ERP/ IOP 1	FF	01/04/2016	31/12/2016
ERP/ IOP 2	FF	01/04/2016	31/12/2016
ERP/ IOP 3	FF	01/04/2016	31/12/2016

Veuillez joindre une note annexe si plus de 3 IOP

ERP/ IOP concernées par les actions de mise en accessibilité

Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut) pour l'ERP ou l'IOP en question

Année 1

Année 2

Année 3

Estimation financière de la mise en accessibilité

Année 1

30890

Année 2

31135

Année 3

39480

Total

101505

ERP concernés par les actions de mise en accessibilité

Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut) pour l'ERP en question

Année 1

Année 2

Année 3

Période 2 (années 4, 5 et 6)

Période 3 (années 7, 8 et 9)

Estimation financière de la mise en accessibilité

Année 1

Année 2

Année 3

Période 2 (année 4, 5 et 6)

Période 3 (année 7, 8 et 9)

Total

5.3.3 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur plusieurs ERP ou IOP et une période

Les actions concourant à la mise en accessibilité des installations peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

Liste des IOP	Département d'implantation	Date prévisionnelle de début de la 1ère action de mise en accessibilité de l' ERP ou IOP (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP ou IOP
ERP/IOP 4	FF	01/04/2018	31/12/2018
ERP/IOP 5	FF	01/04/2018	31/12/2018
ERP/IOP 6	FF	01/04/2016	31/12/2016.

Veillez joindre une note annexe si plus de 3 IOP

ERP/ IOP concernées par les actions de mise en accessibilité

Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut) pour l'ERP ou l'IOP en question

Année 1

Année 2

Année 3

Estimation financière de la mise en accessibilité

Année 1

Année 2

Année 3

Total

ERP concernés par les actions de mise en accessibilité

Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut) pour l'ERP en question

Année 1

Année 2

Année 3

Période 2 (années 4, 5 et 6)

Période 3 (années 7, 8 et 9)

Estimation financière de la mise en accessibilité

Année 1

Année 2

Année 3

Période 2 (année 4, 5 et 6)

Période 3 (année 7, 8 et 9)

Total

5.3.3 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur plusieurs ERP ou IOP et une période

Les actions concourant à la mise en accessibilité des installations peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

Liste des IOP	Département d'implantation	Date prévisionnelle de début de la 1ère action de mise en accessibilité de l' ERP ou IOP (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP ou IOP
ERP/IOP 7	FF	01/04/2016	31/12/2016
ERP/IOP 8	FF	01/04/2017	31/12/2017
ERP/IOP 9	FF	01/04/2018	31/12/2018

Veillez joindre une note annexe si plus de 3 IOP

ERP/ IOP concernées par les actions de mise en accessibilité

Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut) pour l'ERP ou l'IOP en question

Année 1

Année 2

Année 3

Estimation financière de la mise en accessibilité

Année 1

Année 2

Année 3

Total

5.4 - Éléments de synthèse pour le calendrier prévisionnel de mise en accessibilité de vos établissements et installations

		Nombre d'établissements ou installations pour lesquels la mise en accessibilité est achevée dans l'année ou la période					
		1e cat	2e cat	3e cat	4e cat	5e cat	IOP
	Année 1						
Période 1	Année 2						
	Année 3						
Période 2							
Période 3							
TOTAL :							

5.5 - Dérogations

Des demandes de dérogation seront-elles susceptibles d'être sollicitées dans le cadre de la mise en œuvre de cet agenda ?

Oui dans ce cas, en joindre la liste indicative Non

6. Engagement du demandeur et des co-signataires le cas échéant

J'atteste avoir qualité pour demander l'approbation du présent Agenda d'accessibilité programmée :

Je (nous) soussigné(s), auteur(s) de la demande, certifie (ions) exacts les renseignements qui y sont contenus.

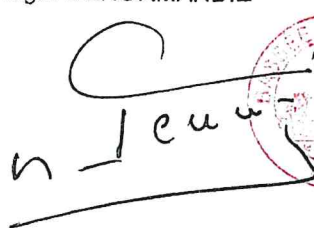
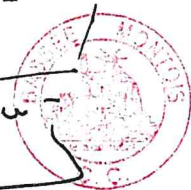
J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier et par les chapitres II et III du titre II du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment celles concernant l'accessibilité et m'engage à respecter les règles du code de la construction et de l'habitation.

Signature du demandeur et des co-signataires le cas échéant

A BRAY SUR SEINE

Le 15 SEP. 2015

Le président
Roger DENORMANDIE







Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre

Si vous êtes un particulier : La loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant lorsqu'ils ne portent pas atteinte à la recherche d'infractions fiscales et la possibilité de rectification sous réserve des procédures prévues au code général des impôts et au Livre des procédures fiscales. Ces droits peuvent être exercés à la préfecture. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande

LE GYMNASSE DE DONNEMARIE-DONTILLY

Handicap: Visuel, PMR, Fauteuil

Degré d'accessibilité	PMR et visuel		90%
fauteuil rdc		70%	Etage
			0%

EXTERIEURS-ACCES

-Allées, cour, parking; tout de plain-pied

-Parking démunie d'emplacement pour véhicule d'handicapé FR

préconisation: au plus près de l'entrée, aménager un emplacement réglementaire



DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

NOMBRE

2% du nombre total de places (arrondi à l'unité supérieure).
Au-delà de 500 places, nombre fixé par arrêté municipal avec un minimum de 20.

REPERAGE

Emplacements signalés par :
① une signalisation verticale,
② un marquage au sol.

CARACTÉRISTIQUES DIMENSIONNELLES

Espace horizontal au dévers près, soit 2% maximum à 3% maximum.
① Largeur minimale : 330 cm.



SAUF



Pictogramme normalisé
article 118-2
paragraphe A et C de l'ISR
7^e partie marquages au sol

Pictogramme peint
en blanc sur les limites
ou le long de l'emplacement

Les dimensions :
0,50 m x 0,60 m
ou
0,25 m x 0,30 m

-Porte d'accès à deux battants de largeur 0,75m, avec crémone aisément manœuvrable par handicapé FR: RAS

LE GYMNASE DE DONNEMARIE-DONTILLY (suite)

Handicap: Visuel, PMR, Fauteuil

Degré d'accessibilité PMR et visuel 90%
fauteuil rdc 70% Etage 0%

-présence de deux ressauts de 3 cm , cheminement et seuil de porte

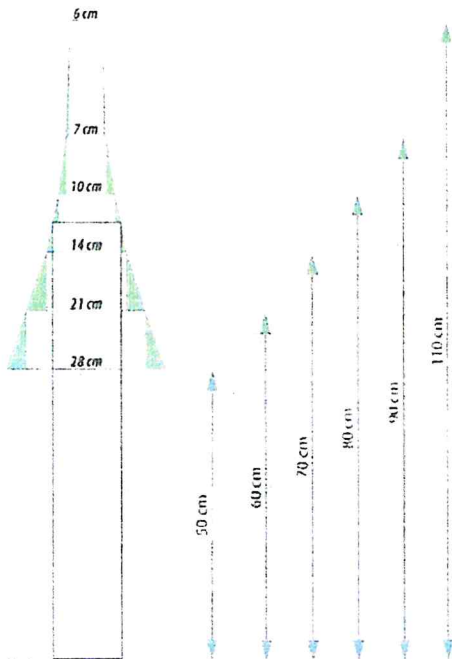
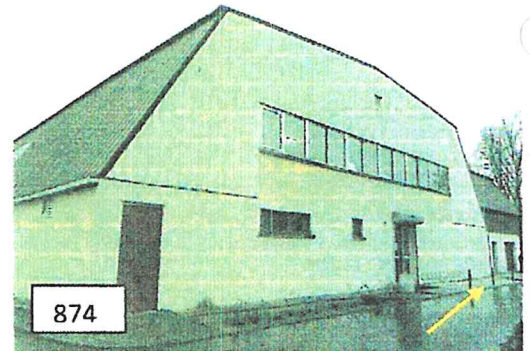
PHOTO 873

préconisation: A atténuer par chanfrein 1/3

- Au près de l'entrée, 3 potelets diamètre 9cm, hauteur 0,70m

PHOTO 874

préconisation: hauteur à majorer – 80 à 85 cm (voir abaque)-, partie supérieure à équiper d'une bande de contraste blanche



SALLE GYMNASE

-Rez-de-chaussée , tout de plain-pied avec portes et couloirs adaptés aux handicapés

PMR et FR **PHOTO 885**



LE GYMNASSE DE DONNEMARIE-DONTILLY (suite)

Handicap: Visuel, PMR, Fauteuil	Degré d'accessibilité PMR et visuel	 90%
	fauteuil rdc	 70%
	Etage	 0%

-Une issue de secours en extrémité du couloir menant aux vestiaires: couloir de largeur 0,70m, puis porte donnant sur une marche de hauteur 9cm PHOTO 887
préconisation: Issue de secours inadaptée pour FR; sol à niveler au seuil de la porte ou disposer un plan incliné



VESTIAIRES-SANITAIRES

-Entre la salle gymnase et les vestiaires, porte de largeur 0,80m PHOTO 886
préconisation: porte à remplacer, largeur prescrite 0,90m minimum

-2 vestiaires, filles et garçons, accessibles par couloir de largeur 0,90m et portes 0,80m. Avec 2 salles de douches collectives, donc démunies d'aménagement spécifique pour FR. PHOTO 883
préconisation: Aménagement d'une cabine de douche adaptée pour handicapé FR à envisager



LE GYMNASSE DE DONNEMARIE-DONTILLY (suite)

Handicap: Visuel, PMR, Fauteuil

Degré d'accessibilité	PMR et visuel		90%
fauteuil rdc		70%	Etage 0%

-Un wc-toilettes, aménagé pour FR PHOTO 882

- largeur de porte insuffisante 0,75m
- insuffisance de l'espace de transfert auprès de la cuvette largeur 0,70m au lieu de 0,80m minimum
- Absence de barre de tirage sur la porte
- Manque barre d'appui horizontale



Préconisation: changer la porte , 0,90m minimum; agrandir l'espace de transfert; prévoir barre de tirage sur la porte; mettre en place une barre d'appui horizontale

CARACTÉRISTIQUES DIMENSIONNELLES

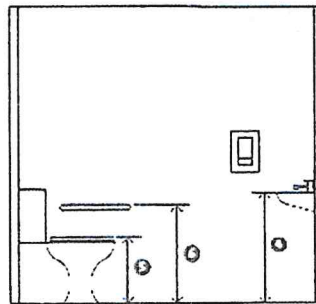
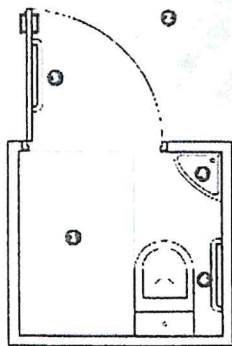
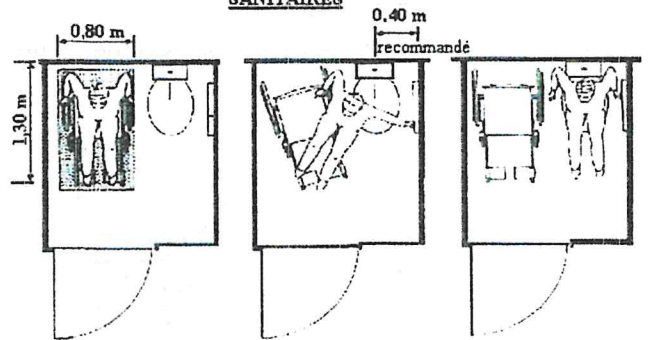
- ① Un espace d'usage latéral à la cuvette, hors débattement de porte.
- ② Un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour, tangent aux équipements à l'intérieur ou, à défaut, en extérieur devant la porte.

ATTENTION ET USAGE

À L'INTÉRIEUR DU CABINET D'AISANCES AMÉNAGÉ :

- ① un dispositif permettant de refermer la porte derrière soi, une fois à l'intérieur.
- ② un lave-mains : plan supérieur à hauteur maximale de 85 cm.
- ③ surface d'assise de la cuvette : hauteur comprise entre 45 et 50 cm du sol, abattant inclus, sauf pour les sanitaires destinés spécifiquement à l'usage des enfants.
- ④ une barre d'appui latérale à côté de la cuvette (pour le transfert d'un UFR, et l'aide au relevage) : hauteur comprise entre 70 et 80 cm du sol pour l'appui horizontal ; fixation et support permettant à un adulte de prendre appui de tout son poids.

SANITAIRES



LE GYMNASSE DE DONNEMARIE-DONTILLY (suite)

handicap: Visuel, PMR, Fauteuil

Degré d'accessibilité PMR et visuel 90%
fauteuil rdc 70% Etage 0%

ETAGE – 2 SALLES DE GYMNASTIQUE

-Non accessible au FR

-Accès principal par l'escalier côté bureau de la communauté du Montois, avec marches de hauteur 18cm, et giron 28cm, hauteur excédant les 17cm maximum prescrits

Une main courante incomplète PHOTO 870 et 871, avec absence de leur prolongement, en haut et en bas de l'escalier PHOTO 872

Absence de bande de contraste aux nez de marche, aux premières et dernières contremarches, ainsi qu'au sol du haut de l'escalier

préconisation: Main courante à compléter, bandes de contrastes à apposer

Escalier (sauf escalier mécanique)

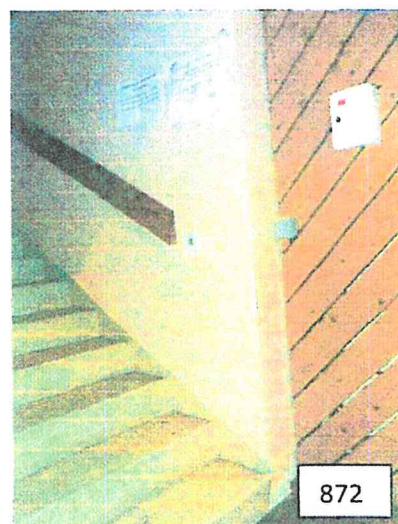
- largeur :
 - 1,20 m si aucun mur de chaque côté
 - 1,30 m si un mur d'un côté
 - 1,40 m entre 2 murs
- marches :
 - hauteur maximale : 16 cm
 - giron minimum : 28 cm
- main courante :
 - à partir de 3 marches
 - dépassant la première et la dernière marche de chaque volée d'une largeur au moins égale au giron
 - passage minimum de 1,20 m entre mains courantes
 - hauteur de la main courante comprise entre 0,80 m et 1,00 m
 - double main courante intermédiaire si largeur supérieure à 4,20 m
- nez de première et dernière marche avec un dispositif contrastant, largeur min : 5 cm (annexe 3)



870



871



872

LE GYMNASSE DE DONNEMARIE-DONTILLY (suite)

Handicap: Visuel, PMR, Fauteuil

Degré d'accessibilité PMR et visuel ■ 90%
fauteuil rdc ■ 70% Etage ■ 0%

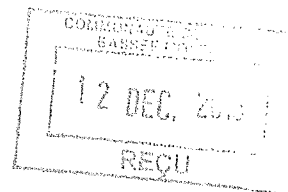
-Second accès par escalier et couloir de largeur 080m, avec marches de dimensions 16cm de hauteur et 28 cm de giron PHOTO 887; convenablement adapté aux PMR

-Issue de secours avec porte de 0,90m débouchant sur un escalier de 1,40m, avec marches de dimensions 17 X 29 PHOTO 888; adapté aux PMR



EN ETAGE; BUREAU DE LA COMMUNAUTE DU MONTOIS

-Accès par l'escalier principal desservant les salles de gymnastique, donc inaccessible aux handicapés FR
préconisation: Pour PMR prévoir les prescriptions ci-dessus (voir page 8); pour FR envisager le transfert du bureau au rdc du gymnase



PRÉFET DE SEINE-et-MARNE

**Direction départementale
des territoires
de Seine-et-Marne**

**Service de l'ingénierie
durable, de la construction et
de l'énergie**

**Arrêté préfectoral n° 2016/DDT/SIDCE/Acc-294
approuvant un agenda d'accessibilité programmée
selon les dispositions des articles R111-19-38 et suivants
du Code de la Construction et de l'Habitation**

**Le préfet de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 111-7 à L. 111-8-4 et L. 123-1 à L. 123-4 ;

VU la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU la loi n°2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public ;

VU l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

VU le décret n°2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret du président de la République du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Luc MARX, préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté du Premier ministre du 14 juin 2013 nommant Monsieur Yves SCHENFEIGEL, directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015/008/DSCS/SIDPC du 10 février 2015 portant organisation de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées ;

VU l'arrêté préfectoral n°16/PCAD/024 du 15 mars 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Yves SCHENFEIGEL, directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté n°2016/DDT/SG/10 du directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne du 16 mars 2016 portant subdélégation de signature ;

Considérant le dossier d'agenda d'accessibilité programmée (ADAP) présenté par la communauté de communes Bassée Montois représentée par Monsieur Roger DENORMANDIE, pour la mise en accessibilité de 9 établissements recevant du public (ERP) tous classés en 5^{ème} catégorie, à savoir :

Liste des établissements recevant du public (ERP) ou installations ouvertes au public (IOP) contenus dans l'AD'AP :

Établissement ou installation N° :	Dénomination	Situé :	Catégorie et type
N°1	Gymnase	Impasse Saint-Martin à Donnemarie-Dontilly	5 ^{ème} - Type X
N°2	Vestiaires du collège	34 route de Provins à Donnemarie-Dontilly	5 ^{ème} - Type X
N°3	Vestiaires du stade	Impasse Saint-Martin à Donnemarie-Dontilly	5 ^{ème} - Type X
N°4	Halte de garderie Arc en Ciel	2 rue René Cassin à Bray-sur-Seine	5 ^{ème} - Type X
N°5	Siège administratif de la Communauté de Communes Bassée Montois	12 rue Joseph Bara à Bray-sur-Seine	5 ^{ème} - Type X
N°6	Centre des Finances publiques	89 rue Hemsbach à Bray-sur-Seine	5 ^{ème} - Type W
N°7	Cinéma	16 rue l'Église à Bray-sur-Seine	5 ^{ème} - Type L
N°8	Gymnase	Route de Bray à Gouaix	5 ^{ème} - Type X
N°9	Salle Polyvalente	8 rue Haies à Fontaine-Fourches	5 ^{ème} - Type L

Considérant que la demande d'agenda d'accessibilité programmée reçue le 28/09/2016, identifiée **ADAP n°77.288.16.P0083** concerne la réalisation d'aménagements et d'actions de mise en accessibilité s'échelonnant sur 1 période avec un engagement financier global de 101 505 euros, déclinés comme suit ;

- **Année 1, 2016, travaux ou action de mise en accessibilité des établissements ou installations suivants :**
N°1, 2, 3, 6, 7
pour un montant de 30 890 €
- **Année 2, 2017, travaux ou action de mise en accessibilité des établissements ou installations suivants :**
N°8
pour un montant de 31 135 €
- **Année 3, 2018, travaux ou action de mise en accessibilité des établissements ou installations suivants :**
N°4, 5, 9
pour un montant de 39 480 €

Considérant l'avis favorable à la demande d'approbation de l'agenda d'accessibilité programmée émis par la sous-commission départementale d'accessibilité réunie le 18 octobre 2016, procès-verbal n°04 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

ARRÊTE :

Article 1 : La demande d'agenda d'accessibilité programmée telle que présentée par la communauté de communes Bassée Montois représentée par Monsieur Roger DENORMANDIE, identifiée ADAP n°77.288.16.P0083 est approuvée.

Article 2 : La présente décision est notifiée à son bénéficiaire et sera enregistrée sur le document relatif aux agendas d'accessibilité programmée disponible sur le site internet de la préfecture prévu par l'article R.111-19-41.

Article 3 : L'état d'avancement des travaux et actions de mise en accessibilité prévues dans l'agenda d'accessibilité programmée approuvé doit être porté à la connaissance du préfet et de la commission communale ou intercommunale d'accessibilité.

A l'issue de la mise en œuvre de l'ADAP et quelle que soit la durée de celui-ci, son bénéficiaire adressera une attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité.

Lorsque l'agenda d'accessibilité programmée s'étendant sur plus d'une période de 3 ans, son bénéficiaire adressera en outre :

- un point de situation sur la mise en œuvre de l'ADAP à l'issue de la première année ;
- un bilan des travaux et autres actions de mise en accessibilité réalisés à la moitié de la durée de l'ADAP.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne, le directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-et-Marne.

Fait à Melun, le 2 décembre 2016
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires


Yves SCHENFEIGEL

Diffusion :

- communauté de communes Bassée Montois (original)
- Registre des actes administratifs
- Archives DDT/SIDCE/UACRC

Copie pour information :

Mairie(s) Seine-et-Marnaises de localisation géographique des établissements recevant du public concernés par l'ADAP (via SIT préfecture) :

- Mairie de Bray sur Seine
- Mairie de Donnemarie-Dontilly
- Mairie de Gouaix
- Mairie de Fontaine-Fourches

Délais et voies de recours (application de la loi n° 2000-321 du 12/04/2000, modifiée)

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux adressé à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne ;
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif, 43 rue du Général de Gaulle Case Postale 8630 – 77008 MELUN cedex

ARRETE DE MONSIEUR LE MAIRE

771592019/URB/038

**AUTORISATION DE CONSTRUIRE, D'AMENAGER OU DE
MODIFIER UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC AU
TITRE DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION
DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE L'ETAT**

**Demande d'Autorisation de Travaux n° AT.077.159.16.00007 déposée
le 13 Octobre 2016**

**Par : COMMUNAUTE DE COMMUNES BASSEE MONTOIS
12 rue Joseph Bara
77480 BRAY-SUR-SEINE**

Représentée par Monsieur BOURLET Jean-Pierre

**Concernant : Travaux de mise en conformité totale aux règles d'accessibilité
du gymnase Prairie St Martin**

Le Maire de Donnemarie-Dontilly,

Vu la demande d'autorisation, de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public, déposée en application de l'article L 111-8 du code de la construction et de l'habitation, enregistrée sous le n° AT : 077.159.16.00007, sollicitée par la Communauté de Communes Bassée-Montois, et valant pour les travaux de mise en conformité totale aux règles d'accessibilité du gymnase Prairie St Martin,

Vu le code de la construction et de l'habitation,

Considérant l'avis favorable de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées réunie le 18 Octobre 2016 et le 23/11/16
ci joint -

Considérant les conseils donnés par la sous-commission départementale de sécurité Incendie et de panique dans les établissements recevant du public dans son courrier du 25 Octobre 2016 ci-joint,

ACCORDE L'AUTORISATION assortie des prescriptions suivantes :

- **Prescriptions accessibilité** : les prescriptions émises par la sous-commission départementale pour l'accessibilité mentionnées dans son avis susvisé seront strictement respectées (copie jointe).
- **Prescriptions sécurité incendie** : les prescriptions émises par la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique mentionnées dans son courrier susvisé seront strictement respectées (copie jointe).

Article 1^{er} : le demandeur peut contester la légalité de cette décision dans les 2 mois qui suivent la date de réception. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Article 2 : ampliation de la présente décision est transmise au service départemental d'incendie et de secours et à la direction départementale de l'équipement pour information.

A Donnemarie-Dontilly, le 2 Juillet 2019

Par délégation l'Adjointe au Maire,
Ginette MONPOIX.



SDIS

Mairie
DONNEMARIE-DONTILLY

22 NOV. 2016

COURRIER ARRIVÉ

Le chef du service Prévention Sud

à

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
77520 DONNEMARIE-DONTILLY

N°74-005

GROUPEMENT PREVENTION
SERVICE PREVENTION SUD
ARRONDISSEMENT DE PROVINS

REF : GP/SP SUD- E15900027.000 n° dossier – CD.2016.493408

AFFAIRE SUIVIE PAR : Lieutenant RIQUEZ Dominique

TEL : 01.60.52.88.60

FAX : 01 60 52 88 70

PROVINS, le 25 octobre 2016

Affaire : GYMNASSE INTER COMMUNAL

V/Réf. : Réf E15900027.000

Envoi du 20 octobre 2016

N° AT 077.159.16.00007

Par courrier visé en référence, vous m'avez transmis une demande d'autorisation de travaux concernant un établissement recevant du public classé en type X, 4ème catégorie, sans hébergement.

Le projet concerne la réalisation de travaux destinés à la mise en accessibilité du rez-de-chaussée du bâtiment. Il n'est par ailleurs pas mentionné dans le dossier qu'une évacuation différée est prévue dans le cadre de la mise en sécurité du public.

Les modifications ainsi apportées à cet établissement apparaissent comme mineures au regard des règles relatives à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique qui lui sont applicables.

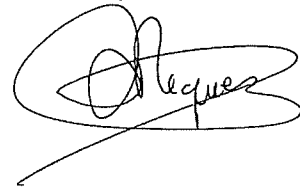
Aussi, ces travaux peuvent être réalisés sans qu'il apparaisse nécessaire de recueillir l'avis de la commission de sécurité.

Cependant les éléments suivants doivent néanmoins être précisés au pétitionnaire :

- En application de l'article GN 8 du règlement de sécurité, pour tenir compte de l'incapacité d'une partie du public à évacuer rapidement il convient de :
 - o Tenir compte de la nature de l'exploitation et en particulier de l'aide humaine disponible en permanence pour participer à l'évacuation.
 - o Créer des cheminements praticables menant aux sorties.
 - o Installer un équipement d'alarme perceptible tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément.
 - o Elaborer sous l'autorité de l'exploitant les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap.
- En application de l'article R 123-43 du Code de la construction et de l'habitation, les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'Intérieur. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.
- De ne pas effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un dommage quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation.

- Respecter, au minimum, les dispositions suivantes pendant le temps des travaux (GN 13) :
 - o Elaborer une autorisation signée conjointement par l'exploitant (ou son représentant) et les ouvriers responsables du travail, rappelant les précautions à prendre notamment lors des travaux par points chauds.
 - o Mettre en place des écrans de protection nécessaires pour isoler l'aire de travail des matières combustibles environnantes.
 - o N'entreposer aucun emballage vide, matériaux, marchandises dans les dégagements.
 - o Rassembler tous les déchets combustibles de l'exploitation ou issus des nettoyages dans des récipients incombustibles, stockés dans des locaux répondant aux caractéristiques des locaux à risques importants ou à 8 mètres de l'établissement.
 - o Doter le chantier de moyens de secours (extincteurs,...) à proximité immédiate.
 - o Organiser une inspection du chantier dès la fin de la journée de travail puis 2 heures après.
 - o Effectuer régulièrement des rondes de surveillance du chantier et des environs.
 - o Laisser libre en permanence les voies engins et les poteaux d'incendie.
 - o Afficher des consignes et informer le personnel des risques particuliers engendrés par les travaux.

P/Le chef du service prévention sud,
l'officier préventionniste



Lieutenant **D. RIQUEZ**

Vu pour être annexé à mon
AVIS FAVORABLE

- 2 JUL. 2019

Le Maire



Ginette MONPOIX

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
540 EAST 57TH STREET
CHICAGO, ILL. 60637

UNIVERSITY OF CHICAGO



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE SEINE-ET-MARNE

Melun, le 18 octobre 2016

COMPTE-RENDU
SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE
POUR L'ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES HANDICAPÉES
SÉANCE DU MARDI 18 OCTOBRE 2016

La sous-commission départementale pour l'accessibilité s'est réunie le mardi 18 octobre de 9h 00 à 12 h 00, en salle du rez-de-chaussée au siège de la direction départementale des territoires de Seine-et-Marne : 288, rue Georges Clemenceau – Parc d'activités – 77000 VAUX-LE-PENIL.

MEMBRES AYANT VOIX DÉLIBÉRATIVE :

Président :

- M. RAMAYE, représentant la direction départementale des territoires, adjoint au chef du service de l'ingénierie durable, de la construction et de l'énergie

Membres présents :

- Mme MOREAU, représentant la direction départementale des territoires, chef de l'unité accessibilité et contrôle de la réglementation de la construction
- M. NESTY, représentant l'association des paralysés de France de Seine-et-Marne (l'ADAPEI 77),
- M. ALBERT, représentant le président de l'association départementale des parents et amis de personnes handicapées mentales de Seine-et-Marne,
- Mme GEDIN, représentant l'association des parents d'enfants déficients auditifs,
- Mme VANDERMARCO, représentant la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Seine-et-Marne,
- Mme VERITE, représentant le président du Conseil Départemental de Seine-et-Marne,

Membres absents excusés :

- Mme LAMARCHE, représentant le directeur départemental de la cohésion sociale de Seine-et-Marne, ayant émis un avis écrit motivé par affaire,
- M. MALAQUIN, représentant la Croix Rouge Française,
-

RAPPORTEUR DE SEANCE :

- Mme PHAM AN TU, chargée d'études d'accessibilité de l'unité accessibilité et contrôle de la réglementation de la construction.

Étaient présents pour l'examen des dossiers :

	Représentant de la commune présent ou avis motivé reçu	Représentant du projet de travaux ou de l'établissement concerné
1	Mme Josette CHABANE conseillère municipale de Melun	M. Antonio RORIZ, service hygiène et prévention et Mme Adélaïde KOLOSA, service urbanisme de la commune,
2	Mme Josette CHABANE conseillère municipale de Melun	M. Antonio RORIZ, service hygiène et prévention,
3	Affaire retirée de l'ordre du jour	
4	Adap patrimoine	
5	Adap patrimoine	
6	Mme Françoise BOURDREUX-TOMASCHKE, adjointe déléguée à l'Urbanisme d'Avon	
7	Mme Elisabeth BELLINOT, adjoint au maire de Boulancourt	
8	M. Jean Jacques COLAS, maire adjoint de Brie Comte Robert	M. Marc DESTAL, responsable bâtiment,
9	Mme Francine BOLLET, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité de Fontainebleau	M. Charles DELIG, chef de projet OPPIC,
10	M. ROSSILLI, maire de Fontenay Tresigny	
11	M. Frédéric FONTAINE, maire adjoint en charge des bâtiments de Marolles sur Seine	
12	M. Franck SUREAU, adjoint au maire de Mitry Mory	Mme Rafika CHEBOURON, responsable service santé, Mme Marie Ange ADOUARD, responsable du patrimoine et des travaux neufs du bâti, M. FARES HADJ, président de l'association ENTRAIDE, M. BADDI YOURHAM, vice-président de l'association ENTRAIDE,
13	M. Alain GAULTIER, conseiller municipal délégué à la sécurité et aux travaux de Montereau fault Yonne	
14	Adap patrimoine	M. Jean Pierre HUCHET, maire de Pamfou M. Dominique MEUNIER, adjoint au maire
15	M. Manuel DA SILVA, maire adjoint en charge des travaux, à la voirie, à l'environnement, aux espaces verts, aux transports, à la gestion urbaine et à l'accessibilité de Thorigny sur Marne	
16	M. Daniel CHEVALIER, maire de Villeneuve le Comte	
17	M. Serge ROSSIERE-ROLLIN, maire de Donnemarie-Dontilly	
18	Adap patrimoine	M. Guy de CORDON, directeur du château de BOURRON MARLOTTE

Entendu les rapports de Monsieur le directeur départemental des territoires,

Entendu les avis de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées, celle-ci émet les avis suivants consignés dans la suite du procès-verbal,

La prochaine sous-commission d'accessibilité se tiendra le mardi **8 novembre 2016 à 9 heures**.
Une convocation et un ordre du jour seront adressés dans les conditions habituelles.

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur Départemental des Territoires
de Seine et Marne,
Adjoint au chef du service de l'ingénierie durable,
de la construction et de l'énergie



Jean RAMAYE

Service de l'ingénierie durable, de la construction et de l'énergie
Pôle ingénierie transition énergétique
Unité accessibilité et contrôle de la réglementation de la construction

D'ACCESSIBILITÉ POUR
LES HANDICAPES

Secrétariat de la sous-commission d'accessibilité pour les
handicapés

288, Rue Georges Clemenceau B.P.596

Séance du 18/10/16

77005 MELUN CEDEX

☎ : 01 60 56 72 84 📠 : 01 60 56 71 03

N° : 4

EXTRAIT DU PROCÈS VERBAL

DEMANDE D'AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE

Demandeur : Communauté de Communes Bassée Montois
représentée par M. Roger DENORMANDIE

Commune : **Melun**

Adresse des travaux : ADAP départemental

Numéro :
ADAP-P 77.288.16.P0083

Objet :
ADAP concernant un patrimoine d'ERP-IOP

Service instructeur : DDT 77/SIDCE/PITE/UACRC

Textes de référence :

Code de la construction et de l'habitation (Art. L 111-7 à L 111-8.4, R 111-19 à R 111-19.11) - Décret 2006 555 du 17 mai 2006 modifié par le Décret 2014-1326 du 5 novembre 2014 - Arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant) et arrêté du 1^{er} août 2006 (ERP parties créées).
L'établissement devra pouvoir recevoir des personnes handicapées, notamment celles qui se déplacent en fauteuil roulant.
Les installations devront permettre aux personnes handicapées, de participer aux activités qui s'y tiennent dans les mêmes conditions et en même temps que les personnes valides.

PRÉAMBULE

Par courrier reçu le 28/09/16, la Communauté de Communes Bassée Montois a transmis à la sous-commission départementale pour l'accessibilité **une demande d'approbation d'Agenda d'Accessibilité Programmée (AD'AP)** concernant des établissements recevant du public de son patrimoine.

DESCRIPTION DE L'ADAP

Le projet d'agenda d'accessibilité programmée porte sur 1 période de 3 ans et concerne 9 établissements recevant du public tous classés en 5^{ème} catégorie.

La mise en accessibilité programmée s'appuiera sur la réalisation de travaux de réaménagement.

Liste des établissements recevant du public (ERP) ou installations ouvertes au public (IOP) contenus dans l'AD'AP :

Établissement ou installation N° :	Dénomination	Situé :	Catégorie et type
• N°1	Gymnase	Impasse Saint-Martin à Donnemarie-Dontilly	5 ^{ème} - Type X
• N°2	Vestiaires du collège	34 route de Provins à Donnemarie-Dontilly	5 ^{ème} - Type X

• N°3	Vestiaires du stade	Impasse Saint-Martin à Donnemarie-Dontilly	5 ^{ème} - Type X
• N°4	Halte de garderie Arc en Ciel	2 rue René Cassin à Bray-sur-Seine	5 ^{ème} - Type X
• N°5	Siège administratif de la Communauté de Communes Bassée Montois	12 rue Joseph Bara à Bray-sur-Seine	5 ^{ème} - Type X
• N°6	Centre des Finances publiques	89 rue Hemsbach à Bray-sur-Seine	5 ^{ème} - Type W
• N°7	Cinéma	16 rue l'Église à Bray-sur-Seine	5 ^{ème} - Type L
• N°8	Gymnase	Route de Bray à Gouaix	5 ^{ème} - Type X
• N°9	Salle Polyvalente	8 rue Haies à Fontaine-Fourches	5 ^{ème} - Type L

Stratégie de mise en accessibilité retenue :

La stratégie consiste à mettre en accessibilité tous les établissements recevant du public sur trois ans.

Calendrier budgétaire :

Pour les ERP listés, les actions de mise en accessibilité s'échelonnent de 2016 à 2018 selon les estimations financières réparties comme suit :

- Année 1, 2016, travaux ou action de mise en accessibilité des établissements ou installations suivants :
N°1, 2, 3, 6, 7
pour un montant de 30 890 €
- Année 2, 2017, travaux ou action de mise en accessibilité des établissements ou installations suivants :
N°8
pour un montant de 31 135 €
- Année 3, 2018, travaux ou action de mise en accessibilité des établissements ou installations suivants :
N°4, 5, 9
pour un montant de 39 480 €

La mise en accessibilité, objet de l'ADAP, est estimée à un montant total de 101 505 €.

DOCUMENTS ÉTUDIÉS

- Le CERFA 15246*01
- La délibération autorisant le président de l'intercommunalité à présenter cette demande d'AD'AP
- La liste des ERP-IOP inclus dans l'ADAP
- La stratégie de mise en accessibilité
- Le calendrier budgétaire

PRESCRIPTION RELATIVE À L'AD'AP

NOTA CONCERNANT LE SUIVI DE L'AD'AP : L'agenda d'accessibilité programmée (AD'AP) vous engage à l'effective réalisation des travaux et actions de mise en accessibilité que vous y avez prévus.

Aussi, il vous appartient d'en faire connaître l'avancement au préfet (envoi à DDT77/SIDCE/secrétariat de la sous-commission départementale d'accessibilité – BP 596 77005 MELUN CEDEX) et à la commission d'accessibilité communale ou intercommunale (envoi en mairie de situation de l'établissement).

- Tous les ADAP quelle qu'en soit la durée :

Quelle que soit la durée de l'agenda d'accessibilité programmée (AD'AP), le propriétaire ou l'exploitant adresse : Une attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité (qui figurent dans l'agenda d'accessibilité programmée (AD'AP) tel qu'approuvé) établie par un contrôleur technique titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte au sens de l'article 2 de la loi du 3

janvier 1977 sur l'architecture. Toutefois, pour les ERP de 5ème catégorie, cette attestation peut être établie par le propriétaire ou l'exploitant. Elle doit être accompagnée de toutes les pièces justifiant de la réalisation des travaux et actions prévues par l'AD'AP.

ADAP de plus de 3 ans :

Lorsqu'un agenda d'accessibilité programmée (AD'AP) approuvé s'étend sur une période de plus de trois ans le propriétaire ou l'exploitant adresse aussi :

1/ un point de situation sur la mise en œuvre de l'AD'AP à l'issue de la première année,

2/ un bilan des travaux et autres actions de mise en accessibilité réalisés à la moitié de la durée de l'AD'AP.

NOTA CONCERNANT LA MISE EN OEUVRE DES TRAVAUX OBJETS DE L'ADAP : Les travaux mis en œuvre pour décliner les engagements pris dans le présent AD'AP devront, préalablement à leur réalisation, faire l'objet d'une autorisation de travaux (CERFA 13824*03 ou dossier spécifique du permis de construire) sollicitée auprès de l'autorité municipale, au titre du code de la construction et de l'habitation, et soumise à avis de la commission consultative d'accessibilité et de sécurité.

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'ACCESSIBILITÉ

Entendu les membres de la sous-commission départementale d'accessibilité des personnes handicapées, celle-ci émet un

AVIS FAVORABLE à l'approbation de l'agenda d'accessibilité programmée (AD'AP).

Fait à MELUN le ..~~2.0~~ OCT. 2016

Pour le préfet et par délégation,
L'adjoint au chef du service ingénierie durable,
construction et énergie


Jean RAMAYE

**Vu pour être annexé à mon
AVIS FAVORABLE**

- 2 JUL. 2019

Le Maire - Adjoint


Ginette MONPOIX

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
DE SEINE ET MARNE
SIDCE/PCT/UACF – Cellule Accessibilité
11 rue Sainte Croix
BP 202 – 77487 PROVINS CEDEX

COMMISSION D'ACCESSIBILITÉ
DE L'ARRONDISSEMENT
DE PROVINS

Tel. 01.64.60.50.12 Télécopie : 01.64.60.50.01

Séance du 23/11/16

Rapport N° 2016-106

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

Commune : DONNEMARIE-DONTILLY - 77520

Demandeur : COMMUNAUTE DE COMMUNES
BASSEE-MONTOIS/M. Jean-Pierre BOURLET
Numéro : AT0771591600007
Service instructeur : Mairie de DONNEMARIE-
DONTILLY - rue Cottereau – 77520 –
DONNEMARIE-DONTILLY

Adresse des travaux :
Impasse Saint-Martin
Objet : avis sur autorisation de travaux

Textes de référence :

Code de la construction et de l'habitation (Art. L 111-7 à L 111-8.4, R 111-19 à R 111-19.11) - Décret 2006 555 du 17 mai 2006 modifié par le Décret 2014-1326 du 5 novembre 2014 - Arrêté du 8 décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant) et arrêté du 1^{er} août 2006 (ERP parties créées).
L'établissement devra pouvoir recevoir des personnes handicapées, notamment celles qui se déplacent en fauteuil roulant.
Les installations devront permettre aux personnes handicapées, de participer aux activités qui s'y tiennent dans les mêmes conditions et en même temps que les personnes valides.

DESCRIPTIF DU PROJET :

Création d'un sanitaire PMR au gymnase de Donnemarie-Dontilly. Il s'agit d'un bâtiment à R+1, en parpaings et couverture bacs acier, implanté à proximité du complexe sportif de la commune de Donnemarie-Dontilly.

PRESCRIPTION (S) FORMULEE (S) :

Disposition relative au sanitaire :

- la robinetterie doit être située à une distance égale ou supérieure à 0,40 m d'un angle rentrant.

NOTA : à l'issue des travaux, le maître d'ouvrage doit fournir une attestation constatant que les travaux réalisés respectent bien les règles d'accessibilité. La personne qui établit doit être soit un contrôleur technique, soit un architecte autre que celui qui a signé la demande d'autorisation de travaux.


AVIS DE LA COMMISSION D'ACCESSIBILITE

Entendu les membres de la Commission, celle-ci émet un **AVIS FAVORABLE** à la réalisation du projet.

**Vu pour être annexé à mon
AVIS FAVORABLE**

- 2 JUL. 2019

Fait à PROVINS, le 23/11/2016

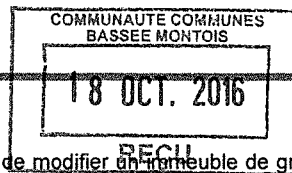
 La Sous-préfète,

Destinataires : Mairie de DONNEMARIE-DONTILLY
Le Maire Mairie de DONNEMARIE-DONTILLY
- A.P.F.
- Cellule accessibilité


Ginette MONPOIX



Récépissé de dépôt d'une Autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP)



Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un immeuble de grande hauteur accueillant ou non un ou plusieurs établissements recevant du public (ERP).

Le délai d'instruction de votre dossier est de CINQ MOIS.

Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier. Dans ce cas, le délai d'instruction de cinq mois ne commencera à courir qu'à partir de la date de réception de la dernière pièce manquante (R.122-11-4 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Votre dossier est complet et ne comporte pas de demande de dérogation aux règles de sécurité incendie ou aux règles d'accessibilité :

La décision relative à votre demande sera prise dans le délai de cinq mois. A défaut de décision expresse dans ce délai, l'autorisation de travaux est considérée comme accordée.

Votre dossier est complet et comporte une demande de dérogation aux règles de sécurité incendie ou aux règles d'accessibilité :

1) la demande de dérogation est **accordée par un arrêté de l'autorité compétente**. La décision relative à votre demande d'autorisation est prise dans le délai de cinq mois ou à défaut de décision expresse dans ce délai, l'autorisation de travaux est considérée comme accordée.

2) la demande de dérogation est **refusée par arrêté de l'autorité compétente** ou, en l'absence de réponse, elle est considérée comme un **refus de dérogation tacite**. Dans un délai de cinq mois, votre demande sera refusée par arrêté ou, en l'absence d'arrêté de refus, la décision est considérée comme un refus d'autorisation tacite.

Par ailleurs, votre projet peut également être soumis au respect de la réglementation de l'urbanisme et nécessiter l'obtention d'un permis de construire (PC) ou d'une déclaration préalable. Dans le cas où votre projet est soumis à PC, le présent récépissé sera joint au permis de construire déposé en mairie (pièces PC 38), et l'arrêté de permis de construire tiendra lieu de la présente autorisation. Dans le cas où votre projet nécessite le dépôt d'une déclaration préalable, elle sera instruite en parallèle de la présente autorisation.

Par ailleurs, la présente autorisation vaut autorisation de travaux de construire d'aménager ou de modifier un ERP prévue par l'article L.111-8 du Code de la Construction et de l'Habitation lorsque l'IGH accueille un ou plusieurs ERP.

Par ailleurs, votre projet peut également être soumis au respect de la réglementation de l'urbanisme et nécessiter l'obtention d'une **déclaration préalable**, notamment s'il entraîne un changement de destination du bâtiment, modifie des structures porteuses ou le volume d'une construction existante. Si une déclaration préalable est nécessaire, elle sera instruite en parallèle de la présente autorisation.

(A remplir par la Mairie)

N° de l'autorisation : AT 077159 16 00007

Le cas échéant n° de la déclaration préalable déposée au titre du code de l'urbanisme :

Identité et adresse du demandeur : Communauté de Communes Bassée Montois Représentée par Monsieur BOURLET Jean-Pierre

Date de dépôt de la demande : 13/10/2016

Le projet est autorisé à défaut de réponse dans le délai de cinq mois sous réserve des dispositions exposées ci-dessus

Cachet de la mairie ou la Préfecture de police, date et signature :

LE ~~18 OCT 2016~~
L'Adjoint au Maire
par délégation
Ginette MONPOIX



Délais et voies de recours : Le délai de recours est de deux mois à compter de la décision autorisant ou refusant l'autorisation ou, en cas de décision tacite, à compter de la date à laquelle la décision aurait dû être notifiée (dès lors que le dossier avait été complété).



N° 13824*03

Demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP)
Cette demande vaut également demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)

pour un seul ERP sur une, deux ou trois années : Oui Non

Articles L. 111-8 et D. 111-19-34 du code de la construction et de l'habitation

- Cadres 1 à 3 informations nécessaires à l'instruction de l'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public
- Cadre 4 informations nécessaires à la vérification de la conformité aux règles de sécurité et d'accessibilité en application de l'article R. 111-19-17, R. 123-22 du code de la construction et de l'habitation
- Cadre 5 Informations nécessaires à l'instruction des dérogations ou modalités particulières d'application des règles de sécurité ou d'accessibilité
- Cadre 6 informations nécessaires à l'instruction de l'Agenda d'accessibilité programmée
- Cadre 7 engagement du demandeur

Vous pouvez utiliser ce formulaire si :

- vous souhaitez construire, aménager ou modifier un établissement recevant de public
- et votre projet n'est soumis ni à un permis de construire ni à un permis d'aménager
- et le cas échéant, demander l'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap) pour la mise en accessibilité de votre établissement sur une, deux ou trois années

Cette demande vous permet d'accomplir les formalités nécessaires

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de l'autorisation

AT 07 153 16 00007

Le cas échéant, n° de la déclaration préalable¹ effectuée au titre du code de l'urbanisme :

Date de dépôt en mairie : 13/10/2016

1 - Identité du demandeur. Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et, dans le cas d'une co-signature par plusieurs personnes physiques ou morales d'une demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée, le chef de file du suivi du dossier

Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur papier libre⁽¹⁾

Vous êtes un particulier Madame Monsieur

Nom : _____ Prénom : _____ Date de naissance : _____

Vous êtes une personne morale

Raison sociale et dénomination : COMMUNAUTÉ DE COMMUNES BASSÉE MONTOIS

N° Siret : 20004025100023

Représentant de la personne morale : Madame Monsieur

Nom : BOURLET Prénom : Jean-Pierre Date de naissance à défaut de N° Siret : _____

Vu pour être annexé à mon AVIS FAVORABLE

- 2 JUL. 2019

Le Maire - Adjoint



2 - Coordonnées des ou du demandeur(s) *Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur papier libre⁽¹⁾*

Adresse Numéro : 12 Voie : rue Joseph Bara

Lieu-dit : _____ Localité : BRAY SUR SEINE

Code postal 77480 BP _____ cedex _____

Ginette MONPOIX

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

Téléphone fixe : _____ Portable : _____

Indicatif si pays étranger : _____ Courriel : _____ @ _____

¹ Votre projet peut également être soumis au respect de la réglementation de l'urbanisme et nécessiter l'obtention d'une déclaration préalable notamment s'il entraîne un changement de destination du bâtiment, modifie des structures porteuses ou le volume d'une construction existante. Si une déclaration préalable est nécessaire, elle sera instruite en parallèle de la présente autorisation.
² Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessus. Une copie des décisions concernant les autorisations de travaux sera adressée aux autres demandeurs, lesquels seront co-titulaires de l'autorisation.

3 - Auteur du projet ou maître d'œuvre

Madame Monsieur Personne morale

Nom : Prénom :

Et/ou :

Raison sociale et dénomination de la personne morale, le cas échéant : Dominique BON Ingénierie

N° Siret : 5 2 8 1 4 7 7 5 4 0 0 0 1 4

Adresse Numéro : 8 bis Voie : rue du Stade

Lieu-dit : Localité : HERMÉ

Code postal 7 7 1 1 4 BP cedex

Si le maître d'oeuvre habite à l'étranger/ Pays : Division territoriale :

Téléphone fixe : 0 1 6 0 6 7 2 7 9 9 Téléphone portable :

Indicatif si pays étranger : Courriel : contactdbi@dbingenierie.fr

Je souhaite que les courriers de l'administration (autres que les décisions) lui soient adressés

4 - Le projet

4.1 - Adresse du terrain

Nom de l'établissement : GYMNASE

Numéro : Voie : impasse Saint Martin

Lieu-dit : Localité : DONNEMARIE DONTILLY

Code postal 7 7 5 2 0 BP cedex

N° de section(s) cadastrale(s) : 01 N° de parcelle (s) : 361

4.2 - Activité

AVANT TRAVAUX, le cas échéant :

Activité principale exercée dans l'établissement (par étage(s)) :
Gymnase

Activité(s) annexe(s) ou secondaire(s) (par étage(s)) :

Classement sécurité incendie de l'ERP :
(Catégorie et type d'exploitation en application de l'article R.123-19 du code de la construction et de l'habitation)

type X - 4è catégorie

Identité de l'exploitant (s'il est connu au moment du projet) :

C.C. BASSÉE MONTOIS

APRÈS TRAVAUX :

Activité principale (par étage(s)) :
Gymnase

Activité(s) annexe(s) (par étage(s)) :

Proposition de classement sécurité incendie de l'ERP :
(Catégorie et type d'exploitation en application de l'article R.123-19 du code de la construction et de l'habitation)

type X - 4è catégorie

Identité de l'exploitant :

C.C. BASSÉE MONTOIS

Veuillez compléter sur papier libre, si nécessaire.

4.3 – Nature des travaux (plusieurs cases possibles)

- Construction neuve
 Travaux de mise en conformité totale aux règles d'accessibilité
 Extension
 Réhabilitation
 Travaux d'aménagement (remplacement de revêtements, rénovation électrique, création d'une rampe, par exemple)
 Création de volumes nouveaux dans des volumes existants (modification du cloisonnement, par exemple)

Surface de plancher avant travaux : 1171 Surface de plancher après travaux : 1171

Modification des accès en façade

Le cas échéant, si toute présente demande ne vaut pas demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée, préciser si ces travaux mettent en oeuvre des engagements d'un Ad'ap déposé antérieurement.

- Oui : Ad'AP n° 077 288 16 P 0083 validé le :
 Non

Cette demande fait l'objet d'une déclaration ou autorisation au titre du code de l'environnement (produits dangereux stockés ou utilisés) : Oui Non

4.4 – Effectif

Effectif maximum susceptible d'être admis même temporairement par niveau (suivant le calcul réglementaire défini par le règlement incendie) en indiquant les principaux locaux accessibles au public et les taux d'occupation

	Types de locaux (local / taux d'occupation)	Public	Personnel	TOTAL
Sous-sol				
Rez-de-chaussée	Gymnase	200	1	201
1 ^{er} étage	Dojo	34	1	35
2 ^e étage				
3 ^e étage				
Effectif cumulé		234	2	236

veuillez joindre une note annexe si le projet le nécessite (nombre d'étages supérieur à 3, présence d'une mezzanine, etc)

4.5 - Stationnement

Stationnement couvert Parcs de stationnement intégrés ou isolés

Si parc existant, préciser son année de permis de construire (PC) initial :

	Avant réalisation du projet	Après réalisation du projet
Nombre de places de stationnement	40	38
Dont nombre de places réservées aux personnes handicapées	0	1

- Dérogations et/ou adaptations mineures**5.1 - Dérogations**

Ce projet comporte une demande de dérogation :

Au titre de la sécurité incendie (Article R.123-13 du CCH) : Nombre de dérogations demandées :

Chaque demande doit faire l'objet d'une fiche détaillée rédigée sur papier libre indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (référence article et libellé), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et leur justification (motivation et mesures compensatoires proposées)

Au titre de l'accessibilité (Article R. 111-19-10 du CCH) : Nombre de dérogations demandées :

Chaque demande doit faire l'objet d'une fiche détaillée rédigée sur papier libre indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (référence article et libellé), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et leur justification (motivation et mesures de substitution proposées pour les ERP exerçant une mission de service public)

5.2 - Modalités particulières d'application

Le projet présente des contraintes liées à la structure du bâtiment qui justifient des modalités d'application particulières telles que définies par l'arrêté prévu à l'article R. 111-19-7 IV du Code de la construction et de l'habitation

(veuillez expliciter les adaptations prévus et les contraintes structurelles dont elles découlent)

Veuillez joindre une note annexe si le projet le nécessite

.....

.....

.....

6 - Agenda d'accessibilité programmée

Ce projet comporte une demande d'Agenda d'accessibilité programmée sur une, deux ou trois années

Avez-vous antérieurement bénéficié d'une prorogation du délai de dépôt au titre d'une situation financière délicate ou suite à un refus d'un premier agenda? (Article L. 111-7-6 du code de la construction et de l'habitation)

Oui Non

Si oui, veuillez joindre l'arrêté préfectoral correspondant

6-1 Situation de votre établissement à la date de la demande au regard des obligations d'accessibilité en vigueur définies par l'arrêté prévu à l'article R. 111-19-7 du code de la construction et de l'habitation (Parties de l'établissement accessibles, parties restant à mettre en accessibilité, dérogations obtenues...)

Veuillez joindre une note annexe si le projet le nécessite

6-2 Chiffrage et calendrier détaillés de la mise en accessibilité de l'établissement

Les actions concourant à la mise en accessibilité de l'établissement sont les travaux définis dans la notice descriptive d'accessibilité (Article R. 111-19-19 CCH, pièce n° 10 du bordereau de dépôt des pièces à joindre), ainsi que l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, etc., et les autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public (signalétique)

Actions de mise en accessibilité programmées	Date de début (semestre, mois, ...)	Date de fin (semestre, mois, ...)	Coût prévisionnel

Veuillez joindre une note annexe si le projet nécessite un plus grand nombre d'actions de mise en accessibilité.

Coût de la mise en accessibilité	
Année 1	
Année 2	
Année 3	
Total	

7 - Engagement du ou des demandeur(s)

J'atteste avoir qualité pour demander cette autorisation :

Je (nous) soussigné(és), auteur(s) de la demande, certifie(ions) exacts les renseignements qui y sont contenus.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier et par les chapitres II et III du titre II du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment celles concernant l'accessibilité et la sécurité incendie et m'engage à respecter les règles du code de la construction et de l'habitation relatives à la solidité et à la sécurité des personnes.

à BRAY SUR SEINE

Le : 05 OCT. 2016

Le président
Roger DENORMANDIE



Signature du (des) demandeur(s)

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre :
Si vous êtes un particulier : La loi n° 78 - 17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant lorsqu'ils ne portent pas atteinte à la recherche d'infractions fiscales et la possibilité de rectification sous réserve des procédures prévues au code général des impôts et au Livre des procédures fiscales. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

NOTICE DESCRIPTIVE DE SECURITE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

Dénomination de l'établissement :

GYMNASE

Adresse principale :

Impasse Saint Martin 77520 DONNEMARIE DONTILLY

Maîtrise d'ouvrage (Nom ou raison sociale) :

Communauté de Communes Bassée Montois 12 rue Joseph Bara 77480 BRAY SUR SEINE

Maîtrise d'œuvre (Nom ou raison sociale de l'architecte) :

Dominique BON Ingénierie 8 bis rue du Stade 77114 HERMÉ

Organisme de contrôle et missions confiées s'il est déjà choisi :

Personne à contacter pour obtenir des précisions sur mon projet ou solliciter des documents ou complémentaires :

Nom : Dominique BON Ingénierie

Qualité vis-à-vis du projet : Maître d'œuvre

Coordonnées téléphoniques : 01.60.67.27.99

Adresse électronique : contactdbi@dbingenierie.fr

**Vu pour être annexé à mon
AVIS FAVORABLE**

- 2 JUL. 2019

Le Maire *Adjoint*

Descriptif des activités envisagées dans l'établissement recevant du public :

Activités sportives

1 - Descriptif synthétique du projet ou des travaux :

- Mise en accessibilité

1.1 - Classement proposé à la commission à l'issue des travaux réalisés :

(CCH R 123.18 à R123-21)

Les activités et les effectifs sont établis en application du règlement de sécurité.

Détails :

Niveaux	Types d'activités exercées	Pour une activité donnée		Effectif du public	Effectif du personnel
		Surfaces	Mode de calcul (pers/m ² , déclaratif, places, etc)	Par niveau	Par niveau
Rez de chaussée	Sportives			200	1
1 ^{er} étage	Arts martiaux			34	1
			Effectif	234	2
			Effectif public et personnel (*)	TOTAL = 236	

(*) Ne pas prendre en compte l'effectif du personnel dans les ERP de la 5^{ème} catégorie, article PE3§2.

Ginette MONPOIX

Type (activité principale et annexes) : **Catégorie :** X **Effectifs (public / personnel) :** 236

1.2 - Le cas échéant, classement initial de l'établissement :

Pour un établissement existant, le classement antérieur de ce dernier doit être précisé, que le projet modifie ou non les activités et les surfaces accessibles au public.

Type (activité principale et annexes) : **Catégorie :** X **Effectifs (public / personnel) :** 236

2 - Construction

(CO 1 à CO 60, PE 5 à PE 12)

2.1- Conception et desserte

(CO 1 à CO 5) (PE 7)

Sur les plans, identifier clairement les voies engins ou espaces libres, les façades permettant aux services de secours d'intervenir à tous les niveaux, les baies accessibles, les aménagements extérieurs susceptibles de gêner l'intervention des secours (parking, plantation, escaliers, dénivellations supérieures à 10%).

Identifiez ci-après le nombre de façades accessibles, de voies engins, de voies échelles, d'espaces libres :

Sans changement

2.2 - Isolement par rapport aux tiers

(CO 6 à CO 10) (PE 6)

Préciser ici la nature des établissements voisins (ERP, habitation, installation classée pour la protection de l'environnement,...).

Identifier clairement les tiers sur les plans et expliquer la ou les méthodes retenues pour isoler l'établissement vis-à-vis des tiers.

Sans changement

2.3 - Résistance au feu des structures

(CO 11 à CO 15) (PE 5 - PE 28 - PU 2)

Préciser le degré en résistance au feu des structures et planchers. Pour les cas particuliers détailler la méthode retenue et faire référence à l'article correspondant.

Sans changement

2.4 - Couvertures

(CO 16 à CO 18) (PE 6)

Sans changement

2.5 - Façades

(CO 19 à CO 22) (PE 6)

Sans changement

2.6 - Distribution intérieure et compartimentage

(CO 23 à CO 26) (PE 29)

Préciser le principe de la distribution intérieure retenu (cloisonnement traditionnel, secteurs, compartiments) et le degré de résistance au feu des parois, blocs-portes et éléments verriers des baies équipant les parois). Détailler les notions de recoupement des vides (combles inaccessibles, volumes cachés et faux-plafonds).

Sans changement

2.7 - Solutions retenues pour l'évacuation des personnes en situation de handicap pour chaque niveau de la construction

(GN 8)

Sans changement (l'étage ne recevra pas de personne en fauteuil roulant)

2.8 - Espaces d'attente sécurisés ou solutions équivalentes, sauf cas d'exonération

(GN 10, CO 34 §6, CO 57 à CO 60)

Précisez les caractéristiques des espaces d'attente sécurisés ou détaillez les caractéristiques des ou de la solution équivalente retenue (simple rez-de-chaussée avec un nombre adapté de dégagements praticables de plain-pied, nombre adapté de sorties praticables débouchant directement sur l'extérieur à chaque niveau et permettant de s'éloigner suffisamment, zone protégée, secteur, augmentation de surface des paliers des escaliers protégés, espace à l'air libre de nature à protéger les personnes du rayonnement thermique pendant une heure minimum, principes mentionnées aux articles AS4 et AS5)

Sans objet

2.9 - Locaux non accessibles au public, locaux à risques particuliers

(CO 27 à CO 29) (PE 9) (PO 10)

Fournir la liste des locaux à risques (moyens et importants). Préciser les surfaces des locaux et les volumes le cas échéant. Identifier clairement ceux-ci sur les plans. Préciser le degré en résistance au feu des structures, parois, planchers, blocs-portes, mentionner la présence de ferme-porte.

Sans changement

2.10 - Conduits et gaines

(CO 30 à CO 33) (PE 12)

Sans changement

2.11 - Dégagements

(CO 34 à CO 56) (PE 8 - PE 11 - PE 30 et 34) (PO 2, 4 et 9) (PU 3 et 4)

Fournir le tableau ci-dessous faisant apparaître par niveau et pour l'ensemble du bâtiment l'effectif maximum des personnes, le nombre et la largeur des dégagements exigibles et réalisés.

Calcul des dégagements par niveau	Effectif par niveau	Effectif cumulé	Dégagements réglementaires		Dégagements prévus	
			Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage	Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage
Rez de chaussée			3	6	3	6
1 ^{er} étage			2	2	2	2

2.12 - Locaux recevant du public installés en sous-sol

(articles CO 39 et CO 40)

Fournir le calcul du niveau moyen des seuils des issues sur l'extérieur (NMSE), la hauteur d'enfouissement des locaux accessibles et si l'effectif est supérieur à 100 personnes au sous-sol, le calcul des dégagements majorés.

Sans objet

2.13 - Tribunes et gradins non démontables

(CO 61, AM18)

Préciser la nature, le nombre de sièges, le nombre de sièges entre deux circulations et entre circulations et parois. La longueur des bancs. La distance entre chaque rangée de siège ou de bancs et le cas échéant la méthode retenue pour les rendre difficilement déplaçable.

Sans objet

3 - Aménagements intérieurs

(AM 1 à AM 19) (PE 13)

	Dans les locaux et les dégagements (*)	Dans les escaliers encloués (*)
Revêtements muraux	<input type="checkbox"/> M0, <input checked="" type="checkbox"/> M1, <input type="checkbox"/> M2	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1
Revêtements sol	<input type="checkbox"/> M0, <input checked="" type="checkbox"/> M1, <input type="checkbox"/> M2, <input type="checkbox"/> M3, <input type="checkbox"/> M4	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1, <input type="checkbox"/> M2, <input type="checkbox"/> M3
Revêtements plafond	<input type="checkbox"/> M0, <input checked="" type="checkbox"/> M1	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1

(*) ou classement équivalent en Euroclasses

3.1 - Eléments de décoration

(AM 9, AM 10)

Spécifier le degré en réaction au feu.

Sans changement

3.2 - Tentures, portières, rideaux, voilages

(AM 11 à AM 14)

Spécifier le degré en réaction au feu.

Sans objet

3.3 - Gros mobiliers, agencement principal, aménagements de planchers en superstructures

(AM 15 à AM 19)

Spécifier le degré en réaction au feu.

Sans changement

4 - Désenfumage

(DF 1 à DF 10) (PE 14, 30) (PO2, 9)

Préciser les locaux et les dégagements pour lesquels un désenfumage a été prévu et pour chacun d'eux sa nature (mécanique, naturel,...).

Sans changement

5 - Chauffage, ventilation, réfrigération, conditionnement d'air, production de vapeur et d'eau chaude sanitaire

(CH 1 à CH 58) (PE 20 à 23)

Préciser le mode de conception du chauffage, du conditionnement d'air centralisé ainsi que de la ventilation (ex : chauffage central par circuits de distribution d'air chaud pulsé, par circuits de distribution d'eau chaude ; ventilation double flux). Préciser la puissance utile des appareils (ex : chaudière fuel de 40 kW), la nature du combustible, la capacité et la nature des stockages éventuels.

Sans changement

6 - Installation aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés

(GZ 1 à GZ 30) (PE10) (PO 5)

Préciser la puissance utile des appareils, leur fonction, la nature du combustible, (ex : chauffage central gaz propane de 40 kW) la capacité et la nature des stockages éventuels.

Sans changement

7 - Installations électriques

(EL 1 à EL 23) (PE 24)

Préciser l'emplacement des locaux de service électrique « à risques » sur les plans (groupe électrogènes, poste de transformation, cellule haute-tension, matériel électriques émettant des vapeurs inflammables ou toxiques).

Sans changement

8 - Éclairage

(EC 1 à EC 12) (PE 24, 36)

Préciser la nature de l'éclairage de sécurité (ambiance, évacuation, BAES, source centrale, BAEH)

Sans changement

9 - Ascenseurs, escaliers mécaniques, trottoirs roulants

(AS 1 à AS 11) (PE 25)

Sans objet

10 - Appareils de cuisson destinés à la restauration

(GC 1 à GC 20) (PE 15 à 19)

Préciser la puissance utile des installations par local ou îlot, la nature de l'énergie retenue pour alimenter les appareils. Détailler le mode de conception des locaux (grande cuisine, cuisine ouverte, îlot de cuisson...).

Sans objet

11 - Moyens de secours

(MS 1 à MS 74) (PE 26 - 27 - PE 32 - 33 - 35) (PO 3 - 6 - 7 - 11 - 12) (PU 6)

11.1 - Moyens d'extinction

(MS 4 à MS 40)

- Bouches et poteaux d'incendie, points d'eau :
(préciser le cas échéant la nature des points d'eau existants, leur distance à la façade accessible de l'établissement)
Sans changement
- Robinets d'incendie armés, colonnes sèches, colonnes en charge :
Sans changement
- Installations d'extinction automatique à eau (de type sprinkler ou par brouillard d'eau) :
Sans changement

- Installations d'extinction automatique (ou à commande manuelle) : gaz, poudre, etc.:
Sans changement
- Déversoirs ponctuels, éléments de construction irrigués, rideaux d'eau, etc. :
Sans changement

11.2 - Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers

(MS 41 à MS 44)

Sans changement

11.3 - Surveillance de l'établissement/Service de sécurité incendie (effectif et qualification)

(MS 45 à MS 52)

Sans changement

11.4 - Système de sécurité incendie : catégorie A-B-C-D-E

(MS 53 à MS 60)

Préciser ici la nature des locaux bénéficiant de la détection incendie et les asservissements éventuels_(MS 56) :

Sans changement

11.5 - Système d'alarme : Type 1, 2a, 2b, 3, 4

(MS 61 à MS 67)

Sans changement

11.6 - Système d'alerte

(MS 70)

Sans changement

12 - DEMANDE(S) DE DEROGATION (ADAPTATION DES REGLES DE SECURITE)

(R123-13 et GN 4)

Cette partie et les fiches annexées constituent la pièce numéro 6 du dossier spécifique du Permis de Construire (Cerfa 14570-ERP) et de l'Autorisation de Travaux (Cerfa 13824)

Nombre : 0

Je soussigné, Jean-Pierre BOURLET, représentant du Maître d'ouvrage, m'engage à respecter les dispositions édictées dans la présente notice et m'engage à respecter les règles générales de construction, prise en application du chapitre 1er du titre 1er et du livre 1er du Code de la Construction et de l'habitation.

Date et signature 05 OCT. 2016

Le président
Roger DENORMANDIE



NOTICE DESCRIPTIVE DETAILLEE DE L'ACCESSIBILITE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

Code de la Construction et de l'Habitation: articles L 111-7-1 à L 111-8-4, L 111-26, L 125-2, L 125-2-4, L 151-1, R 111-19, R 111-19-1 à R 111-19-21, R 125-1-2.
Code de l'Urbanisme : articles R 421-5-1 et suivants, R 421-38-20, R 445-2 à 8

Arrêté du 1er août 2006
Décret du 11 septembre 2007
Arrêté du 30 novembre 2007
Arrêté du 17 mars 2011

A joindre à la notice de sécurité, la demande de permis ou à la déclaration,

avec les plans correspondants indiquant :

- Le ou les cheminements praticables par les personnes handicapées,
- les cheminements extérieurs avec le raccordement entre la voirie et les espaces extérieurs de l'établissement et entre l'intérieur et l'extérieur du ou des bâtiments,
- la ou les places de stationnement aménagées,
- Les circulations intérieures horizontales et verticale, l' ou les ascenseurs,
- les aménagements tels que sanitaires, douche, cabine, accueil, guichet, caisse, etc...,
- les emplacements réservés pour les installations accueillant du public assis.

1 - DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT

NOM : Gymnase Donnemarie Dontilly

ADRESSE : impasse Saint Martin

CODE POSTAL : 77520

COMMUNE : DONNEMARIE DONTILLY

2 - DECLARANT ET INTERVENANTS

Maître d'ouvrage (le déclarant) : (Nom, adresse, téléphone)

Téléphone :

C.C. BASSÉE MONTOIS

12 rue Joseph Bara 77480 BRAY SUR SEINE

Architecte : (Nom, adresse, téléphone)

Téléphone : 0160672799

Dominique BON Ingénierie - Maître d'oeuvre

8 bis rue du Stade 77114 HERMÉ

Contrôleur technique : (Nom, adresse, téléphone)

Téléphone :

3 - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE GENERAL

Nature des travaux :

construction neuve

extension

modification d'une construction existante

Dans le cas de modifications de construction existante, indiquer précisément quelles parties de l'établissement font l'objet de modifications :

Parking, sanitaires, vestiaires, escaliers et circulations

**Vu pour être annexé à mon
AVIS FAVORABLE**

- 2 JUL. 2019

Le Maire - Adjoint

- 1 -




Ginette MONPOIX

3 - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE GENERAL (SUITE)

Nombre de personnes accueillies :

Par niveau	Etage 6		
	Etage 5		
	Etage 4		
	Etage 3		
	Etage 2		
	Etage 1	34	
	Rdc	200	
	Sous-sol		
Total :		234	catégorie et type de l'établissement : 4 ^e catégorie - type X

Services offerts : *indiquer ci-dessous ou en annexe l'ensemble des services offerts au public et leur localisation intérieure et extérieure.*

Acitivités sportives

4 - STATIONNEMENT AUTOMOBILE

Nombre de places adaptées : *(une place aménagée minimum pour 50 places ; si plus de 500 places, le nombre de places est fixé par arrêté municipal avec un minimum de 10 places)*

Nombre total de places : 38

Nombre total de places "handicapés" : 1

Indiquer sur les plans

- la localisation et les dimensions de ces places : largeur place \geq 3,30 m,
- aire de raccordement au cheminement : 1,40 m de longueur minimum.

Prescriptions complémentaires (cocher les cases correspondantes)

- les contrôles d'accès sont équipés de dispositif sonore et visuel (interphone audio et vidéo)
- connectée directement au hall d'entrée, accueil, ascenseur par cheminement adapté
- dévers \leq 2%
- repérage des places par marquage au sol et signalisation verticale ; éclairage : 50 lux en tout point des circulations piétonnes, 20 lux ailleurs

OUI	NON	Sans objet
		X
		X
		X
X		

5 - Expliquer comment le projet prend en compte l'accessibilité aux personnes handicapées, en ce qui concerne :

Les caractéristiques fonctionnelles et dimensionnelles des équipements et des dispositifs de commande utilisables par le public suivants :

- dispositifs de contrôle d'accès, notamment digicodes et visiophones ;
- portes automatiques, portillons, tourniquet ;

Sans objet

Les caractéristiques fonctionnelles et dimensionnelles des équipements et des dispositifs de commande utilisables par le public suivants :

- dispositifs d'information et de communication divers, notamment signalétique, écrans, panneaux à messages défilants, bornes d'information, dispositifs de sonorisation ;
- équipements et dispositifs de commande destinés au public, notamment dispositifs d'ouverture de portes, interrupteurs, commandes d'arrêt d'urgence, clavier... ;

Mise en place d'une signalétique "gymnase"

- équipements de mobilité, notamment ascenseurs et appareils élévateurs, escaliers et trottoirs mécaniques.
- sans objet

6 - CHEMINEMENTS, ACCES ET SIGNALISATION

Indiquer sur les plans (pour les cheminements intérieurs et extérieurs)

- pentes et dévers : pentes $\leq 5\%$ et dévers en partie courante $\leq 2\%$; tolérance 8% sur une longueur < 2 m et 10% sur une longueur $< 0,50$ m,
- papiers de repos (inséré en intégralité dans le cheminement) : à indiquer en faisant par exemple figurer un gabarit de longueur 1,40 m x 1,20 m, avant et après une rampe, tous les 10 m sur une rampe de plus de 4%,
- espace de manoeuvre (extérieur uniquement) : avec possibilité de faire demi-tour (à chaque changement de direction ou croisement et devant chaque porte accessible comportant un contrôle d'accès), diamètre 1,50 m mini,
- espace d'usage : à l'aplomb de chaque équipement, dispositif de commande ou de service (faire figurer un gabarit de 0,80 m x 1,30 m),
- largeur des cheminements / circulations : $\geq 1,40$ m entre murs ; tolérance $\geq 1,20$ m sur faible longueur.
- largeur des portes : local de plus de 100 pers. : largeur $\geq 1,40$ m avec un vantail d'au moins 0,90 m ; portique de sécurité, sanitaires, douches et cabines d'essayage ou de déshabillage non adaptés : largeur $\geq 0,80$ m ; largeur $\geq 0,90$ m dans les autres cas,
- espace de manoeuvre des portes : à indiquer en faisant par exemple figurer un gabarit de la largeur de la circulation x 1,70 m de longueur minimum pour les ouvertures en poussant et 2,20 m de longueur mini. pour les ouvertures en tirant, sauf si ouvrant uniquement sur un escalier ou sanitaires, douches et cabines d'essayage non adaptés,
- sas d'isolement : à l'intérieur du sas : faire figurer devant chaque porte un gabarit d'au moins 1,20 m x 2,20 m hors débattement de la porte non manoeuvrée; à l'extérieur du sas : faire figurer devant chaque porte un gabarit d'au moins 1,20 m x 1,70 m.

Prescriptions complémentaires (cocher les cases correspondantes)

- les sols sont non meubles, non glissants, non réfléchissants et sans obstacle à la roue
- trous et fentes diamètre ou largeur ≤ 2 cm
- bornes et poteaux détectables par un aveugle
- garde-corps si rupture de niveau ≥ 40 cm
- ressauts ≤ 2 cm (4 cm si pente $< 33\%$) avec bord arrondi ou chanfrein et distance entre 2 ressauts $> 2,50$ m
- les pentes à plusieurs ressauts successifs avec girons importants (dits : pàs d'âne) sont absentes
- grilles perpendiculaires aux cheminements
- cheminement accessible présentant un contraste visuel et tactile (extérieur uniquement)
- les obstacles suspendus sont au moins à 2,20m au dessus du sol (2m dans stationnement int.)
- les informations permanentes situées en dessous de 2,20m sont abordables à moins de 1m
- obstacles sur cheminement, saillie latérale > 15 cm avec contraste visuel et rappel tactile ou prolongement au sol
- évacuation des eaux (si évacuation par dévers $\leq 2\%$)
- les parois vitrées sur cheminement ou en bordure immédiate sont équipées d'éléments visuels contrastés
- marquage au sol et signalisation (pour croisement cheminement accessible avec cheminement véhicules)
- les info. permanentes sont contrastées, visibles debout ou assis, sans reflet ni contre-jour ou éblouissement
- les caractères sont contrastés, la hauteur est de 15mm mini pour l'orientation et 4,5mm pour les autres cas
- les dispositifs d'accès et signalétique ont un éclairage renforcé (20 lux extérieur, 100 lux circulation int. horizontal)
- les éclairages sont non éblouissants, sans reflet en position assis et debout
- les éclairages temporisés sont munis d'extinction progressive
- les éclairages par détection de présence couvrent l'ensemble de l'espace avec recouvrement des zones
- les entrées principales ont un traitement différent ou sont visuellement contrastées
- le système d'ouverture des portes est utilisable en position "debout" et "assis"
- le système d'ouverture des portes est à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou obstacle*
- le temps d'ouverture des portes automatiques est suffisant pour toutes personnes à mobilité réduite
- le système automatique d'ouverture des portes détecte les personnes de toutes tailles
- le déverrouillage des systèmes d'ouvertures électriques est signalé par un signal sonore et lumineux
- l'effort nécessaire pour ouvrir les portes ≤ 50 N
- les portes comportant une partie vitrée importante sont repérables à l'aide d'éléments visuels contrastés
- tout signal lié au fonctionnement d'un dispositif d'accès est sonore et visuel
- les contrôles d'accès sont équipés de dispositif sonore et visuel (interphone audio et vidéo)
- les sorties sont repérables de tout point où le public est admis de manière adaptée
- la signalisation de sortie ne présente aucun risque de confusion avec le repérage des issues de secours.
- les tapis fixes ont une dureté nécessaire pour ne pas gêner la progression d'un fauteuil roulant
- les valeurs réglementaires de temps de réverbération et de surface de matériaux absorbants sont respectées.
- l'aire d'absorption des revêtements $\Rightarrow 25\%$ de la surface au sol (accueil, attente et restauration - NF EN ISO 11 654)

	OUI	NON	Sans objet
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

* sauf si ouvrant uniquement sur un escalier ou sanitaires, douches et cabines d'essayage non adaptés.

7 - Expliquer comment le projet prend en compte l'accessibilité aux personnes handicapées, en ce qui concerne :

A - La nature et la couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds :

Matériaux conformes aux règles d'accessibilité

B - Le traitement acoustique des espaces avec la mention, pour les locaux et espaces soumis à une exigence réglementaire, des niveaux de performance visés en termes d'isolement acoustique et d'absorption des sons :

Matériaux conformes aux règles d'accessibilité

C - Le dispositif d'éclairage des parties communes avec la mention, pour les locaux et espaces soumis à une exigence réglementaire, des niveaux d'éclairage visés et des moyens éventuellement prévus pour l'extinction progressive des luminaires.

Matériels conformes aux règles d'accessibilité

8 - ASCENSEURS

(barrer si sans objet)

Un ascenseur est obligatoire si plus de 50 personnes (plus de 100 personnes pour les établissements d'enseignement) sont accueillies aux étages supérieurs ou inférieurs. Egalement obligatoire si pour moins de 50 personnes admises aux étages supérieurs ou inférieurs toutes les prestations ne sont pas offertes au rez de chaussée.

Tous les ascenseurs doivent pouvoir être utilisés par les personnes handicapées et être conformes à la norme NF EN 81-70. Un escalier mécanique ou un plan incliné mécanique ne peut en aucun cas remplacer un ascenseur obligatoire.

Lorsque l'ascenseur n'est pas visible depuis l'entrée ou le hall du niveau principal d'accès au bâtiment, il doit y être repéré par une signalisation adaptée.

Toute dénivellation des circulations horizontales supérieure ou égale à 1,20 m détermine un niveau décalé considéré comme un étage. Lorsque le bâtiment comporte un ascenseur, tous les étages comportant des locaux ouverts au public doivent être desservis.

Indiquer sur les plans

- largeur de la porte (≥ 0.80 m)
- dimensions cabine (au moins 1 m x 1,30 m x 2 m de haut.)
- aire de retournement (diamètre 150 devant la porte de la cabine)

Prescriptions complémentaires (cocher les cases correspondantes)

- précision d'arrêt ≤ 2 cm
- commandes sur le côté, hauteur entre 0,90 et 1,30 m
- les commandes sont repérables par un contraste visuel ou tactile
- le temps d'ouverture des portes automatiques est suffisant pour toutes personnes à mobilité réduite
- toute information liée aux mouvements de cabine, étages desservis et système d'alarme est sonore et visuelle
- main courante en cabine entre 0,85 et 0,90 m et à plus de 0,40m de l'entrée de la cabine
- revêtement rigide et non-glissant

OUI	NON	Sans objet
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

9 - TAPIS ROULANTS, ESCALIERS ET PLANS INCLINÉS MÉCANIQUES

(barrer si sans objet)

Un tapis roulant, un escalier mécanique ou un plan incliné mécanique doit être doublé par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur.

Indiquer sur les plans

- localisation et dimensions

Prescriptions complémentaires (cocher les cases correspondantes)

- signalisation adaptée d'orientation vers le cheminement accessible
- main courante de chaque côté accompagnant le déplacement, dépassant d'au moins 0,30m le départ et l'arrivée
- main courante hauteur entre 0,80 et 1,00 m
- main courante continue, rigide, facilement préhensible avec éclairage particulier ou contraste visuel
- la commande d'arrêt d'urgence est accessible et manoeuvrable en position « debout » et « assis ».
- le départ et l'arrivée des parties mobiles sont mis en évidence par un contraste de couleur ou de lumière
- les tapis roulants et plans inclinés ont un dispositif tactile ou sonore à l'arrivée sur la partie fixe.
- le dispositif d'éclairage est renforcé (150 lux en tout point)
- les éclairages sont non éblouissants, sans reflet en position assis et debout
- les éclairages temporisés sont munis d'extinction progressive
- les éclairages par détection de présence couvrent l'ensemble de l'espace avec recouvrement des zones

OUI	NON	Sans objet
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

10 - Expliquer comment le projet prend en compte l'accessibilité aux personnes handicapées, en ce qui concerne :

Les caractéristiques fonctionnelles et dimensionnelles des équipements et des dispositifs de commande utilisables par le public suivants :

- guichets, banques d'accueil et d'information, caisse de paiement ;
 - mobilier fixe, notamment tables, comptoirs, sièges, présentoirs, lits, appareils sanitaires isolés, fontaines ;
 - appareils distributeurs, notamment distributeurs de tickets, de billets, de boissons et denrées ;
- sans objet

- établissements disposant de locaux d'hébergement (*nombre et caractéristiques des chambres, salles d'eau, cabinets d'aisance accessibles, taux de ces chambres et locaux par rapport au nombre total, localisation, répartition par catégories*)
 - établissements ou installations comportant des cabines d'essayage, d'habillage ou de déshabillage, des douches (*nombre et caractéristiques des cabines et douches accessibles*)
 - établissements ou installations comportant des caisses de paiement disposées en batterie (*nombre et localisation des caisses accessibles*)
- Mise en conformité des vestiaires douches et sanitaires

11 - ESCALIERS

(barrer si sans objet)

Lorsque l'escalier n'est pas visible depuis l'entrée ou le hall du niveau principal d'accès au bâtiment, il doit y être repéré par une signalisation adaptée.

Indiquer sur les plans

- largeur (entre mains courantes ≥ 1.20 m)

Prescriptions complémentaires (cocher les cases correspondantes)

	OUI	NON	Sans objet
- hauteur des marches ≤ 0.16 m, giron ≥ 0.28 m	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- en haut des escaliers : revêtement de sol avec contraste visuel et tactile à 0,50 m de la première marche	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- première et dernière marches : contre-marche $\geq 0,10$ m, visuellement contrastée par rapport à la marche	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- nez de marches contrastés et non glissants sans débord excessif	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour escaliers intérieurs et pour escaliers extérieurs de 3 marches et + :			
- main courante de chaque côté prolongée horizontalement de la longueur d'une marche sans créer d'obstacle	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- main courante hauteur entre 0,80 et 1,00 m	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- main courante continue, rigide, facilement préhensible avec éclairage particulier ou contraste visuel	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- le dispositif d'éclairage intérieur est renforcé (150 lux en tout point de l'escalier)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- les éclairages intérieurs sont non éblouissants, sans reflet en position assis et debout	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- les éclairages intérieurs temporisés sont munis d'extinction progressive	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
- les éclairages intérieurs par détection de présence couvrent l'ensemble de l'espace avec recouvrement des zones	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

12 - SANITAIRES

(barrer si sans objet)

Chaque niveau accessible, lorsque des sanitaires y sont prévus pour le public, doit comporter au moins un cabinet d'aisance aménagé pour les personnes handicapées circulant en fauteuil roulant et comportant un lavabo accessible. Lorsqu'il existe des cabinets d'aisances séparés pour chaque sexe, un cabinet d'aisance accessible séparé doit être aménagé pour chaque sexe.

Indiquer sur les plans

- **espace de manoeuvre** : (faire figurer sur les plans un gabarit de diamètre 1,50 m mini, situé à l'intérieur du cabinet ou à l'extérieur devant la porte),
- **espace d'usage** : (faire figurer sur les plans un gabarit accessible de 0,80 m par 1,30 m latéralement par rapport à la cuvette, hors débatement de porte et hors obstacle).

Prescriptions complémentaires (cocher les cases correspondantes)

	OUI	NON	Sans objet
- hauteur de la cuvette (abattant inclus) comprise entre 0.45 m et 0.50 m (sauf sanitaires pour enfants)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- barre d'appui : entre 0,70 m et 0,80 m	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- lave-mains : hauteur $\leq 0,85$ m	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- lavabo : hauteur $\leq 0,80$ m avec vide en partie inférieure (0,30 m prof. x 0,60 m larg. x 0,70 m haut.)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- les urinoirs en batterie sont positionnés à des hauteurs différentes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
- dispositif permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

13 - Pour les établissements recevant du public existants classés en 5ème catégorie et ceux créés par changement de destination pour accueillir des professions libérales, ainsi que les installations ouvertes au public, et s'il y a lieu, quelles sont les mesures de substitution ponctuelles prises pour donner accès aux personnes handicapées ?

sans objet

14 - S'il est recouru à des conditions particulières d'application des règles d'accessibilité conformément au I de l'article R. 111-19-11, justification de ce recours

sans objet

15 - Si les travaux sont relatifs à une enceinte sportive, un établissement de plein air ou un établissement conçu en vue d'offrir au public une prestation visuelle ou sonore, comment le projet satisfait aux caractéristiques prescrites par les arrêtés prévus à l'article R. 111-19-4 et au II de l'article R. 111-19-11 ?

sans objet

16 - Pour les établissements visés aux articles R111-19-5 et R111-19-12 (établissements pénitentiaires, établissements militaires,...) comment le projet prend en compte les règles particulières ?

sans objet

17 - POINTS D'ACCUEIL, CAISSES, TABLETTES, EQUIPEMENTS DIVERS (barrer si sans objet)

Les équipements, le mobilier, les dispositifs de commandes et de services situés dans les établissements recevant du public ou dans les installations ouvertes au public doivent pouvoir être repérés, atteints et utilisés par les personnes handicapées. Lorsque plusieurs équipements ou éléments de mobilier ayant la même fonction sont mis à la disposition du public, un au moins par groupe d'équipements ou d'éléments de mobilier doit pouvoir être repéré, atteint et utilisé par les personnes handicapées. Dans le cas d'équipements soumis à des horaires de fonctionnement, l'équipement adapté doit fonctionner en priorité.

Lorsqu'il existe des caisses de paiement disposées en batterie, une caisse par tranche de vingt, arrondi à l'unité supérieure, est aménagée, accessible par un cheminement praticable. Lorsque les caisses sont localisées sur plusieurs niveaux, ces obligations s'appliquent à chaque niveau. Les caisses adaptées sont conçues et disposées de manière à permettre leur usage par une personne en fauteuil roulant. Les caisses adaptées sont réparties de manière uniforme.

Indiquer sur les plans

- **localisation** (faire figurer sur les plans, au droit de tout équipement, mobilier, dispositif de commande et de service, un gabarit de 0,80 m par 1,30 m à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou obstacle)
- **cheminement d'accès aux caisses adaptées** : (faire figurer sur les plans un cheminement de 0,90 m)

Prescriptions complémentaires (cocher les cases correspondantes)

	OUI	NON	Sans objet
- banque d'accueil utilisable en position "debout" et "assis"	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- hauteur dispositif de commande manuel, équipement pour voir, lire, entendre, parler entre 0.90 m et 1.30 m	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- si besoin de lire un document, écrire ou utiliser un clavier : hauteur d'une partie = 0,80m avec vide en partie inférieure (0,30 m prof. x 0,60 m larg. x 0,70 m haut.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- accueil sonorisé : transmission du signal acoustique par induction magnétique, signalé par un pictogramme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- les informations sonores des points d'affichage instantané sont doublées par une information visuelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- les équipements et le mobilier ont un éclairage particulier ou un contraste visuel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- les dispositifs de commande sont repérables par un contraste visuel ou tactile	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- dispositif d'éclairage renforcé (200 lux au droit des postes d'accueil)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- les informations permanentes situées en dessous de 2,20 m sont approchables à moins de 1 m	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- les info. permanentes sont contrastées, visibles debout ou assis, sans reflet ni contre-jour ou éblouissement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- les caractères sont contrastés, la hauteur est de 15 mm mini pour l'orientation et 4,5 mm pour les autres cas	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

18 - ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ASSIS (barrer si sans objet)

Sont concernées en particulier les salles de spectacles, de conférences ou de réunions publiques, de restauration, d'équipements sportifs, les lieux de culte...

note : En ce qui concerne les enceintes sportives, les emmarchements des gradins et les gradins des tribunes ne sont pas considérés comme des circulations intérieures verticales ou horizontales au sens du présent arrêté.

Nombre de personnes accueillies par salle : (si plus de 5 salles, indiquer les renseignements ci dessous en annexe)

(2 places handicapés pour moins de 50 personnes accueillies ; + 1 place handicapé par tranche de 50 personnes accueillies ; si plus de mille places, nombre de places handicapés fixé par arrêté municipal avec minimum 20)

	Salle 1	Salle 2	Salle 3	Salle 4	Salle 5	Total
Désignation :						
Nombre de personnes accueillies dans cette salle :						
Nombre de places "handicapés" :						

Pour l'ensemble des salles recevant du public assis :

Indiquer sur les plans

- **localisation** : faire figurer sur les plans un gabarit de 0.80 m par 1.30 m
faire figurer sur les plans le cheminement d'accès à ces places

Prescriptions complémentaires (cocher les cases correspondantes)

	OUI	NON	Sans objet
- le cheminement d'accès à ces places est accessible	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- les places adaptées sont réparties en fonction des différentes catégories de places offertes au public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

19 - ETABLISSEMENTS COMPORTANT DES LOCAUX D'HÉBERGEMENT (barrer si sans objet)

Tout établissement disposant de locaux d'hébergement pour le public doit comporter des chambres aménagées et accessibles de manière à pouvoir être occupées par des personnes handicapées (hébergement hôtelier, tous les établissements comportant des locaux à sommeil, notamment les hôpitaux et les internats...).

Nombre de chambres dans l'établissement : une chambre aménagée jusqu'à 20 chambres ; 2 chambres aménagées jusqu'à 50 chambres ; plus une par tranche de 50 chambres. Pour les établissements d'hébergement de personnes âgées ou de personnes présentant un handicap moteur, l'ensemble des chambres ou logements, salles d'eau, douches et w.c. doit être adapté.

Nombre total de chambres de l'établissement : _____ Nombre total de chambres aménagées : _____

Indiquer sur les plans

- **dimensions du lit :** faire figurer un gabarit de 1,40 m x 1,90 m ou 0,90 x 1,90 dans les établissements où les règles d'occupation ne prévoient qu'une personne par chambre
- **espace de manoeuvre :** faire figurer un gabarit de diamètre 1,50 m hors débatement de porte et de l'emprise du lit
- **espace de passage :** faire figurer un gabarit 0,90 m sur les 2 grands côtés du lit et 1,20 m sur le petit côté (ou 1,20 m sur les 2 grands côtés du lit et 0,90 m sur le petit côté) hors débatement de porte et de l'emprise du lit

Prescriptions complémentaires (cocher les cases correspondantes)

- les lits fixés au sol ont le plan de couchage à une hauteur comprise entre 0,40 m et 0,50 m du sol
- une prise de courant au moins est située à proximité d'un lit
- une prise de téléphone est reliée au réseau interne (pour les établissements disposant d'un réseau interne)
- le numéro de chaque chambre figure en relief sur la porte

OUI	NON	Sans objet
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Salle de bains de la chambre ou de l'étage :

Indiquer sur les plans

- **espace de manoeuvre :** faire figurer un gabarit de diamètre 1,50 m hors obstacle et débatement de porte

Prescriptions complémentaires (cocher les cases correspondantes)

- douche accessible sans ressaut
- commandes faciles à manoeuvrer entre 0,90 m et 1,30 m
- barre d'appui entre 0.70 m et 0.80 m

OUI	NON	Sans objet
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Sanitaires de la chambre ou de l'étage, équipements divers :

Compléter les chapitres 9 et 10 de la présente notice.

20 - INSTALLATIONS CABINES ET DOUCHES (barrer si sans objet)

Cabines et douches : Lorsqu'il y a lieu à déshabillage ou essayage en cabine, au moins une cabine doit être aménagée et accessible par un cheminement praticable. Lorsqu'il existe des douches, au moins une douche doit être aménagée et accessible par un cheminement praticable. Les cabines et les douches aménagées doivent être installées au même emplacement que les autres cabines ou douches lorsque celles-ci sont regroupées. Lorsqu'il existe des cabines ou des douches séparées pour chaque sexe, au moins une cabine ou une douche aménagée et séparée pour chaque sexe doit être installée. Nombre total de cabine accessibles **2**

Indiquer sur les plans

- **accessibilité de la cabine :** faire figurer un gabarit de diamètre 1,50 m hors débatement de porte
- **accessibilité de la douche :** faire figurer un gabarit de 0,80 m x 1,30 m hors débatement de porte

Prescriptions complémentaires (cocher les cases correspondantes)

- accessible sans ressaut
- commandes entre 0,90 m et 1,30 m (notamment patères, robinetterie, sèche-cheveux, miroir...)
- zone d'assise comprise entre 0.40 m et 0.50 m
- un équipement permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui en position « debout »
- siphon de sol pour les douches

OUI	NON	Sans objet
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

ENGAGEMENT

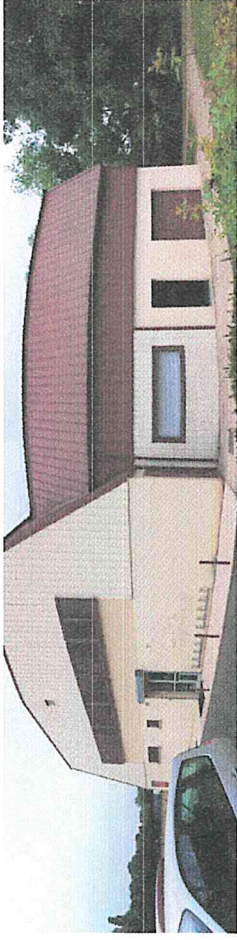
Je soussigné(e), , demandeur du permis (ou de l'autorisation), **m'engage à respecter** cette notice et les règles d'accessibilité en vigueur dans ces établissements.

A, le *Bray-sur-Seine* 05 OCT. 2016

Le président
Roger DENORMANDIE



Leu



échelle :

1/100

DOSSIER AT

**Création d'un sanitaire PMR
Complexe sportif
Impasse St Martin
77520 Donnemarie-Dontilly**

15/373



**Maître
d'ouvrage**

Communauté de communes
Bassée-Monfois
12, rue Joseph Bara
77480 BRAY SUR SEINE

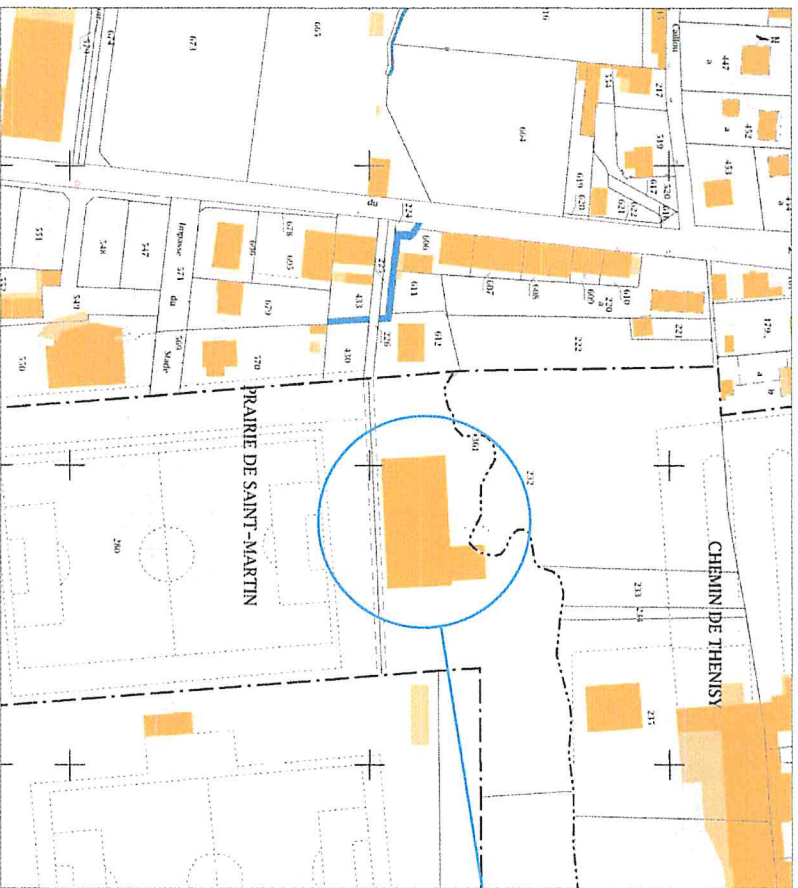


**Maître
d'oeuvre**

Dominique BON Ingénierie
8 bis, rue du Stade
77114 HERME
tél: 01.60.67.27.99 / fax: 01.64.01.55.81

Index	Date	Modifications	Dessiné par :		Vérifié par :	
E						
D						
C						
B						
A						
0	26.09.2016	Etat initial	Thomas MIMI		Dominique BON	

CADASTRE - Parcelle n° 361

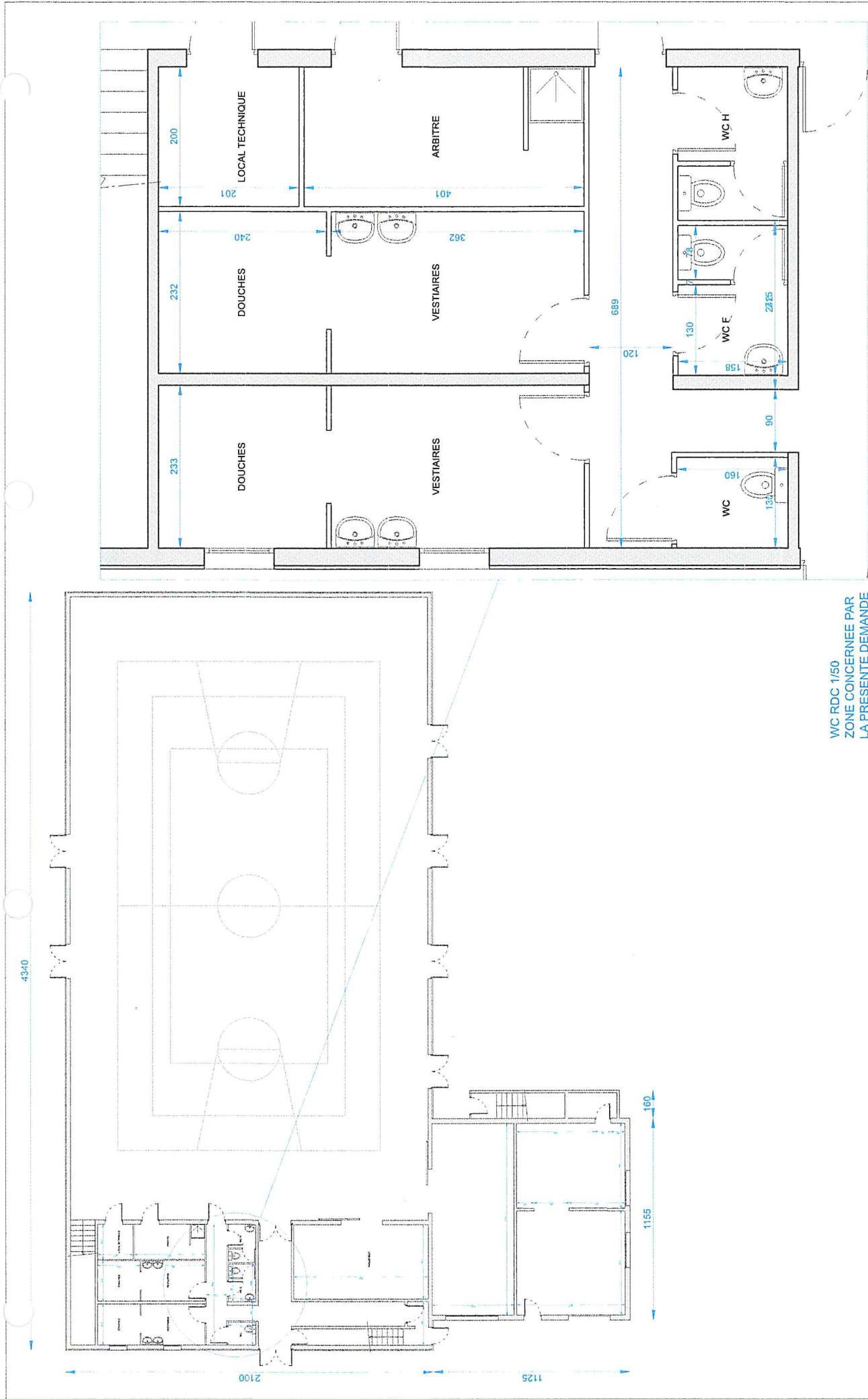


SITUATION



Ce plan n'est pas un document d'exécution, il ne peut en aucun cas servir à la réalisation des travaux. Les cotes sont données à titre indicatif et devront être vérifiées par les entreprises avant la réalisation des travaux.

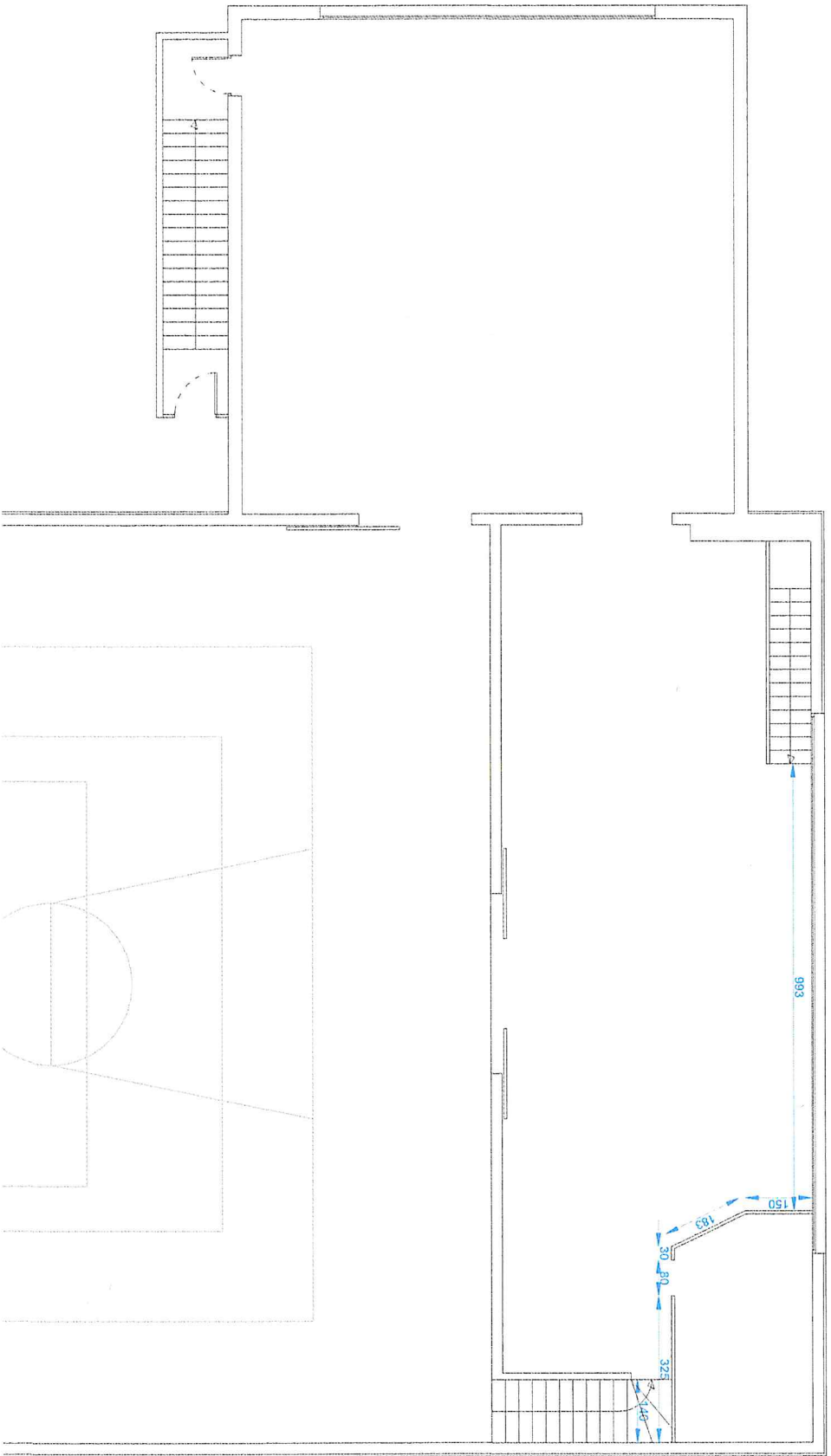
Maître d'oeuvre DB Ingénierie 8, Rue, rue des Saules 77114 Fromy Tél. : 01 60 67 27 99	Maître d'ouvrage Communauté de communes Bassée-Montchis 12, rue Joseph Barré 77480 Bry-sur-Seine	Création d'un sanitaire PMR Complexe sportif Impasse St Martin 77520 Donnemarie-Donville	AT	SITUATION	
EXISTANT 26.09.2016	Ech. : A3 EE 01				



WC RDC 1/50
 ZONE CONCERNEE PAR
 LA PRESENTE DEMANDE

Ce plan n'est pas un document d'exécution, il ne peut en aucun cas servir à la réalisation des travaux. Les cotes sont données à titre indicatif et devront être vérifiées par les entreprises avant la réalisation des travaux.

Maître d'oeuvre DB Ingénierie 8 bis, rue du Stade 77114 Hermonville Tél. : 01 60 67 27 99	Maître d'ouvrage Communauté de communes Bassée-Montois 12, rue Joseph Bura 77480 Bury sur Somme	Création d'un sanitaire PMR Complexe sportif Impasse St Martin 77520 Donnemarie-Dontilly	AT	PLAN RDC
				EXISTANT 26.09.2016



Ce plan n'est pas un document d'exécution, il ne peut en aucun cas servir à la réalisation des travaux. Les cotes sont données à titre indicatif et devront être vérifiées par les entreprises avant la réalisation des travaux.

Maître d'oeuvre DB Ingénierie 8 bis, rue du Sincle 77114 Hennis Tél : 01 60 67 27 99	Maître d'ouvrage Communauté de communes Bassée-Montois 12, rue Joseph Barn 77480 Bry-sur-Seine	Création d'un sanitaire PMR Complexe sportif Impasse St Martin 77520 Donnemarie-Donville	AT	PLAN R+1	
EXISTANT 26.09.2016	Ech : A3 1/100 EE 02				

WC F

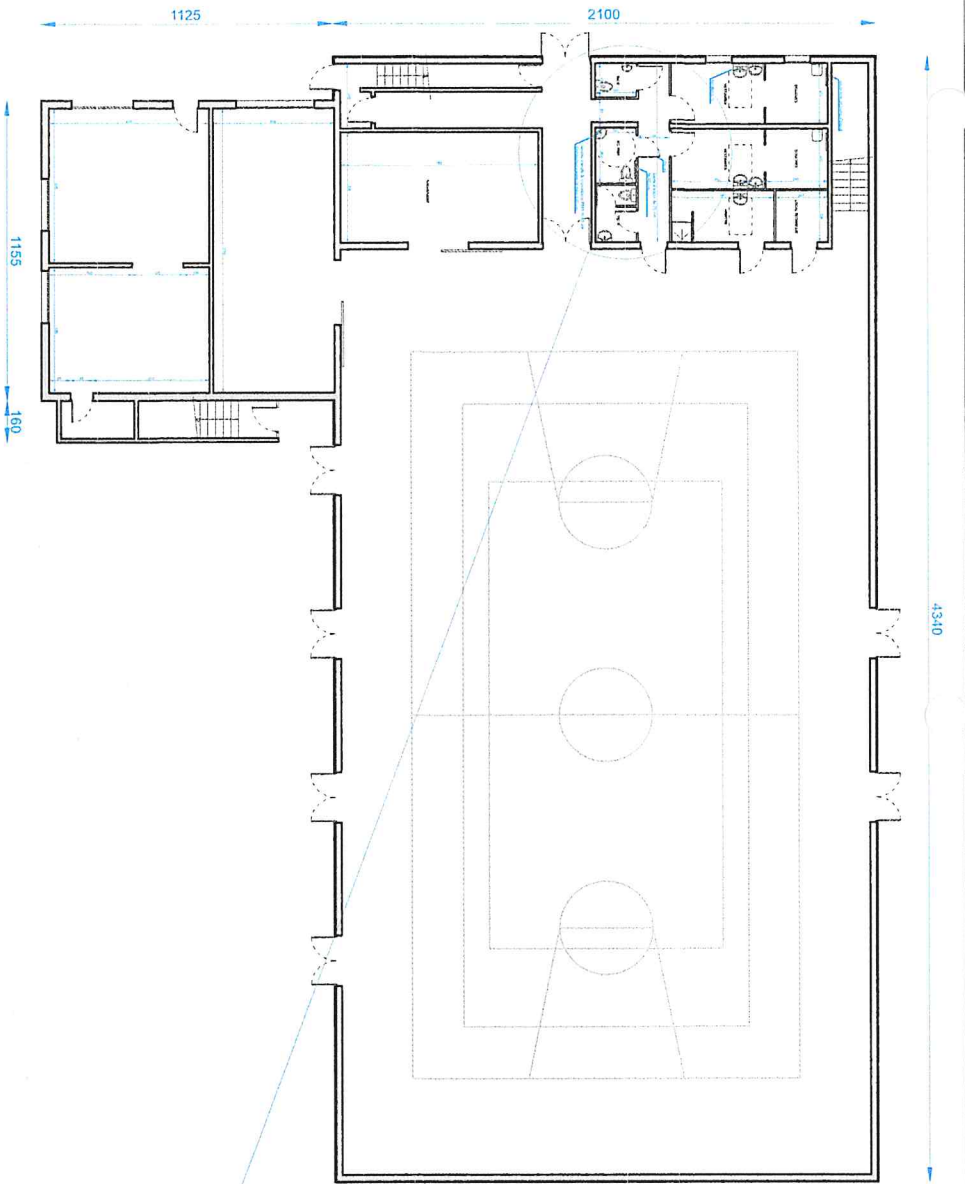


WC

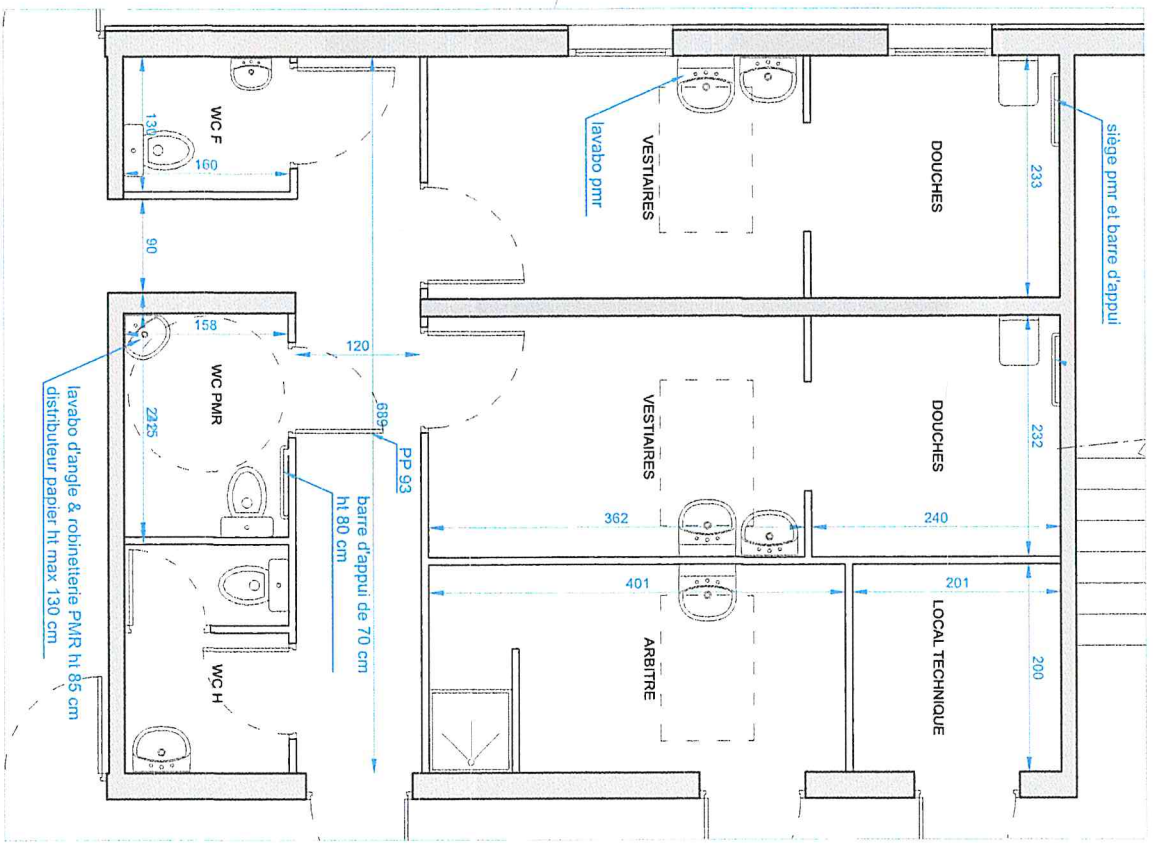


Ce plan n'est pas un document d'exécution. Il ne peut en aucun cas servir à la réalisation des travaux. Les cotes sont données à titre indicatif et devront être vérifiées par les entreprises avant la réalisation des travaux.

Maitre d'oeuvre DB Ingénierie 8 bis, rue du Stade 77114 Hermé Tél. : 01 60 62 27 89	Maitre d'ouvrage Communauté de communes Bassée-Montois 12, rue Joseph Blain 77520 Donnemarie-Donville	AT	PHOTOS EXISTANT 26.09.2016 Ech. : A3 EE 03
Création d'un sanitaire PMR Complexe sportif Impasse St Martin 77520 Donnemarie-Donville			

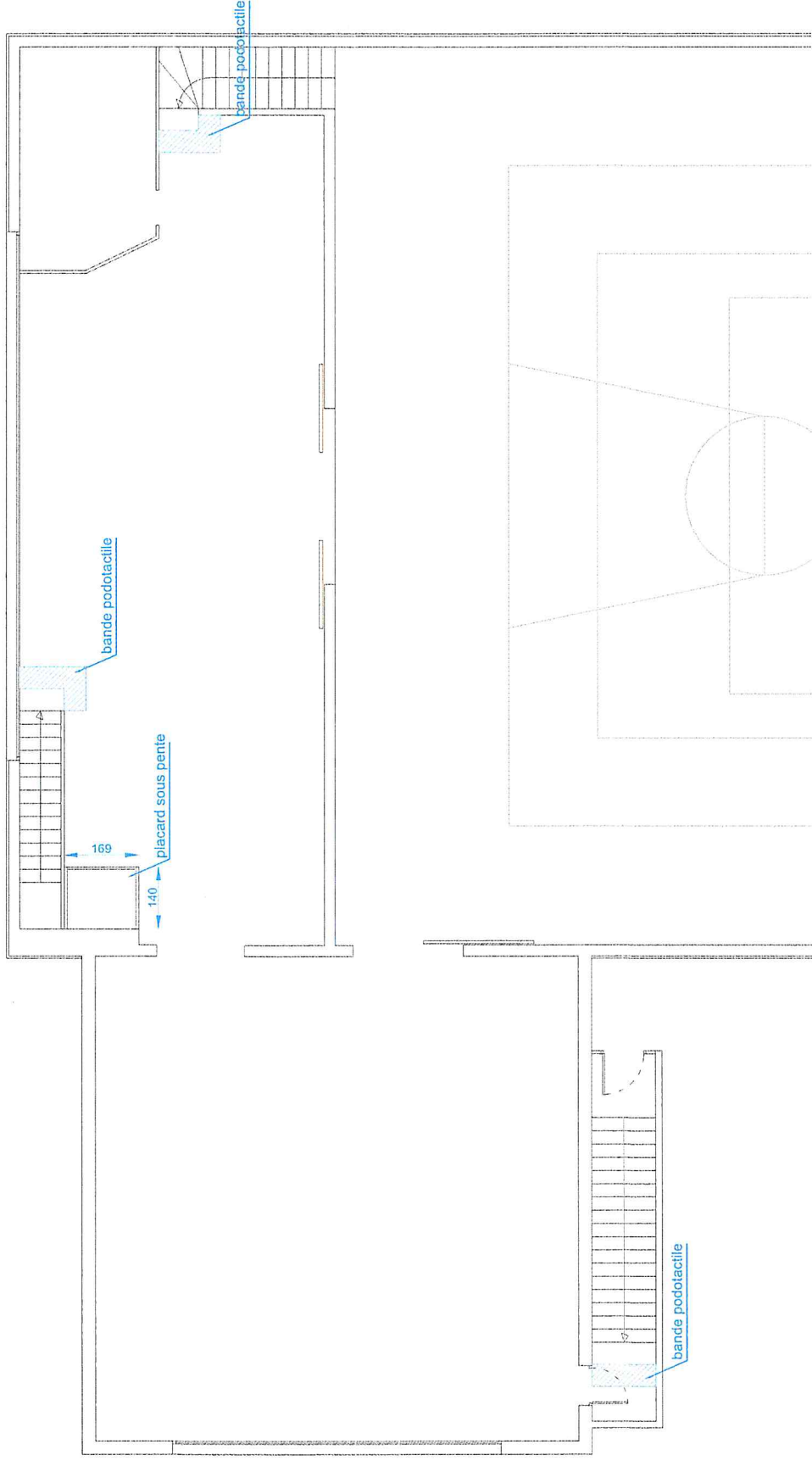


WC RDC 1/50
 ZONE CONCERNEE PAR
 LA PRESENTE DEMANDE



Ce plan n'est pas un document d'exécution, il ne peut en aucun cas servir à la réalisation des travaux. Les cotes sont données à titre indicatif et devront être vérifiées par les entreprises avant la réalisation des travaux.

Maitre d'oeuvre		Maitre d'ouvrage		Création d'un sanitaire PMR	
DB Ingénierie		Communauté de communes Bassée-Montois		Complexe sportif Impasse St Martin 77520 Donnemarie-Dontilly	
8 Bis, rue de Sèze 77114 Berny Tel.: 01 60 67 27 99		12, rue Joseph Barré 77480 Bry-sur-Seine		AT	
				PLAN RDC	
				PROJET	
				26.09.2016	
				Edh. : A3 1/100	
				EP 01	



Ce plan n'est pas un document d'exécution, il ne peut en aucun cas servir à la réalisation des travaux. Les cotes sont données à titre indicatif et devront être vérifiées par les entreprises avant la réalisation des travaux.

Maître d'ouvrage DB Ingénierie 8 bis, rue du Sude 77114 Hermé Tél. : 01 60 07 27 99	Maître d'ouvrage Communauté de communes Bassée-Montois 12, rue Joseph Barré 77450 Bray sur Seine	AT	PLAN R+1 PROJET 26.09.2016 Ech. : A3 1/100 EP 02
Création d'un sanitaire PMR Complexe sportif Impasse St Martin 77520 Donnemarie-Dontilly			

ANNEXES

- Arrêté du 08 décembre 2014
- Document d'aide aux personnes handicapés
- Types et catégories des ERP

Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Publics concernés : maîtres d'ouvrage et promoteurs, architectes, maîtres d'œuvre, constructeurs.

Objet : accessibilité des établissements recevant du public (ERP) situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public (IOP) existantes

Entrée en vigueur : les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1er janvier 2015.

Notice : le présent arrêté détaille les dispositions prévues à l'article 5 du décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.

Il définit les règles techniques d'accessibilité applicables aux établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes.

Références : le présent arrêté peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité,

Vu la directive 98/34/CE du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques, modifiée par la directive 98/48/CE du 20 juillet 1998 ;

Vu la notification n° 2014/397/F adressée le 11 août 2014 à la Commission européenne ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 241-3-2 ;

Vu le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation

Vu le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 10 juillet 2014 ;

Vu l'avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées en date du 10 juillet 2014,

Arrêtent :

Article 1

Les dispositions du présent arrêté sont prises pour l'application des dispositions des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 susvisé.

Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19.

Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en œuvre dès lors que celles-ci satisfont aux mêmes objectifs.

Les dispositions des articles 5 à 19 concernant les espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour, les espaces de manœuvre de porte et l'espace d'usage devant les équipements ne s'appliquent pas :

- pour les étages ou niveaux non accessibles aux personnes circulant en fauteuil roulant ;

- dès lors que l'accès au bâtiment ne permet pas à une personne en fauteuil roulant de le franchir. Cette impossibilité d'accès au bâtiment est avérée notamment si l'espace entre le bord de la chaussée et l'entrée de l'établissement présente à la fois une largeur de trottoir inférieure ou égale à 2,8 m, une pente longitudinale de trottoir supérieure ou égale à 5 % et une différence de niveaux d'une hauteur supérieure à 17 cm entre l'extérieur et l'intérieur du bâtiment.

Article 2

Dispositions relatives aux cheminements extérieurs.

I. - Usages attendus :

Un cheminement accessible permet d'accéder à l'entrée principale, ou à une des entrées principales, des bâtiments depuis l'accès au terrain. Dès lors qu'une entrée principale ne peut pas être rendue accessible selon les dispositions prévues à l'article 4, l'accessibilité d'une entrée dissociée peut être envisagée. Cette entrée est signalée et ouverte à tous en permanence pendant les heures d'ouverture.

Le choix et l'aménagement du cheminement accessible sont tels qu'ils facilitent la continuité de la chaîne du déplacement avec l'extérieur du terrain. Le cheminement accessible est le cheminement usuel, ou l'un des cheminements usuels.

Le cheminement accessible permet notamment à une personne ayant une déficience visuelle ou auditive de se localiser, s'orienter

et atteindre le bâtiment en sécurité et permet à une personne ayant une déficience motrice d'accéder à tout équipement ou aménagement donné à l'usage. Les caractéristiques d'un cheminement accessible sont définies au II ci-après.

Lorsqu'il existe plusieurs cheminements, le ou les cheminements accessibles sont signalés de manière adaptée. Les principaux éléments structurants du cheminement sont repérables et détectables par les personnes ayant une déficience visuelle.

Lorsque le cheminement courant se fait par un plan incliné, celui-ci offre des caractéristiques minimales définies au II ci-après.

Lorsque les caractéristiques du terrain ne permettent pas la réalisation d'un cheminement accessible depuis l'extérieur du terrain, un espace de stationnement adapté tel que défini à l'article 3 est prévu à proximité d'une entrée accessible du bâtiment et se trouve relié à celle-ci par un cheminement accessible.

II. - Caractéristiques minimales :

Les cheminements extérieurs accessibles aux personnes handicapées répondent aux dispositions suivantes :

1° Repérage et guidage :

Une signalisation adaptée est mise en place à l'entrée du terrain de l'opération, à proximité des places de stationnement pour le public, ainsi qu'en chaque point d'un cheminement accessible où un choix d'itinéraire est donné à l'usager.

Les éléments de signalisation répondent aux exigences définies à l'annexe 3.

Le revêtement d'un cheminement accessible présente un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement permettant sa détection à la canne ou au pied. A défaut, le cheminement comporte sur toute sa longueur un repère continu, tactile, pour le guidage à l'aide d'une canne d'aveugle, et visuellement contrasté par rapport à son environnement pour faciliter le guidage des personnes malvoyantes.

Dès lors que des bandes de guidage sont installées, elles respectent les dispositions décrites en annexe 6. Les spécifications de la norme NF P 98-352:2014 sont réputées satisfaire à ces exigences.

2° Caractéristiques dimensionnelles :

a) Profil en long :

Le cheminement accessible est horizontal et sans ressaut.

Pentes :

Lorsqu'une dénivellation ne peut être évitée, un plan incliné de pente inférieure ou égale à 6 % est aménagé afin de la franchir. Les valeurs de pentes suivantes sont tolérées exceptionnellement :

- jusqu'à 10 % sur une longueur inférieure ou égale à 2 m ;
- jusqu'à 12 % sur une longueur inférieure ou égale à 0,50 m.

Palier de repos :

Un palier de repos est nécessaire en haut et en bas de chaque plan incliné, quelle qu'en soit la longueur. En cas de plan incliné de pente supérieure ou égale à 5 %, un palier de repos est nécessaire tous les 10 m.

Les caractéristiques dimensionnelles du palier sont définies à l'annexe 2.

Ressaut :

Lorsqu'il ne peut être évité, un faible écart de niveau peut être traité par un ressaut à bord arrondi ou muni d'un chanfrein et dont la hauteur est inférieure ou égale à 2 cm. Cette hauteur maximale peut toutefois être portée à 4 cm si le ressaut comporte sur toute sa hauteur une pente ne dépassant pas 33 %.

La distance minimale entre deux ressauts successifs est de 2,50 m. Ces ressauts successifs sont séparés par des paliers de repos.

Les pentes créées comportant plusieurs ressauts successifs, dits « pas d'âne », sont interdites.

Un plan incliné ne présente pas de ressaut, ni en haut ni en bas.

b) Profil en travers :

Largeur de passage :

La largeur minimale du cheminement accessible est de 1,20 m libre de tout obstacle, sans préjudice des prescriptions prévues par le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Lorsqu'un rétrécissement ponctuel ne peut être évité, la largeur minimale du cheminement peut, sur une faible longueur, être comprise entre 0,90 m et 1,20 m de manière à permettre le passage d'une personne en fauteuil roulant.

Dévers :

Le cheminement est conçu et mis en œuvre de manière à éviter la stagnation d'eau. Lorsqu'un dévers est nécessaire, il est inférieur ou égal à 3 %.

c) Espaces de manœuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant :

Un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour est nécessaire en chaque point du cheminement accessible où un choix d'itinéraire est donné à l'utilisateur. De même, un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour est nécessaire au droit du système de contrôle d'accès des portes d'entrée desservies par un cheminement accessible.

Un espace de manœuvre de porte est nécessaire de part et d'autre de chaque porte ou portillon situé le long du cheminement, à l'exception des portes et des portillons automatiques coulissants dès lors qu'est prévue la détection de toute personne avant le passage de la porte et son passage de la porte en toute sécurité, des portes et des portillons ouvrant uniquement sur un escalier et des portes des sanitaires, des douches et des locaux non adaptés.

Un espace d'usage est nécessaire devant chaque équipement ou aménagement situé le long d'un cheminement afin d'en permettre l'atteinte et l'usage.

Les caractéristiques dimensionnelles de ces différents espaces sont définies à l'annexe 2.

3° Sécurité d'usage :

Le sol ou le revêtement de sol du cheminement accessible est non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue.

Les trous et fentes situés dans le sol d'un cheminement accessible ont une largeur ou un diamètre inférieur ou égal à 2 cm.

Un cheminement accessible est libre de tout obstacle.

Afin d'être repérables et d'éviter le danger de choc, les éléments éventuels qui ne peuvent pas être mis en dehors du cheminement accessible doivent répondre aux exigences suivantes :

- s'ils sont suspendus au-dessus du cheminement, laisser un passage libre d'au moins 2,20 m de hauteur au-dessus du sol ;
- s'ils sont implantés sur le cheminement accessible, quelle que soit leur hauteur, ou en saillie latérale de plus de 15 cm sur le cheminement, comporter un élément de contraste visuel par rapport à leur environnement immédiat et un rappel tactile ou un prolongement au sol.

Afin d'être repérables et d'éviter le danger de choc, lors de leur installation ou lorsque des travaux sont réalisés sur le cheminement, les éléments suspendus en porte à faux ou en saillie latérale de plus de 15 cm qui ne peuvent pas être mis en dehors du cheminement accessible sont accompagnés de dispositifs permettant de prévenir du danger de choc. Ces dispositifs permettant de prévenir du danger de choc sont situés dans la zone de balayage d'une canne de détection, présentent des angles arrondis et ne présentent pas d'arête vive.

Les caractéristiques techniques de ce dispositif sont décrites en annexe 4.

Afin de pouvoir être détectés par les personnes aveugles ou malvoyantes, le mobilier, les bornes et les poteaux remplacés ou installés lors de travaux concernant un cheminement, respectent les dispositions de l'annexe 5.

Lorsqu'un cheminement accessible est bordé à une distance inférieure à 0,90 m par une rupture de niveau d'une hauteur de plus de 0,40 m, un dispositif de protection est implanté afin d'éviter les chutes.

En cas de travaux réalisés sur un cheminement accessible, lorsqu'il est bordé à une distance inférieure à 0,90 m par une rupture de niveau d'une hauteur de plus de 0,25 m, un dispositif de protection est implanté afin d'alerter les personnes du risque de chute.

Lorsqu'un escalier est situé dans un espace de circulation, la partie située en dessous de 2,20 m, si elle n'est pas fermée, visuellement contrastée, comporte un rappel tactile situé dans la zone de balayage d'une canne de détection et est réalisée de manière à prévenir les dangers de chocs pour des personnes aveugles ou malvoyantes.

Les parois vitrées situées sur les cheminements ou en bordure immédiate de ceux-ci sont repérables par des personnes de toutes tailles à l'aide d'éléments visuels contrastés par rapport à l'environnement immédiat et visibles de part et d'autre de la paroi.

Toute volée d'escalier comportant trois marches ou plus répond aux exigences applicables aux escaliers visées à l'article 7-1, à l'exception des dispositions concernant l'éclairage.

Toute volée d'escalier comportant moins de trois marches répond aux exigences applicables aux escaliers visées au 2° du II de l'article 7-1, à l'exception de la disposition concernant l'éclairage.

Lors de l'installation et du remplacement du dispositif d'éveil à la vigilance prévu à l'article 7-1, celui-ci respecte les dispositions décrites en annexe 7. Les spécifications de la norme NF P 98-351:2010 sont réputées satisfaire à ces exigences.

Lorsqu'un cheminement accessible croise un itinéraire emprunté par des véhicules, la covisibilité entre les conducteurs des véhicules et les piétons est garantie afin de permettre à chacun de pouvoir évaluer la possibilité de franchir le croisement sans risque de collision.

Pour cela, le cheminement comporte au droit de ce croisement :

- un élément permettant l'éveil de la vigilance des piétons. En cas de travaux, il est installé un élément respectant les dispositions décrites en annexe 7. Les spécifications de la norme NF P 98-351:2010 sont réputées satisfaire à ces exigences ;
- un marquage au sol et une signalisation qui indiquent également aux conducteurs des véhicules qu'ils croisent un cheminement pour piétons ;

- si nécessaire et en cas de travaux, un dispositif complétant voire élargissant le champ de vision.

Le cheminement accessible comporte un dispositif d'éclairage répondant aux exigences définies à l'article 14.

Lors de leur installation ou de leur renouvellement, les feux tricolores installés sur les espaces extérieurs de l'établissement sont équipés de répéteurs de phase respectant les dispositions décrites en annexe 8. Les spécifications de la norme NF S 32-002:2004 sont réputées satisfaire à ces exigences.

Article 3

Dispositions relatives au stationnement automobile.

Le présent article s'applique à tout parc de stationnement automobile intérieur ou extérieur à l'usage du public et dépendant d'un établissement recevant du public ou d'une installation ouverte au public ainsi qu'aux parcs de stationnement en ouvrage, enterrés ou aériens.

I. - Usages attendus :

Tout parc de stationnement visé par le présent article comporte une ou plusieurs places de stationnement adaptées pour les personnes handicapées et réservées à leur usage.

Une place de stationnement adaptée est aisément repérable par tous à partir de l'entrée du parc de stationnement, est positionnée, dimensionnée et équipée de façon à permettre aux personnes titulaires de la carte de stationnement pour personnes handicapées prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles, et en particulier à une personne en fauteuil roulant ou à son accompagnateur, de stationner son véhicule au plus proche d'un cheminement accessible conduisant à une entrée ou d'une sortie accessible de l'établissement.

Les places adaptées, quelle que soit leur configuration, notamment lorsqu'elles sont réalisées dans un volume fermé, sont telles qu'un usager en fauteuil roulant peut quitter l'emplacement une fois le véhicule garé.

Les caractéristiques de ces places sont définies au II du présent article.

II. - Caractéristiques minimales :

Les places adaptées pour les personnes handicapées dans des parcs de stationnement automobile répondent aux dispositions suivantes :

1° Situation :

Les places de stationnement adaptées nouvellement créées sont localisées à proximité d'une entrée, de la sortie accessible, du hall d'accueil ou de l'ascenseur et reliées à ceux-ci par un cheminement accessible tel que défini selon les cas à l'article 2 ou à l'article 6 du présent arrêté. La borne de paiement est située dans un espace accessible.

Dans les parcs de stationnement en ouvrage enterrés ou aériens, les places de stationnement adaptées et réservées aux personnes handicapées peuvent être concentrées sur les deux niveaux les plus proches de la surface.

2° Repérage :

Dans le respect des prescriptions définies à l'annexe 3 concernant l'information et la signalisation, les emplacements adaptés et réservés sont signalés.

Chaque place adaptée destinée au public est repérée par un marquage au sol ainsi qu'une signalisation verticale.

3° nombre :

Les places adaptées destinées à l'usage du public présentent au minimum 2 % du nombre total de places prévues pour le public. Le nombre minimal de places adaptées est arrondi à l'unité supérieure. Au-delà de 500 places, le nombre de places adaptées, qui ne saurait être inférieur à 10, est fixé par arrêté municipal.

4° Caractéristiques dimensionnelles :

Une place de stationnement adaptée correspond à un espace horizontal au dévers près, inférieur ou égal à 3 %.

La largeur minimale des places adaptées nouvellement créées est de 3,30 m et leur longueur minimale est de 5 m. Pour les places situées en épi ou en bataille, lorsque des travaux sont réalisés ou lorsque de nouvelles places sont créées, une surlongueur de 1,20 m est matérialisée sur la voie de circulation des parcs de stationnement par une peinture ou une signalisation adaptée au sol afin de signaler la possibilité pour une personne en fauteuil roulant de sortir par l'arrière de son véhicule.

Qu'elle soit à l'extérieur ou à l'intérieur du bâtiment, une place de stationnement adaptée se raccorde sans ressaut de plus de 2 cm au cheminement d'accès à l'entrée du bâtiment ou à l'ascenseur.

5° Atteinte et usage :

S'il existe un contrôle d'accès ou de sortie du parc de stationnement, le système permet à des personnes sourdes ou malentendantes ou à des personnes muettes de signaler leur présence au personnel et d'être informées de la prise en compte de leur appel. En particulier et en l'absence d'une vision directe de ces accès ou sorties par le personnel :

- tout signal lié au fonctionnement du dispositif d'accès est sonore et visuel ;
- les appareils d'interphonie sont munis d'un système permettant au personnel de l'établissement de visualiser le conducteur.

Lors de leur installation et de leur renouvellement, les appareils d'interphonie comportent :

- une boucle d'induction magnétique respectant les dispositions décrites en annexe 9. Les spécifications de la norme NF EN 60118-4:2007 sont réputées satisfaisantes à ces exigences ;
- un retour visuel des informations principales fournies oralement.

Article 4

Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation.

I. - Usages attendus :

Le niveau d'accès principal à chaque bâtiment où le public est admis est accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible.

Tout dispositif visant à permettre ou restreindre l'accès au bâtiment ou à se signaler au personnel doit pouvoir être repéré, atteint et utilisé par une personne handicapée. L'utilisation du dispositif doit être la plus simple possible.

II. - Caractéristiques minimales :

Pour l'application du I du présent article, l'accès au bâtiment ou à des parties de l'établissement répond aux dispositions suivantes :

1° L'accès est horizontal et sans ressaut :

Lorsqu'il ne peut être évité, un faible écart de niveau peut être traité par un ressaut à bord arrondi ou muni d'un chanfrein et dont la hauteur est inférieure ou égale à 2 cm. Cette hauteur peut être portée à 4 cm si le ressaut comporte sur toute sa hauteur une pente ne dépassant pas 33 %.

Lorsqu'une dénivellation ne peut être évitée, une rampe respectant les valeurs de pente indiquées au a du 2° du II de l'article 2 notamment lorsque cette rampe est en cours d'utilisation, est aménagée afin de la franchir.

Cette rampe est, par ordre de préférence :

- une rampe permanente, intégrée à l'intérieur de l'établissement ou construite sur le cheminement extérieur de l'établissement ;
- une rampe inclinée permanente ou posée avec emprise sur le domaine public. L'espace d'emprise permet alors les manœuvres d'accès d'une personne en fauteuil roulant ;
- une rampe amovible, qui peut être automatique ou manuelle.

Une rampe permettant de traiter un dénivelé présent à l'accès du bâtiment présente les caractéristiques suivantes :

- supporter une masse minimale de 300 kg ;
- être suffisamment large pour accueillir une personne en fauteuil roulant ;
- être non glissante ;
- être contrastée par rapport à son environnement ;
- être constituée de matériaux opaques.

Une rampe permanente ou posée ne présente pas de vides latéraux.

Une rampe amovible est stable et assortie d'un dispositif permettant à la personne handicapée de signaler sa présence au personnel de l'établissement, tel qu'une sonnette.

Ce dispositif de signalement répond aux critères suivants :

- être situé à proximité de la porte d'entrée ;
- être facilement repérable ;
- être visuellement contrasté vis-à-vis de son support ;
- être situé au droit d'une signalisation visuelle, tel qu'un panneau, pour expliciter sa signification ;
- comporter un système indiquant son bon état de fonctionnement, dans le cas d'une rampe amovible automatique ;
- être situé à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m, mesurés depuis l'espace d'emprise de la rampe et à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant.

L'utilisateur est informé de la prise en compte de son appel.

Les employés de l'établissement sont formés à la manipulation et au déploiement de la rampe amovible.

2° Repérage :

Les entrées principales du bâtiment sont facilement repérables et détectables par des éléments architecturaux ou par un traitement utilisant des matériaux différents ou visuellement contrastés.

S'il est prévu, le numéro ou la dénomination du bâtiment est situé à proximité immédiate de la porte d'entrée.

Tout dispositif visant à permettre ou restreindre l'accès au bâtiment ou à se signaler au personnel est facilement repérable visuellement par un contraste visuel ou une signalétique répondant aux exigences définies à l'annexe 3, et n'est pas situé dans une zone sombre.

3° Atteinte et caractéristiques minimales :

Les systèmes de communication entre le public et le personnel ainsi que les dispositifs de commande manuelle mis à la disposition du public répondent aux exigences suivantes :

- être situés à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant ;
- être situés à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m.

Le système d'ouverture des portes est utilisable en position « debout » comme en position « assis ».

Lorsqu'il existe un dispositif de déverrouillage électrique, il permet à toute personne à mobilité réduite d'atteindre la porte et d'entamer la manœuvre d'ouverture avant que la porte ne soit à nouveau verrouillée. Le bouton de déverrouillage de la porte présente un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement.

Les éléments d'information relatifs à l'orientation dans le bâtiment répondent aux exigences définies à l'annexe 3.

Tout signal lié au fonctionnement d'un dispositif d'accès est sonore et visuel.

S'il existe un contrôle d'accès à l'établissement, le système permet à des personnes sourdes ou malentendantes ou à des personnes muettes de signaler leur présence au personnel et d'être informées de la prise en compte de leur appel. En particulier et en l'absence d'une vision directe de ces accès par le personnel, les appareils d'interphonie sont munis d'un système permettant au personnel de l'établissement de visualiser le visiteur.

Lors de leur installation ou de leur renouvellement, les appareils d'interphonie comportent :

- une boucle d'induction magnétique respectant les dispositions décrites en annexe 9. Les spécifications de la norme NF EN 60118-4:2007 sont réputées satisfaisantes à ces exigences ;
- un retour visuel des informations principales fournies oralement.

Article 5

Dispositions relatives à l'accueil du public.

I. - Usages attendus :

Tout aménagement, équipement ou mobilier situé au point d'accueil du public et nécessaire pour accéder aux espaces ouverts au public, pour les utiliser et pour les comprendre, doit pouvoir être repéré, atteint et utilisé par une personne handicapée.

Lorsqu'il y a plusieurs points d'accueil à proximité l'un de l'autre, l'un au moins d'entre eux est rendu accessible dans les mêmes conditions d'accès et d'utilisation que celles offertes aux personnes valides, est prioritairement ouvert et est signalé de manière adaptée dès l'entrée. En particulier, le dispositif d'accueil bénéficie d'une ambiance visuelle et sonore adaptée. Ainsi, toute information strictement sonore nécessaire à l'utilisation normale du point d'accueil fait l'objet d'une transmission par des moyens adaptés ou est doublée par une information visuelle.

Les espaces ou équipements destinés à la communication font l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée.

II. - Caractéristiques minimales :

Pour l'application du I du présent article, les aménagements et équipements accessibles destinés à l'accueil du public répondent aux dispositions suivantes :

Les banques d'accueil sont utilisables par une personne en position « debout » comme en position « assis » et permettent la communication visuelle de face, en évitant l'effet d'éblouissement ou de contre-jour dû à l'éclairage naturel ou artificiel, entre les usagers et le personnel. Lorsque des usages tels que lire, écrire ou utiliser un clavier sont requis, une partie au moins de l'équipement présente les caractéristiques suivantes :

- une hauteur maximale de 0,80 m ;
- un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des

pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant.

La disposition relative au vide en partie inférieure ne s'applique pas dès lors qu'un des points d'accueil est situé à un étage ou niveau non desservi par un ascenseur ou un élévateur.

Lorsque l'accueil est sonorisé et en cas de renouvellement ou lors de l'installation d'un tel système, celui-ci est équipé d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique, respectant les dispositions décrites en annexe 9. Les spécifications de la norme NF EN 60118-4:2007 sont réputées satisfaire à ces exigences.

Ce système est signalé par un pictogramme.

Les accueils des établissements recevant du public remplissant une mission de service public ainsi que des établissements recevant du public de 1re et 2e catégories sont équipés obligatoirement d'une telle boucle d'induction magnétique.

Les postes d'accueil comportent un dispositif d'éclairage répondant aux exigences définies à l'article 14.

Article 6

Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales.

I. - Usages attendus :

Les circulations intérieures horizontales sont accessibles et sans danger pour les personnes handicapées. Les principaux éléments structurants du cheminement sont repérables par les personnes ayant une déficience visuelle.

Les personnes handicapées peuvent accéder à l'ensemble des locaux ouverts au public et en ressortir de manière autonome.

II. - Caractéristiques minimales :

Les circulations intérieures horizontales répondent aux exigences applicables au cheminement extérieur accessible visées à l'article 2, à l'exception des dispositions concernant :

- l'aménagement d'espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour ainsi que les espaces de manœuvre de porte pour une personne circulant en fauteuil roulant dans les étages non accessibles aux personnes circulant en fauteuil roulant ;
- le repérage et le guidage ;
- le passage libre sous les obstacles en hauteur, qui est réduit à 2 m dans les parcs de stationnement.

Sous réserve que le maître de l'ouvrage fournisse un plan correspondant au respect de la largeur de 1,20 m mentionnée à l'article 2 dans les circulations horizontales de l'établissement, des allées structurantes ainsi que les autres allées pourront être mises en place selon les caractéristiques suivantes, sans préjudice des dispositions prévues par le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public :

- les allées structurantes ont une largeur de 1,20 m et permettent à une personne en fauteuil roulant d'accéder depuis l'entrée aux prestations essentielles de l'établissement tels que les caisses, ascenseurs et autres circulations verticales, sanitaires adaptés, cabines d'essayage adaptées, meubles d'accueil, photocopieurs, bacs de recyclage, bornes de lecture de prix, balances des fruits et légumes.

Dans les restaurants, les allées structurantes donnent au minimum l'accès depuis l'entrée aux places accessibles aux personnes en fauteuil roulant et aux sanitaires adaptés :

- les autres allées ont une largeur de 1,05 m au sol au minimum et de 0,90 m au minimum à partir d'une hauteur de 0,20 m par rapport au sol ;
- des espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour sont positionnés tous les 6 m au maximum ainsi qu'au croisement entre deux allées.

Dans les restaurants, les autres allées ont une largeur au moins égale à 0,60 m.

Article 7

Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales.

Les circulations intérieures verticales répondent aux dispositions suivantes :

Toute dénivellation des circulations horizontales supérieure ou égale à 1,20 m détermine un niveau décalé considéré comme un étage. Lorsque le bâtiment comporte un ascenseur, tous les étages comportant des locaux ouverts au public sont desservis.

Lorsque l'ascenseur, l'escalier ou l'équipement mobile n'est pas visible depuis l'entrée ou le hall du niveau principal d'accès au bâtiment, il y est repéré par une signalisation adaptée répondant aux exigences définies à l'annexe 3. Lorsqu'il existe plusieurs ascenseurs, escaliers ou équipements desservant de façon sélective les différents niveaux, cette signalisation aide l'utilisateur à choisir l'ascenseur, l'escalier ou l'équipement mobile qui lui convient. Pour les ascenseurs, cette information figure également à proximité des commandes d'appel. Le numéro ou la dénomination de chaque étage desservi par un ascenseur est accessible sur chaque

palier, à proximité de l'ascenseur, notamment par une signalétique en relief.

7.1. Escaliers

I. - Usages attendus :

Les escaliers peuvent être utilisés en sécurité par les personnes handicapées, y compris lorsqu'une aide appropriée est nécessaire. La sécurité des personnes est assurée par des aménagements ou équipements facilitant notamment le repérage des obstacles et l'équilibre tout au long de l'escalier.

II. - Caractéristiques minimales :

Les escaliers ouverts au public dans des conditions normales de fonctionnement répondent aux dispositions suivantes, que le bâtiment comporte ou non un ascenseur, un élévateur, un escalier mécanique ou un plan incliné mécanique :

1° Caractéristiques dimensionnelles :

La largeur minimale entre mains courantes est de 1 m.

Les marches répondent aux exigences suivantes :

- hauteur inférieure ou égale à 17 cm ;
- largeur du giron supérieure ou égale à 28 cm.

En l'absence de travaux ayant pour objet de changer les caractéristiques dimensionnelles des escaliers, les caractéristiques dimensionnelles initiales peuvent être conservées.

2° Sécurité d'usage :

En haut de l'escalier et sur chaque palier intermédiaire, un revêtement de sol permet l'éveil à la vigilance à une distance de 0,50 m de la première marche grâce à un contraste visuel et tactile. Pour une implantation plus efficace, permettant à une personne aveugle ou malvoyante de détecter cet éveil à la vigilance, cette distance peut être réduite à un giron de la première marche de l'escalier.

La première et la dernière marche sont pourvues d'une contremarche d'une hauteur minimale de 0,10 m, visuellement contrastée par rapport à la marche sur au moins 0,10 m de hauteur.

Les nez de marches répondent aux exigences suivantes :

- être contrastés visuellement par rapport au reste de l'escalier sur au moins 3 cm en horizontal ;
- être non glissants.

L'escalier comporte un dispositif d'éclairage répondant aux exigences définies à l'article 14.

3° Atteinte et usage :

L'escalier, quelle que soit sa conception, comporte une main courante de chaque côté. Dans le cas où leur installation dans un escalier existant aurait pour conséquence de réduire le passage à une largeur inférieure à 1 m, ou dans les escaliers à fût central de diamètre inférieur ou égal à 0,40 m, une seule main courante est exigée.

Toute main courante répond aux exigences suivantes :

- être située à une hauteur comprise entre 0,80 m et 1,00 m mesurée depuis le nez de marche. Toutefois, lorsqu'un garde-corps tient lieu de main courante, celle-ci devra être située pour des motifs de sécurité à la hauteur minimale requise pour le garde-corps ;
- se prolonger horizontalement de la longueur d'une marche au-delà de la première et de la dernière marche de chaque volée sans pour autant créer d'obstacle au niveau des circulations horizontales ;
- être continue, rigide et facilement préhensible. Dans les escaliers à fût central, une discontinuité de la main courante est autorisée dès lors que celle-ci permet son utilisation sans danger et que sa longueur est inférieure à 0,10 m ;
- être différenciée de la paroi support grâce à un éclairage particulier ou un contraste visuel.

7.2. Ascenseurs

I. - Usages attendus :

Tous les ascenseurs peuvent être utilisés par les personnes handicapées. Les caractéristiques et la disposition des commandes extérieures et intérieures à la cabine permettent, notamment, leur repérage et leur utilisation par ces personnes. Dans les ascenseurs, des dispositifs permettent de prendre appui et de recevoir par des moyens adaptés les informations liées aux mouvements de la cabine, aux étages desservis et au système d'alarme.

II. - Caractéristiques minimales :

S'il est procédé à l'installation d'un ascenseur, celui-ci respecte les dispositions décrites au I précédent. Les spécifications de la norme NF EN 81-70:2003 sont réputées satisfaire à ces exigences.

1. Un ascenseur est obligatoire :

1.1. Si l'effectif admis aux étages supérieurs ou inférieurs atteint ou dépasse cinquante personnes.

1.2. Lorsque l'effectif admis aux étages supérieurs ou inférieurs n'atteint pas cinquante personnes et que certaines prestations ne peuvent être offertes au rez-de-chaussée.

Le seuil de cinquante personnes est porté à cent personnes pour les établissements de 5e catégorie lorsqu'il existe des contraintes liées à la présence d'éléments participant à la solidité du bâtiment ainsi que pour les établissements d'enseignement quelle que soit sa catégorie.

1.3. Dans les restaurants comportant un étage, l'installation d'un ascenseur ou tout système présentant des caractéristiques équivalentes et remplissant les mêmes objectifs pour le desservir n'est pas exigé dès lors que l'effectif admis sur cet étage est inférieur à 25 % de la capacité totale du restaurant et que l'ensemble des prestations est offert à l'identique dans l'espace principal accessible.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, lorsqu'il existe des contraintes liées à la présence d'éléments participant à la solidité du bâtiment, les établissements hôteliers existants à la date du présent arrêté et classés, au sens de l'article D. 311-7 du code du tourisme, en catégorie 1 étoile, 2 étoiles ou 3 étoiles selon le classement en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté mais ne comportant pas plus de trois étages en sus du rez-de-chaussée, ou encore non classés mais offrant une gamme de prix et de prestations équivalentes, sont exonérés de l'obligation d'installer un ascenseur dès lors que les prestations et les chambres adaptées prévues à l'article 17 sont accessibles au rez-de-chaussée et que les chambres adaptées présentent une qualité d'usage de fonctionnement équivalente de celles situées en étage.

3. Tous les ascenseurs peuvent être utilisés par les personnes handicapées et sont conformes aux dispositions décrites au I précédent. Les spécifications de la norme NF EN 81-70:2003 sont réputées satisfaire à ces exigences.

Cependant, lorsqu'il existe des contraintes liées à la présence d'éléments participant à la solidité du bâtiment ne permettant pas d'appliquer les exigences, si un ou plusieurs ascenseurs existent dans le bâtiment, alors un au moins par batterie respecte les dispositions suivantes :

3.1. La signalisation palière du mouvement de la cabine respecte les exigences ci-après :

- un signal sonore prévient du début d'ouverture des portes ;
- deux flèches lumineuses d'une hauteur d'au moins 40 mm sont installées pour indiquer le sens du déplacement ;
- un signal sonore utilisant des sons différents pour la montée et la descente accompagne l'illumination des flèches.

3.2. La signalisation en cabine respecte les exigences ci-après :

- un indicateur visuel permet de connaître la position de la cabine. La hauteur des numéros d'étage est comprise entre 30 et 60 mm ;
- à l'arrêt de la cabine, un message vocal indique sa position.

3.3. En outre, un nouveau dispositif de demande de secours équipé de signalisations visuelle et sonore ou un dispositif de demande de secours existant faisant l'objet d'une modification comporte :

- un pictogramme illuminé jaune, en complément du signal sonore de transmission de la demande, pour indiquer que la demande de secours a été émise ;
- un pictogramme illuminé vert, en complément du signal sonore normalement requis (liaison phonique), pour indiquer que la demande de secours a été enregistrée ;
- une aide à la communication pour les personnes malentendantes, telle qu'une boucle magnétique.

Dans tous les cas, les signaux sonores et messages vocaux ont un niveau réglable entre 35 et 65 dB (A).

3.4. Lorsque tous les appareils d'une batterie d'ascenseur ne respectent pas les exigences prévues aux 3.1 à 3.3, une commande d'appel spécifique est installée à proximité immédiate de la batterie d'ascenseur afin d'attribuer une cabine répondant à ces exigences.

4. Un appareil élévateur vertical peut être installé à la place d'un ascenseur, dans les cas suivants :

- l'établissement est situé dans une zone où un plan de prévention du risque inondation, tel que prévu par le code de l'environnement ou la topographie du terrain ne permet pas l'aménagement d'un cheminement accessible ou ne garantit pas l'accessibilité de l'entrée de l'établissement ;
- à l'intérieur d'un établissement situé dans un cadre bâti existant.

4.1. Le choix du type de matériel se fait en fonction de la hauteur de course :

- un appareil élévateur vertical avec nacelle et sans gaine peut être installé jusqu'à une hauteur de 0,50 m ;
- un appareil élévateur vertical avec nacelle, gaine et portillon peut être installé jusqu'à une hauteur de 1,20 m ;

- un appareil élévateur vertical avec gaine fermée et avec porte peut être installé jusqu'à une hauteur de 3,20 m.
- un appareil élévateur satisfait aux règles de sécurité en vigueur. Notamment, un dispositif de protection empêche l'accès sous un appareil sans gaine lorsque celui-ci est en position haute.

4.2. Un appareil élévateur vertical respecte les caractéristiques minimales suivantes :

- la plate-forme élévatrice a une dimension utile minimale de 0,90 m × 1,40 m dans le cas d'un service simple ou opposé ou de 1,10 m × 1,40 m dans le cas d'un service en angle ;
- la plate-forme élévatrice peut soulever une charge de 250 kg/m² correspondant à une masse de 315 kg pour une plate-forme de dimension 0,90 m × 1,40 m.

La commande est positionnée de manière à être utilisable par une personne en fauteuil roulant.

La commande d'appel d'un appareil élévateur vertical avec gaine fermée est à enregistrement. Elle est située hors du débattement de la porte et ne gêne pas la circulation.

La porte ou le portillon d'entrée a une largeur nominale minimale de 0,90 m correspondant à une largeur minimale de passage utile de 0,83 m.

Pour être installé jusqu'à une hauteur de 3,20 m, un appareil élévateur vertical avec gaine fermée et avec porte présente une vitesse nominale comprise entre 0,13 et 0,15 m/s.

A l'intérieur d'un appareil élévateur vertical avec nacelle, les commandes à pression maintenue respectent les conditions suivantes :

- l'inclinaison de leur support est comprise entre 30° et 45° par rapport à la verticale ;
- la force de pression nécessaire pour activer les commandes doit être comprise entre 2 N et 5 N.

5. Les ascenseurs sont libres d'accès. Cette disposition ne s'applique pas aux établissements scolaires sous réserve qu'un dispositif permettant d'utiliser l'appareil en toute autonomie soit remis à l'élève concerné.

Les appareils élévateurs verticaux sont autant que possible libres d'accès. A défaut, un appareil élévateur vertical est assorti d'un dispositif permettant à la personne handicapée de signaler sa présence au personnel de l'établissement. Ce dispositif de signalement répond aux critères suivants :

- être situé à proximité du portillon ou de la porte d'entrée de l'appareil ;
- être facilement repérable ;
- être visuellement contrasté vis-à-vis de son support ;
- être situé au droit d'une signalisation visuelle, tel qu'un panneau, pour expliciter sa signification ;
- être situé à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m et à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant.

L'utilisateur est informé de la prise en compte de son appel.

Sauf dans les cas cités au 4 du présent article, un appareil élévateur ne peut remplacer un ascenseur que si une dérogation est obtenue dans les conditions fixées à l'article R. 111-19-10 du code de la construction et de l'habitation. Dans ce cas, l'appareil élévateur doit être d'usage permanent et respecter les réglementations en vigueur.

Un escalier mécanique ou un plan incliné mécanique ne peuvent pas remplacer ni un ascenseur obligatoire ni un appareil élévateur.

Article 8

Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques.

I. - Usages attendus :

Lorsque le cheminement courant se fait par un tapis roulant, un escalier mécanique ou un plan incliné mécanique, celui-ci peut être repéré et utilisé par des personnes ayant une déficience visuelle ou des difficultés à conserver leur équilibre.

Un tapis roulant, un escalier mécanique ou un plan incliné mécanique est doublé par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur.

II. - Caractéristiques minimales :

Pour l'application du I du présent article, ces équipements répondent aux dispositions suivantes :

1° Repérage :

Une signalisation adaptée répondant aux exigences définies à l'annexe 3 permet à un usager de choisir entre l'équipement mobile et un autre cheminement accessible.

2° Atteinte et usage :

Les mains courantes situées de part et d'autre de l'équipement accompagnent le déplacement.

L'équipement comporte un dispositif d'éclairage répondant aux exigences définies à l'article 14.

Le départ et l'arrivée des parties en mouvement sont mis en évidence par un contraste de couleur ou de lumière.

Article 9

Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds.

I. - Usages attendus :

Les revêtements de sol et les équipements situés sur le sol des cheminements sont sûrs et permettent une circulation aisée des personnes handicapées. Sous réserve de la prise en compte de contraintes particulières liées à l'hygiène ou à l'ambiance hygrométrique des locaux, les revêtements des sols, murs et plafonds ne créent pas de gêne visuelle ou sonore pour les personnes ayant une déficience sensorielle.

II. - Caractéristiques minimales :

Pour l'application du I du présent article, les dispositions suivantes sont respectées :

- qu'ils soient posés ou encastrés, les tapis fixes présentent la dureté nécessaire pour ne pas gêner la progression d'un fauteuil roulant. Ils ne créent pas de ressaut de plus de 2 cm ;

- les valeurs réglementaires de temps de réverbération et de surface équivalente de matériaux absorbants définies par les exigences acoustiques en vigueur sont respectées. Lorsqu'il n'existe pas de texte pour définir ces exigences, quel que soit le type d'établissement concerné, l'aire d'absorption équivalente des revêtements et éléments absorbants représente au moins 25 % de la surface au sol des espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public ainsi que des salles de restauration.

L'aire d'absorption équivalente A d'un revêtement absorbant est donnée par la formule :

$$A = S \times \alpha_w$$

où S désigne la surface du revêtement absorbant et α_w son indice d'évaluation unique de l'absorption acoustique.

Article 10

Dispositions relatives aux portes, portiques et sas.

I. - Usages attendus :

Toutes les portes situées sur les cheminements permettent le passage des personnes handicapées et peuvent être manœuvrées par des personnes ayant des capacités physiques réduites, y compris en cas de système d'ouverture complexe. Les portes comportant une partie vitrée importante peuvent être repérées par les personnes malvoyantes de toutes tailles et ne créent pas de gêne visuelle.

Les portes battantes et les portes automatiques peuvent être utilisées sans danger par les personnes handicapées.

Les sas permettent le passage et la manœuvre des portes pour les personnes handicapées.

Toutefois, lorsqu'un dispositif rendu nécessaire du fait de contraintes liées notamment à la sécurité ou à la sûreté s'avère incompatible avec les contraintes liées à un handicap ou à l'utilisation d'une aide technique, notamment dans le cas de portes à tambour, tourniquets ou sas cylindriques, une porte adaptée est installée à proximité de ce dispositif.

II. - Caractéristiques minimales :

Pour satisfaire aux exigences du I, les portes et sas répondent aux dispositions suivantes :

1° Caractéristiques dimensionnelles :

Les portes principales desservant des locaux ou zones accessibles pouvant recevoir 100 personnes ou plus ont une largeur de passage utile minimale de 1,20 m. Si les portes sont composées de plusieurs vantaux, la largeur nominale minimale du vantail couramment utilisé est de 0,80 m, soit une largeur de passage utile de 0,77 m.

Les portes principales permettant l'accès aux locaux accessibles pouvant recevoir moins de 100 personnes ont une largeur nominale minimale de 0,80 m, soit une largeur de passage utile minimale de 0,77 m.

Les portiques de sécurité ont une largeur de passage utile minimale de 0,77 m.

Un espace de manœuvre de porte dont les caractéristiques dimensionnelles sont définies à l'annexe 2 est nécessaire devant chaque porte, à l'exception :

- de celles ouvrant uniquement sur un escalier ;

- des portes des sanitaires, douches et cabines d'essayage ou de déshabillage non adaptés.

Les sas sont tels que :

- à l'intérieur du sas, un espace de manœuvre de porte existe devant chaque porte, hors débattement éventuel de la porte non manœuvrée ;
- à l'extérieur du sas, un espace de manœuvre de porte existe devant chaque porte.

Les caractéristiques dimensionnelles de ces espaces sont définies à l'annexe 2.

2° Atteinte et usage :

Les poignées de porte sont facilement préhensibles et manœuvrables en position « debout » comme « assis », ainsi que par une personne ayant des difficultés à saisir et à faire un geste de rotation du poignet ;

Lorsqu'une porte est à ouverture automatique, la durée d'ouverture permet le passage de personnes à mobilité réduite. Le système est conçu pour pouvoir détecter des personnes de toutes tailles.

Lorsqu'une porte comporte un système d'ouverture électrique, le déverrouillage est signalé par un signal sonore et lumineux.

L'effort nécessaire pour ouvrir la porte est inférieur ou égal à 50 N, que la porte soit ou non équipée d'un dispositif de fermeture automatique.

En cas de dispositifs liés à la sécurité ou la sûreté de l'établissement ou de l'installation, les personnes mises en difficulté par ces dispositifs peuvent se signaler à l'accueil, repérer la porte adaptée et la franchir sans difficulté.

3° Sécurité d'usage :

En cas de travaux ou de leur renouvellement, les portes ou leur encadrement ainsi que leur dispositif d'ouverture présentent un contraste visuel par rapport à leur environnement.

Les portes comportant une partie vitrée importante sont repérables ouvertes comme fermées, à l'aide d'éléments visuels contrastés par rapport à l'environnement immédiat visibles de part et d'autre de la paroi vitrée.

Article 11

Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.

I. - Usages attendus :

Les personnes handicapées peuvent accéder à l'ensemble des locaux ouverts au public et en ressortir de manière autonome.

Les équipements, le mobilier, les dispositifs de commande et de service situés dans les établissements recevant du public ou dans les installations ouvertes au public doivent être repérés, atteints et utilisés par les personnes handicapées. La disposition des équipements ne crée pas d'obstacle ou de danger pour les personnes ayant une déficience visuelle.

Lorsque plusieurs équipements ou éléments de mobilier ayant la même fonction sont mis à la disposition du public, un au moins par groupe d'équipements ou d'éléments de mobilier doit être repéré, atteint et utilisé par les personnes handicapées. Dans le cas d'équipements soumis à des horaires de fonctionnement, l'équipement adapté fonctionne en priorité.

II. - Caractéristiques minimales :

Pour satisfaire aux exigences du I, les équipements, le mobilier ainsi que les dispositifs de commande, de service et d'information fixes destinés au public, qu'ils soient situés à l'intérieur ou à l'extérieur, respectent les dispositions suivantes :

1° Repérage :

Les équipements et le mobilier sont repérables grâce notamment à un éclairage particulier ou à un contraste visuel.

Les dispositifs de commande sont repérables par un contraste visuel ou tactile.

2° Atteinte et usage :

Un espace d'usage dont les caractéristiques dimensionnelles sont définies à l'annexe 2 est nécessaire au droit de tout équipement, mobilier, dispositif de commande et de service situé à chaque étage accessible aux personnes en fauteuil roulant.

Un équipement ou un élément de mobilier au moins par groupe d'équipements ou d'éléments de mobilier est utilisable par une personne en position « debout » comme en position « assis ».

Pour être utilisable en position « assis », un équipement ou élément de mobilier présente les caractéristiques suivantes :

a) Hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m et à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant :

- pour une commande manuelle ;
- lorsque l'utilisation de l'équipement nécessite de voir, lire, entendre, parler ;

b) Hauteur maximale de 0,80 m et un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant, lorsqu'un élément de mobilier permet de lire un document, écrire, utiliser un clavier.

La disposition relative au vide en partie inférieure ne s'applique pas dès lors que l'équipement ou le mobilier est situé à un étage non accessible à une personne en fauteuil roulant.

Dans le cas de guichets d'information ou de vente manuelle, lorsque la communication avec le personnel est sonorisée, le dispositif de sonorisation est équipé d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique, signalé par un pictogramme.

Les établissements recevant du public de 1^{re} et 2^e catégories comportant plus de trois salles de réunion sonorisées accueillant chacune plus de cinquante personnes mettent à disposition des personnes mal-entendantes une boucle à induction magnétique portable.

Les éléments de signalisation et d'information répondent aux exigences définies à l'annexe 3.

Lorsqu'il existe un ou plusieurs points d'affichage instantané, toute information sonore est doublée par une information visuelle sur ce support.

Les interrupteurs mis à disposition du public ne sont pas à effleurement.

Article 12

Dispositions relatives aux sanitaires.

I. - Usages attendus :

Chaque niveau accessible, lorsque des sanitaires y sont prévus pour le public, comporte au moins un cabinet d'aisances adapté pour les personnes handicapées circulant en fauteuil roulant et comportant un lavabo accessible.

Cette disposition ne s'applique pas aux hôtels ne proposant que le service de restauration du petit déjeuner.

Les cabinets d'aisances adaptés sont installés, de préférence, au même emplacement que les autres cabinets d'aisances lorsque ceux-ci sont regroupés. Si cette disposition ne peut être respectée, les cabinets d'aisance adaptés séparés des cabinets d'aisance non accessibles sont signalés.

Lorsqu'il existe des cabinets d'aisances séparés pour chaque sexe, l'aménagement d'un cabinet d'aisances accessible n'est pas exigé pour chaque sexe. Dans ce cas, tout cabinet adapté pour les personnes handicapées pouvant être utilisé par des personnes de chaque sexe est accessible directement depuis les circulations communes et signalé par des pictogrammes rappelant la possibilité de leur utilisation par des personnes des deux sexes, handicapées ou non.

Les lavabos ou un lavabo au moins par groupe de lavabos sont accessibles aux personnes handicapées ainsi que les divers aménagements tels que notamment miroir, distributeur de savon, sèche-mains, patères.

II. - Caractéristiques minimales :

Pour satisfaire aux exigences du I, les sanitaires ouverts au public répondent aux dispositions suivantes :

1° Caractéristiques dimensionnelles :

Un cabinet d'aisances adapté pour les personnes handicapées présente les caractéristiques suivantes :

- comporter, en dehors du débâtement de porte, un espace d'usage accessible à une personne en fauteuil roulant tel que défini à l'annexe 2, situé latéralement par rapport à la cuvette ;
- comporter un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour dont les caractéristiques dimensionnelles sont définies à l'annexe 2, situé à l'intérieur du cabinet ou, à défaut, à l'extérieur.

Dans le cas où cet espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour est situé à l'extérieur du cabinet d'aisances adapté pour les personnes handicapées, il est situé devant la porte ou, à défaut, à proximité de celle-ci. Un espace de manœuvre de porte est nécessaire devant celle-ci.

2° Atteinte et usage :

Un cabinet d'aisances adapté pour les personnes handicapées présente les caractéristiques suivantes :

- il comporte un dispositif permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré ;
- il comporte un lave-mains accessible dont le plan supérieur est situé à une hauteur maximale de 0,85 m ;
- la surface d'assise de la cuvette est située à une hauteur comprise entre 0,45 m et 0,50 m du sol, abattant inclus, à l'exception des sanitaires destinés spécifiquement à l'usage d'enfants ;
- une barre d'appui latérale est prévue à côté de la cuvette, permettant le transfert d'une personne en fauteuil roulant et apportant une aide au relevage. La barre est située à une hauteur comprise entre 0,70 m et 0,80 m. Sa fixation ainsi que le support permettent à un adulte de prendre appui de tout son poids.

Un lavabo accessible présente un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant. Le choix de l'équipement ainsi que le choix et le positionnement de la robinetterie permettent un usage complet du lavabo en position assis.

Lorsque des urinoirs sont disposés en batterie, ils sont positionnés à des hauteurs différentes.

Article 13

Dispositions relatives aux sorties.

I. - Usages attendus :

Les sorties peuvent être aisément repérées, atteintes et utilisées par les personnes handicapées.

II. - Caractéristiques minimales :

Pour satisfaire aux exigences du I, les sorties utilisées par les usagers dans des conditions normales de fonctionnement de l'établissement ou de l'installation respectent les dispositions suivantes :

- chaque sortie est repérable de tout point où le public est admis, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une signalisation adaptée répondant aux exigences définies à l'annexe 3 ;
- la signalisation indiquant la sortie ne présente aucun risque de confusion avec le repérage des issues de secours.

Article 14

Dispositions relatives à l'éclairage.

I. - Usages attendus :

La qualité de l'éclairage, artificiel ou naturel, des circulations intérieures et extérieures est telle que l'ensemble du cheminement est traité sans créer de gêne visuelle. Les parties du cheminement qui peuvent être source de perte d'équilibre pour les personnes handicapées, les dispositifs d'accès et les informations fournies par la signalétique font l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée.

II. - Caractéristiques minimales :

Pour satisfaire aux exigences du I, le dispositif d'éclairage artificiel répond aux dispositions suivantes :

Il permet d'assurer des valeurs d'éclairement moyen horizontal mesurées au sol le long du parcours usuel de circulation en tenant compte des zones de transition entre les tronçons d'un parcours, d'au moins :

20 lux pour le cheminement extérieur accessible ainsi que les parcs de stationnement extérieurs et leurs circulations piétonnes accessibles ;

20 lux pour les parcs de stationnement intérieurs et leurs circulations piétonnes accessibles ;

200 lux au droit des postes d'accueil ;

100 lux pour les circulations intérieures horizontales ;

150 lux pour chaque escalier et équipement mobile.

Lorsque la durée de fonctionnement d'un système d'éclairage est temporisée, l'extinction est progressive. Dans le cas d'un fonctionnement par détection de présence, la détection couvre l'ensemble de l'espace concerné et deux zones de détection successives se chevauchent obligatoirement.

La mise en œuvre des points lumineux évite tout effet d'éblouissement direct des usagers en position « debout » comme « assis » ou de reflet sur la signalétique.

Article 15

Dispositions spécifiques applicables à certains types d'établissements.

Certaines dispositions architecturales et aménagements des établissements recevant du public ou installations ouvertes au public et des équipements visés aux articles 16 à 19, en raison de leur spécificité, satisfont à des obligations spécifiques définies par les articles suivants.

Article 16

Dispositions spécifiques applicables aux établissements recevant du public assis.

I. - Usages attendus :

Tout établissement ou installation accueillant du public assis reçoit les personnes handicapées dans les mêmes conditions d'accès et d'utilisation que celles offertes aux personnes valides. A cet effet, des emplacements accessibles par un cheminement praticable sont aménagés. Dans les restaurants ainsi que dans les salles à usage polyvalent ne comportant pas d'aménagements spécifiques, ces emplacements peuvent être dégagés lors de l'arrivée des personnes handicapées. Le nombre, les caractéristiques et la disposition de ces emplacements sont définis en fonction du nombre total de places offertes.

II. - Caractéristiques minimales :

Pour satisfaire aux exigences du I, les emplacements accessibles aux personnes en fauteuil roulant dans les établissements et installations recevant du public assis répondent aux dispositions suivantes :

1° Nombre :

Le nombre d'emplacements accessibles est d'au moins 2 jusqu'à 50 places et d'un emplacement supplémentaire par tranche ou fraction de 50 places en sus. Au-delà de 1 000 places, le nombre d'emplacements accessibles, qui ne saurait être inférieur à 20, est fixé par arrêté municipal.

Dès lors qu'une mezzanine n'est pas desservie par un ascenseur conformément à la possibilité offerte par l'article 7.2 (2), le nombre de places accessibles est tout de même calculé sur la capacité totale du restaurant. Les places accessibles sont alors localisées dans l'espace principal accessible.

2° Répartition :

Lorsque plusieurs places s'imposent, les places adaptées sont réparties en fonction des différentes catégories de places offertes au public.

3° Caractéristiques dimensionnelles :

Chaque emplacement accessible correspond à un espace d'usage dont les caractéristiques dimensionnelles sont définies à l'annexe 2.

Le cheminement d'accès à ces emplacements présente les mêmes caractéristiques que les circulations intérieures visées à l'article 6.

Les emmarchements des gradins et les gradins ne sont pas considérés comme des circulations intérieures verticales ou horizontales au sens du présent arrêté.

Article 17

Dispositions spécifiques relatives aux chambres des établissements comportant des locaux d'hébergement.

I. - Usages attendus :

Tout établissement disposant de locaux d'hébergement pour le public comporte des chambres aménagées et accessibles de manière à pouvoir être occupées par des personnes handicapées, à l'exception des établissements ne comportant pas plus de dix chambres, dont aucune n'est située au rez-de-chaussée ou en étage accessible par ascenseur.

Lorsque ces chambres comportent une salle d'eau, celle-ci est aménagée et accessible. Si ces chambres ne comportent pas de salle d'eau et s'il existe au moins une salle d'eau d'étage, celle-ci est aménagée et accessible depuis ces chambres par un cheminement accessible.

Lorsque ces chambres comportent un cabinet d'aisances, celui-ci est aménagé et accessible. Si ces chambres ne comportent pas de cabinet d'aisances, un cabinet d'aisances indépendant et accessible de ces chambres est aménagé à cet étage.

Une chambre non adaptée peut être utilisée par une personne présentant une déficience visuelle, auditive ou mentale.

II. - Caractéristiques minimales :

II.1. Pour satisfaire aux exigences du I, les dispositions relatives à l'ensemble des chambres sont les suivantes :

Toutes les chambres répondent aux dispositions suivantes :

- une prise de courant au moins est située à proximité immédiate de la tête de lit et, pour les établissements disposant d'un réseau de téléphonie interne, une prise téléphone est reliée à ce réseau ;

- le numéro ou la dénomination de chaque chambre figure en relief sur la porte, présente une taille suffisante et un contraste visuel par rapport à son environnement et est positionné dans le champ de vision du client.

Les équipements installés en hauteur tels que les écrans de télévision sont installés en dehors du cheminement ou à une hauteur supérieure à 2,20 m, au fur et à mesure de leur renouvellement.

II.2. Pour satisfaire aux exigences du I, les dispositions relatives aux chambres adaptées sont les suivantes :

Les établissements comportant des locaux d'hébergement pour le public, notamment les établissements d'hébergement hôtelier ainsi que tous les établissements comportant des locaux à sommeil, notamment les hôpitaux et les internats, comportent des chambres adaptées répondant aux dispositions suivantes :

a) Nombre

Pour les établissements d'hébergement de personnes âgées dépendantes ou de personnes présentant un handicap moteur, l'ensemble des chambres ou logements, salles d'eau, douches et cabinet d'aisance sont adaptés.

Pour les autres établissements, le nombre minimal de chambres adaptées est défini de la façon suivante :

1 chambre si l'établissement ne comporte pas plus de 20 chambres ;

2 chambres si l'établissement ne compte pas plus de 50 chambres ;

1 chambre supplémentaire par tranche ou fraction de 50 chambres supplémentaire au-delà de 50.

Les chambres adaptées sont réparties entre les différents niveaux accessibles.

2° Caractéristiques dimensionnelles :

Une chambre adaptée comporte en dehors du débatement de porte éventuel et de l'emprise d'un lit de 1,40 m × 1,90 m :

- un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour dont les caractéristiques dimensionnelles sont définies à l'annexe 2 ;
- un passage d'au moins 0,90 m sur au moins un grand côté du lit.

Dans les établissements où les règles d'occupation ne prévoient qu'une personne par chambre ou couchage, le lit à prendre en compte est de dimensions 0,90 m × 1,90 m.

Lorsque le lit est fixé au sol, le plan de couchage est situé à une hauteur comprise entre 0,40 m et 0,50 m du sol.

Le cabinet de toilette intégré à la chambre ou l'une au moins des salles d'eau à usage collectif situées à l'étage comporte :

- une douche sans ressaut de plus de 2 cm équipée :
- de barres d'appui permettant le transfert d'une personne en fauteuil roulant ;
- d'un équipement permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui en position « debout » ;
- d'un espace d'usage tel que défini à l'annexe 2 placé latéralement à l'équipement permettant de s'asseoir ;
- en dehors du débatement de porte et des équipements fixes, un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour dont les caractéristiques dimensionnelles sont définies à l'annexe 2.

Le cabinet d'aisances intégré à la chambre ou l'un au moins des cabinets d'aisances à usage collectif situés à l'étage offre dès la livraison, en dehors du débatement de porte, un espace d'usage accessible à une personne en fauteuil roulant tel que défini à l'annexe 2, situé latéralement par rapport à la cuvette. Ce cabinet est équipé d'une barre d'appui latérale permettant le transfert de la personne depuis le fauteuil vers la cuvette et réciproquement. La barre est située à une hauteur comprise entre 0,70 m et 0,80 m. Sa fixation ainsi que le support permettent à un adulte de prendre appui de tout son poids.

Dans les établissements hôteliers et les établissements comportant des locaux d'hébergement existants, seules les portes permettant de desservir et d'accéder aux chambres adaptées et aux services collectifs ont une largeur minimale de passage utile de 0,83 m. Dans le cas où une porte située en amont du cheminement présente une largeur inférieure, la largeur minimale de passage utile de la porte de la chambre adaptée ou des locaux de services collectifs est égale à celle de la porte située en amont, avec un minimum de 0,77 m.

Article 18

Dispositions spécifiques relatives aux cabines et aux espaces à usage individuel.

I. - Usages attendus :

Lorsque des prestations identiques sont offertes dans des cabines ou des espaces à usage individuel, tels que des cabines d'habillage ou de déshabillage, de soins ou de douche, l'établissement comporte des cabines ou des espaces adaptés aux personnes handicapés et accessibles par un cheminement praticable.

Ces cabines ou ces espaces adaptés sont installés au même emplacement que les autres cabines ou espaces lorsque ceux-ci sont regroupés.

Lorsqu'il existe des cabines ou espaces séparés pour chaque sexe, au moins une cabine ou espace adapté et séparé pour chaque sexe est installé.

II. - Caractéristiques minimales :

Pour satisfaire aux exigences du I, les cabines ou espaces adaptés respectent les dispositions suivantes :

1° Nombre

Le nombre minimal de cabines ou d'espaces adaptés est défini de la façon suivante :

1 cabine ou espace adapté si l'établissement n'en comporte pas plus de 20.

A l'occasion de travaux, le nombre minimal de cabine ou d'espace adapté est réévalué de la façon suivante :

2 cabines ou espaces adaptés si l'établissement n'en comporte plus de 50 ;

1 cabine ou espace supplémentaire par tranche ou portion de 50.

2° Atteinte et usage

Les cabines ou espaces à usage individuel adaptés comportent en dehors du débatement de porte éventuel :

- un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour dont les caractéristiques dimensionnelles sont définies à l'annexe 2 ;
- un équipement permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui en position « debout ».

Les douches adaptées comportent :

- un siphon de sol ;
- un équipement permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui en position « debout » ;
- en dehors du débattement de porte, un espace d'usage accessible à une personne en fauteuil roulant tel que défini à l'annexe 2, situé latéralement par rapport à l'équipement permettant de s'asseoir ;
- un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour dont les caractéristiques dimensionnelles sont définies à l'annexe 2, situé à l'intérieur de la douche adaptée ou, à défaut, à l'extérieur.

Dans le cas où cet espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour est situé à l'extérieur de la douche adaptée pour les personnes handicapées, il est situé devant la porte ou devant l'entrée de la douche ou à défaut à proximité de celle-ci. Lorsqu'elle existe, un espace de manœuvre de manœuvre de porte est nécessaire devant celle-ci. La porte est en outre équipée d'un dispositif permettant de la fermer derrière soi une fois entré.

- des équipements accessibles en position « assis », notamment des patères, robinetterie, sèche-cheveux, miroirs, dispositifs de fermeture des portes.

Article 19

Dispositions spécifiques relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs ou équipements disposés en batterie ou en série.

I. - Usages attendus :

Lorsqu'il existe des caisses de paiement ou des dispositifs ou équipements disposés en batterie ou en série, un nombre minimal de caisses ou dispositifs ou équipements disposés en batterie ou en série, défini en fonction du nombre total de caisses ou de dispositifs ou équipements disposés en batterie ou en série, sont adaptés et accessibles par un cheminement praticable et l'un d'entre eux est prioritairement ouvert.

II. - Caractéristiques minimales :

Les caisses de paiement et les dispositifs ou équipements adaptés sont répartis de manière uniforme.

Lorsque ces caisses de paiement ou dispositifs ou équipements disposés en batterie ou en série sont localisés sur plusieurs niveaux, ces obligations s'appliquent à chaque niveau.

1° Nombre

Le nombre minimal de caisses de paiement ou de dispositifs ou équipements disposés en batterie ou en série adaptés est d'une caisse ou de dispositifs ou équipement par tranche de vingt, arrondi à l'unité supérieure.

Lorsqu'il n'existe qu'une seule caisse de paiement, celle-ci est accessible aux personnes handicapées.

2° Caractéristiques dimensionnelles

Les caisses de paiement ou dispositifs ou équipements disposés en batterie ou en série sont conçus et disposés de manière à permettre leur usage par une personne en fauteuil roulant. La largeur minimale du cheminement d'accès aux caisses de paiement ou dispositifs ou équipements disposés en batterie ou en série adaptés est de 0,90 m.

Les caisses de paiement ou dispositifs ou équipements disposés en batterie ou en série sont munis d'un affichage directement lisible par l'utilisateur afin de permettre aux personnes sourdes ou malentendantes de recevoir l'information sur le prix à payer.

Article 20

Dans les lieux publics collectifs, le sous-titrage en français est activé sur les téléviseurs si ceux-ci disposent de cette fonctionnalité.

Dans les lieux publics privatifs tels que les chambres d'hôtel, des notices simplifiées indiquent comment activer le sous-titrage et l'audiodescription.

Article 21

L'arrêté du 21 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-8 et R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public est abrogé.

Article 22

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter du 1er janvier 2015. Elles s'appliquent aux demandes de permis de construire et aux demandes d'autorisations de construire, aménager ou modifier un établissement recevant du public déposées à compter de cette date.

Article 23

Le directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

ANNEXE 1

GABARIT D'ENCOMBREMENT DU FAUTEUIL ROULANT

Les exigences réglementaires sont établies sur la base d'un fauteuil roulant occupé dont les dimensions d'encombrement sont de 0,75 m x 1,25 m.

ANNEXE 2

BESOINS D'ESPACES LIBRES DE TOUT OBSTACLE

Les personnes concernées par le handicap moteur (personnes en fauteuil roulant ou personnes avec des cannes) ont besoin d'espaces libres de tout obstacle pour trois raisons principales :

- se reposer ;
- effectuer une manœuvre ;
- utiliser un équipement ou un dispositif quelconque.

Ces espaces sont horizontaux au dévers près (3 %).

Caractéristiques dimensionnelles des différents espaces libres

TYPE D'ESPACE	CARACTÉRISTIQUES DIMENSIONNELLES
1. Palier de repos	
Le palier de repos permet à une personne debout mais à mobilité réduite ou à une personne en fauteuil roulant de se reprendre, de souffler.	Le palier de repos s'insère en intégralité dans le cheminement. Il correspond à un espace rectangulaire de dimensions minimales 1,20 m x 1,40 m.
2. Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour	
L'espace de manœuvre permet la manœuvre du fauteuil roulant mais aussi d'une personne avec une ou deux cannes.	L'espace de manœuvre reste lié au cheminement mais avec une exigence de largeur minimale correspondant à un Ø 1,50 m.
Il permet de s'orienter différemment ou de faire demi-tour.	Un chevauchement partiel d'au maximum 25 cm est possible entre l'espace permettant à un utilisateur de fauteuil roulant de faire demi-tour et l'espace de débatement de la porte, à l'exception de la porte du cabinet d'aisances. Un chevauchement de l'espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour d'une largeur de 15 cm est autorisé sous la vasque du lave-mains ou du lavabo accessibles.
3. Espace de manœuvre de porte	
Qu'une porte soit située latéralement ou perpendiculairement à l'axe d'une circulation, l'espace de manœuvre nécessaire correspond à un rectangle de même largeur que la circulation mais dont la longueur varie selon qu'il faut pousser ou tirer la porte.	Deux cas de figure : - ouverture en poussant : la longueur minimale de l'espace de manœuvre de porte est de 1,70 m ; - ouverture en tirant : la longueur minimale de l'espace de manœuvre de porte est de 2,20 m.
Cas particulier des sas d'isolement : ils ont pour fonction d'éviter la propagation des effets d'un incendie provenant de locaux dangereux (parc de stationnement, celliers et caves regroupés, etc.) au reste du bâtiment. Les deux portes s'ouvrent à l'intérieur du sas : lorsqu'un usager handicapé franchit une porte un autre usager peut ouvrir l'autre porte.	Sas d'isolement : - à l'intérieur du sas, devant chaque porte, l'espace de manœuvre correspond à un espace rectangulaire d'au moins 1,20 m x 2,20 m ; - à l'extérieur du sas, devant chaque porte, l'espace de manœuvre correspond à un espace rectangulaire d'au moins 1,20 m x 1,70 m.
4. Espace d'usage	
L'espace d'usage permet le positionnement du fauteuil roulant ou d'une personne avec une ou deux cannes pour utiliser un équipement ou un dispositif de commande ou de service.	L'espace d'usage est situé à l'aplomb de l'équipement, du dispositif de commande ou de service (sauf pour les équipements situés dans des étages non accessibles aux personnes circulant en fauteuil roulant). Il correspond à un espace rectangulaire de 0,80 m x 1,30 m.

ANNEXE 3

INFORMATION ET SIGNALISATION

Lorsque des informations permanentes sont fournies aux visiteurs par le moyen d'une signalisation visuelle ou sonore, celles-ci peuvent être reçues et interprétées par un visiteur handicapé.

Les éléments d'information et de signalisation sont visibles et lisibles par tous les usagers et constituent une chaîne continue d'information tout le long du cheminement. En outre, les éléments de signalisation sont compréhensibles notamment par les personnes atteintes de déficience mentale. Seules les informations fournies de façon permanente aux usagers sont concernées.

Visibilité	<p>Les informations sont regroupées :</p> <p>Les supports d'information répondent aux exigences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - être contrastés par rapport à leur environnement immédiat ; - permettre une vision et une lecture en position debout comme en position assis ; - être choisis, positionnés et orientés de façon à éviter tout effet d'éblouissement, de reflet ou de contre-jour dû à l'éclairage naturel ou artificiel ; - s'ils sont situés à une hauteur inférieure à 2,20 m, permettre à une personne malvoyante de s'approcher à moins de 1 m.
Lisibilité	<p>Les informations données sur ces supports répondent aux exigences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - être fortement contrastées par rapport au fond du support. <p>La hauteur des caractères d'écriture est proportionnée aux circonstances : elle dépend notamment de l'importance de l'information délivrée, des dimensions du local et de la distance de lecture de référence fixée par le maître d'ouvrage en fonction de ces éléments.</p> <p>Lorsque les informations ne peuvent être fournies aux usagers sur un autre support, la hauteur des caractères d'écriture ne peut en aucun cas être inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 15 mm pour les éléments de signalisation et d'information relatifs à l'orientation ; - 4,5 mm sinon.
Compréhension	<p>La signalisation recourt autant que possible à des icônes ou à des pictogrammes doublés par une information écrite.</p> <p>Les informations écrites recourent autant que possible aux lettres bâton. Ces informations sont concises, faciles à lire et à comprendre.</p> <p>Lorsqu'ils existent, le recours aux pictogrammes normalisés s'impose.</p> <p>Lorsque la signalétique repose sur un code, utilisant notamment différentes couleurs, celui-ci est homogène et continu dans tout l'établissement et sur tous les supports de communication.</p>

ANNEXE 4

DéTECTION DES OBSTACLES EN SAILLIE LATÉRALE OU EN PORTE À FAUX

HAUTEUR LIBRE sous l'obstacle (HL)	NOMBRE ET POSITIONNEMENT du ou des dispositifs d'aide à la détection d'obstacle en saillie latérale ou en porte à faux
$hl \geq 2,20$ m	Aucun dispositif nécessaire.
Cas n° 1 : $1,40 \text{ m} < hl < 2,20$ m	Au moins deux dispositifs nécessaires, positionnés : - l'un à une hauteur comprise entre 0,75 m et 0,90 m au dessus du sol ; - l'autre à une hauteur comprise entre 0,15 et 0,40 m au dessus du sol.
Cas n° 2 : $0,40 \text{ m} < hl < 1,40$ m	Au moins un dispositif nécessaire, positionné à une hauteur comprise entre 0,15 et 0,40 m au dessus du sol.

Vous pouvez consulter l'image dans le fac-similé du JO n° 0288 du 13/12/2014, texte n° 49

Cas n° 1 : deux dispositifs de rappel sont nécessaires

Vous pouvez consulter l'image dans le fac-similé du JOn° 0288 du 13/12/2014, texte n° 49

Cas n° 2 : un dispositif de rappel est nécessaire

ANNEXE 5

DÉTECTION DES MOBILIERS, BORNES ET POTEAUX

Les dimensions des mobiliers, bornes et poteaux sont déterminées conformément au schéma ci-dessous et compte tenu des précisions suivantes :

- hauteur minimale de 50 centimètres ;
- dimensions minimales de volumétrie :
- la largeur ou le diamètre minimal de la base diminue à mesure que sa hauteur augmente
- si la borne ou le poteau a une hauteur de 0,50 m, sa largeur ou son diamètre ne peut être inférieur à 0,28 mètre ;
- la hauteur du poteau est de 1,10 mètre au minimum pour un diamètre ou une largeur de 0,06 mètre.

Si la borne ou le poteau a une hauteur supérieure à 0,50 m, la largeur ou le diamètre minimal de la base diminue à mesure que sa hauteur augmente.

Des resserrlements ou évidements sont acceptés au-dessus de 0,50 m de hauteur. Pour les bornes et poteaux comportant un resserrlement ou un évidement, un contraste visuel est réalisé sur sa partie sommitale sur une hauteur d'au moins 0,10 m, afin de veiller à la sécurité des déplacements des personnes aveugles ou malvoyantes.

Vous pouvez consulter l'image dans le fac-similé du JO n° 0288 du 13/12/2014, texte n° 49

Détection minimale des obstacles présents sur le cheminement pour être détectés par une personne aveugle ou malvoyante

ANNEXE 6

BANDES DE GUIDAGE TACTILE AU SOL

Une bande de guidage tactile au sol est un repère visuel et tactile continu. Elle a pour objectif de permettre à une personne présentant une déficience visuelle de se déplacer sur un cheminement accessible. Elle peut également être une aide pour les personnes ayant des difficultés de repérage dans l'espace et pour les personnes présentant une déficience mentale ou cognitive. Elles peuvent être installées aux abords et dans les établissements recevant du public et dans les installations ouvertes au public.

Une bande de guidage tactile au sol présente les caractéristiques suivantes :

- elle est constituée de nervures en relief positif détectables à la canne et permettant le guidage ;
- elle présente une largeur permettant sa détectabilité et son repérage ;
- elle est visuellement contrastée par rapport à son environnement immédiat ;
- elle est non glissante ;
- elle est non déformable ;
- elle ne présente pas de gêne pour les personnes à mobilité réduite.

ANNEXE 7

BANDES D'ÉVEIL À LA VIGILANCE

Une bande d'éveil à la vigilance a pour objectif d'éveiller la vigilance des personnes présentant une déficience visuelle par détection tactile et visuelle.

Elles peuvent être installées dans les parties extérieures des établissements recevant du public et dans les installations ouvertes au public.

Une bande d'éveil à la vigilance présente les caractéristiques suivantes :

- elle est constituée de plots régulièrement espacés ;
- sa largeur est suffisante pour être détectée à la canne et pour ne pas être enjambée par le piéton ;
- elle est visuellement contrastée par rapport à son environnement immédiat ;
- elle est non glissante ;
- elle ne présente pas de gêne pour les personnes présentant des difficultés pour se déplacer ;
- elle est placée à une distance de la zone de danger correspondant au pas de freinage.

ANNEXE 8

DISPOSITIFS RÉPÉTITEURS DE FEUX DE CIRCULATION À L'USAGE DES PERSONNES AVEUGLES OU MALVOYANTES

Un dispositif répéteur de feux de circulation à l'usage des personnes aveugles ou malvoyantes est un signal piéton qui peut être

sonore ou tactile. Dans les deux cas, il présente les caractéristiques suivantes :

- il est implanté de façon à être naturellement accessible par un piéton en attente ;
- il est synchrone avec les messages transmis visuellement par les feux de circulation piétons.

Les dispositifs répéteurs de feux de circulation à l'usage des personnes aveugles ou malvoyantes peuvent être installés aux abords des établissements recevant du public et dans les installations ouvertes au public.

Un dispositif répéteur de feux de circulation sonore peut être activé soit par un bouton poussoir, soit par une télécommande ou tout autre moyen d'activation à distance. Un dispositif répéteur de feux de circulation sonore présente les caractéristiques suivantes :

- le niveau de pression acoustique du message sonore est adapté aux conditions du site ;
- lorsqu'il existe, le bouton poussoir est contrasté par rapport à son environnement immédiat et facilement actionnable ;
- lorsqu'il existe, le bouton poussoir est facilement actionnable.

Un dispositif répéteur de feux de circulation tactile est activé en permanence. Il permet à une personne présentant une déficience visuelle d'obtenir les informations de circulation par le toucher ; Il présente les caractéristiques suivantes :

- il ne présente pas d'arête vive ;
- il peut être constitué soit d'un boîtier vibrant, soit d'un cône tournant ;
- il est visuellement contrasté par rapport à son environnement immédiat.

ANNEXE 9

SYSTÈMES DE BOUCLES D'INDUCTION UTILISÉE À DES FINS DE CORRECTION AUDITIVE - INTENSITÉ DU CHAMP MAGNÉTIQUE

Un système de boucle d'induction audio-fréquences produit un champ magnétique destiné à produire un signal d'entrée aux appareils de correction auditive fonctionnant avec une bobine d'induction captrice.

Le site d'installation du système de boucle d'induction audio-fréquences présente les caractéristiques suivantes :

- le niveau de bruit de fond magnétique est tel qu'il n'altère pas la qualité d'écoute du message sonore ;
- les éventuels signaux situés dans le voisinage n'interfèrent pas avec le signal émis par le système.

La procédure de mise en condition du système inclut un essai en situation normale de fonctionnement. Il est souhaitable que des utilisateurs d'appareils de correction auditive soient présents lors de l'installation du système ou lors de modifications importantes. La réponse en fréquence du champ magnétique garantit une bonne qualité de reproduction du signal sonore.

Fait le 8 décembre 2014.

La ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité,

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages,

L. Girometti

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages,

L. Girometti

Document d'aide à l'accueil des personnes handicapées

Bien accueillir les personnes handicapées

I. Accueillir les personnes handicapées

Voici quelques conseils généraux et communs à tous les types de handicap :

- Montrez-vous disponible, à l'écoute et faites preuve de patience.
- Ne dévisagez pas la personne, soyez naturel.
- Considérez la personne handicapée comme un client, un usager ou un patient ordinaire : adressez-vous à elle directement et non à son accompagnateur s'il y en a un, ne l'infantilisez pas et vouvoyez-la.
- Proposez, mais n'imposez jamais votre aide.

Attention : vous devez accepter dans votre établissement les chiens guides d'aveugles et les chiens d'assistance. Ne les dérangez pas en les caressant ou les distrayant : ils travaillent.

II. Accueillir des personnes avec une déficience motrice

1) Principales difficultés rencontrées par ces personnes

- + Les déplacements ;
- + Les obstacles dans les déplacements : marches et escaliers, les pentes ;
- + La largeur des couloirs et des portes ;
- + La station debout et les attentes prolongées ;
- + Prendre ou saisir des objets et parfois la parole.



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE



MINISTÈRE DE LA COHESION DES TERRITOIRES

2) Comment les pallier ?

- Assurez-vous que les espaces de circulation sont suffisamment larges et dégagés.
- Mettez, si possible, à disposition des bancs et sièges de repos.
- Informez la personne du niveau d'accessibilité de l'environnement afin qu'elle puisse juger si elle a besoin d'aide ou pas.

III. Accueillir des personnes avec une déficience sensorielle

A/ Accueillir des personnes avec une déficience auditive

1) Principales difficultés rencontrées par ces personnes

- + La communication orale ;
- + L'accès aux informations sonores ;
- + Le manque d'informations écrites.



2) Comment les pallier ?

- Vérifiez que la personne vous regarde pour commencer à parler.
- Parlez face à la personne, distinctement, en adoptant un débit normal, sans exagérer l'articulation et sans crier.
- Privilégiez les phrases courtes et un vocabulaire simple.
- Utilisez le langage corporel pour accompagner votre discours : pointer du doigt, expressions du visage...
- Proposez de quoi écrire.
- Veillez à afficher, de manière visible, lisible et bien contrastée, les prestations proposées, et leurs prix.

B/ Accueillir des personnes avec une déficience visuelle

1) Principales difficultés rencontrées par ces personnes

- + Le repérage des lieux et des entrées ;
- + Les déplacements et l'identification des obstacles ;
- + L'usage de l'écriture et de la lecture.



2) Comment les pallier ?

- Présentez-vous oralement en donnant votre fonction. Si l'environnement est bruyant, parlez bien en face de la personne.
- Informez la personne des actions que vous réalisez pour la servir. Précisez si vous vous éloignez et si vous revenez.
- S'il faut se déplacer, proposez votre bras et marchez un peu devant pour guider, en adaptant votre rythme.
- Informez la personne handicapée sur l'environnement, en décrivant précisément et méthodiquement l'organisation spatiale du lieu, ou encore de la table, d'une assiette...
- Si la personne est amenée à s'asseoir, guidez sa main sur le dossier et laissez-la s'asseoir.
- Si de la documentation est remise (menu, catalogue...), proposez d'en faire la lecture ou le résumé.
- Veillez à concevoir une documentation adaptée en gros caractères (lettres bâton, taille de police minimum 4,5 mm) ou imagée, et bien contrastée.
- Certaines personnes peuvent signer des documents. Dans ce cas, il suffit de placer la pointe du stylo à l'endroit où elles vont apposer leur signature.
- N'hésitez pas à proposer votre aide si la personne semble perdue.

IV. Accueillir des personnes avec une déficience mentale



A/ Accueillir des personnes avec une déficience intellectuelle ou cognitive

1) Principales difficultés rencontrées par ces personnes

- + La communication (difficultés à s'exprimer et à comprendre) ;
- + Le déchiffrage et la mémorisation des informations orales et sonores ;
- + La maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul ;
- + Le repérage dans le temps et l'espace ;
- + L'utilisation des appareils et automates.

2) Comment les pallier ?

- Parlez normalement avec des phrases simples en utilisant des mots faciles à comprendre. N'infantilisez pas la personne et vouvoyez-la.
- Laissez la personne réaliser seule certaines tâches, même si cela prend du temps.
- Faites appel à l'image, à la reformulation, à la gestuelle en cas d'incompréhension.
- Utilisez des écrits en « facile à lire et à comprendre » (FALC).
- Proposez d'accompagner la personne dans son achat et de l'aider pour le règlement.

B/ Accueillir des personnes avec une déficience psychique

1) Principales difficultés rencontrées par ces personnes

- + Un stress important ;
- + Des réactions inadaptées au contexte ou des comportements incontrôlés ;
- + La communication.

2) Comment les pallier ?

- Dialoguez dans le calme, sans appuyer le regard.
- Soyez précis dans vos propos, au besoin, répétez calmement.
- En cas de tension, ne la contredisez pas, ne faites pas de reproche et rassurez-la.

Pour en savoir plus sur la manière d'accueillir une personne handicapée : http://www.developpement-durable.gouv.fr/Bien_accueillir_les_personnes.html

Conçu par la BMA en partenariat avec : AFAPJ, CCEI, CEPSAA, CGAD, CGPM, FCD, SYNBOURCA, UMH, UNAFEL

Copyright - Evaluation - BMA, MEF, M/SPSM, AN2 / Brest Cedex 03

CATEGORIES DES ERP

Les catégories des établissements recevant du public sont déterminées en fonction de la capacité d'accueil du bâtiment, y compris les travailleurs (sauf pour la 5e catégorie).

Le classement d'un établissement est validé par la commission de sécurité à partir des informations transmises par l'exploitant de l'établissement dans le dossier de sécurité déposé en mairie.

EFFECTIF ADMISSIBLE	CATEGORIES ERP
À partir de 1 501 personnes	1
De 701 à 1 500 personnes	2
De 301 à 700 personnes	3
Jusqu'à 300 personnes	4
En fonction de seuils d'assujettissement	5

NATURE DE L'EXPLOITATION	TYPE	SEUIL AJUSTEMENT 5 ^{ème} CATEGORIE		
		ENSEMBLE DES NIVEAUX	SOUS SOL	ETAGES
Structure d'accueil pour personnes âgées	J	25 résidents (100 en effectif total)	(Pas de seuil)	(Pas de seuil)
Structure d'accueil personnes handicapées	J	20 résidents (100 en effectif total)	(Pas de seuil)	(Pas de seuil)
Salle d'audition, de conférence, multimédia Salle de réunion, de quartier, réservée aux associations	L	200	100	(Pas de seuil)
Salle de spectacle (y compris cirque non forain) ou de cabaret Salle de projection, multimédia Salle polyvalente à dominante sportive de plus de 1 200 m ² ou d'une hauteur sous plafond de moins de 6,50 m	L	50	20	(Pas de seuil)
Magasin de vente et centre commercial	M	200	100	100
Restaurant et débit de boisson	N	200	100	200
Hôtel, pension de famille, résidence de tourisme	O	100	(Pas de seuil)	(Pas de seuil)
Salles de danse et salle de jeux	P	120	20	100
Établissement d'enseignement et de formation Internat des établissements de l'enseignement primaire et secondaire Centre de vacance et centre de loisirs (sans hébergement)	R	200	100	100

NATURE DE L'EXPLOITATION	TYPE	SEUIL AJUSTEMENT 5 ^{ème} CATEGORIE		
		ENSEMBLE DES NIVEAUX	SOUS SOL	ETAGES
Crèche, école maternelle, halte-garderie, jardin d'enfants	R	100	Interdit	20 (si un seul niveau situé en étage)
Bibliothèque et centre de documentation	S	200	100	100
Salle d'exposition	T	200	100	100
Établissement de santé public ou privé, clinique, hôpital, pouponnière, établissement de cure thermale	U	Sans hébergement : 100 Avec hébergement : 20	(Pas de seuil)	(Pas de seuil)
Lieu de culte	V	300	100	200
Administration, banque, bureau (sauf si le professionnel ne reçoit pas de clientèle dans son bureau)	W	200	100	100
Établissement sportif clos et couvert, salle omnisports, patinoire, manège, piscine couverte, transformable ou mixte Salle polyvalente sportive de moins de 1 200 m ² ou d'une hauteur sous plafond de plus de 6,50 m	X	200	100	100
Musée	Y	200		
Établissement de plein air	PA	300		
Chapiteau, tente et structure	CTS	(Pas de seuil)		
Structure gonflable	SG	(Pas de seuil)		
Parcs de stationnement couvert	PS	(Pas de seuil)		
Gare (pour sa partie accessible au public)	GA	(Pas de seuil)		
Hôtel-restaurant d'altitude	OA	20		
Établissement flottant	EF	(Pas de seuil)		
Refuge de montagne	REF	(Pas de seuil)		

PROCES VERBAL DE RÉCEPTION

<u>Opération :</u> <p style="text-align: center;">Programme 2016 – Mise en accessibilité des ERP</p>	<u>Adresse de l'opération :</u> <p style="text-align: center;">ERP COM COM BASSÉE MONTOIS</p>
<u>Lot :</u> Menuiseries intérieures et extérieures	<u>Ordre de service n°</u> 10314

Le 24 mars 2017, nous soussignés,

Le Maître d'Ouvrage :

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
 12, rue Joseph Bara
 77480 BRAY SUR SEINE

Représentée par **Jean-Pierre BOURLET**

Assisté du maître d'œuvre

Dominique BON Ingénierie
 8 bis, rue du Stade
 77114 HERMÉ

Représentée par **Alicia JULÉ**

L'Entrepreneur :

Juan MONTERO
 6, rue de la Breche
 51260 ANGLURE

Représentée par **Juan MONTERO**

A la demande de l'Entrepreneur, et sur proposition du Maître d'œuvre, déclarons :

Admission pure et simple (réception sans réserves) : que l'Entrepreneur a satisfait aux conditions stipulées par la commande ci-dessus désignée et qu'il y a lieu de prononcer la réception de l'ouvrage. Celle-ci prend effet le 24/03/2017

Admission avec réserves : que, sous réserve de l'exécution des travaux énumérés dans la liste jointe, la réception de l'ouvrage soit prononcée avec effet au

Ajournement : que, en raison des omissions, imperfections ou malfaçons dont les principales sont énumérées dans la liste jointe, la réception de l'ouvrage est ajournée et reportée au

Fait, à Donnemarie Dontilly le 24 mars 2017, en 3 exemplaires dont 1 pour chacune des parties.

Le Maître d'ouvrage Nom : Jean-Pierre BOURLET Visa :	Le Maître d'œuvre Nom : Alicia JULÉ Dominique BON Ingénierie 8 bis rue du Stade - 77114 HERMÉ Tél. Fax : 01 67 67 21 99 SIRET : 528 147 54 00014 - APE 7112 B	L'Entrepreneur Nom : Juan MONTERO Juan Menuiserie bois-pvc-alu TEL/03 26 42 75 93 Visa : PORT 06 83 16 65 41 6 rue de la breche 51260 ANGLURE FR 91 389 199 399 00012 APE361G
---	---	---

PROCES VERBAL DE RÉCEPTION

<u>Opération :</u> Programme 2016 – Mise en accessibilité des ERP	<u>Adresse de l'opération :</u> <p style="text-align: center;">ERP COM COM BASSÉE MONTOIS</p>
<u>Lot :</u> Électricité	<u>Ordre de service n° 10299</u>

Le 24 mars 2017, nous soussignés,

Le Maître d'Ouvrage :

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
12, rue Joseph Bara
77480 BRAY SUR SEINE

Représentée par **Jean-Pierre BOURLET**

Assisté du maître d'œuvre

Dominique BON Ingénierie
8 bis, rue du Stade
77114 HERMÉ

Représentée par **Alicia JULÉ**

L'Entrepreneur :

MONTELEC
16, rue de Sigy
77520 DONNEMARIE DONTILLY

Représentée par **M. LEPATRE**


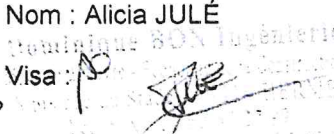


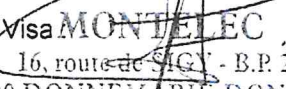
A la demande de l'Entrepreneur, et sur proposition du Maître d'œuvre, déclarons :

Admission pure et simple (réception sans réserves) : que l'Entrepreneur a satisfait aux conditions stipulées par la commande ci-dessus désignée et qu'il y a lieu de prononcer la réception de l'ouvrage. Celle-ci prend effet le 24/03/2017

Admission avec réserves : que, sous réserve de l'exécution des travaux énumérés dans la liste jointe, la réception de l'ouvrage soit prononcée avec effet au

Ajournement : que, en raison des omissions, imperfections ou malfaçons dont les principales sont énumérées dans la liste jointe, la réception de l'ouvrage est ajournée et reportée au

Fait, à Donnemarie Dontilly le 24 mars 2017, en 3 exemplaires dont 1 pour chacune des parties.

Le Maître d'ouvrage Nom : Jean-Pierre BOURLET Visa : 	Le Maître d'œuvre Nom : Alicia JULÉ  Visa : 	L'Entrepreneur Nom : M. LEPATRE  Visa : 
---	--	---

77520 DONNEMARIE-DONTILLY
N° Siret 517 215 00025
Tel. 01 60 67 40 40 - Fax 01 60 67 30 21

PROCES VERBAL DE RÉCEPTION

<u>Opération :</u> Programme 2016 – Mise en accessibilité des ERP	<u>Adresse de l'opération :</u> ERP COM COM BASSÉE MONTOIS
<u>Lot :</u> Plomberie – Sanitaire	<u>Ordre de service n°</u> 10300

Le 24 mars 2017, nous soussignés,

Le Maître d'Ouvrage :

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
12, rue Joseph Bara
77480 BRAY SUR SEINE

Représentée par **Jean-Pierre BOURLET**

Assisté du maître d'œuvre

Dominique BON Ingénierie
8 bis, rue du Stade
77114 HERMÉ

Représentée par **Alicia JULÉ**

L'Entrepreneur :

Gilles PAILLET
6, rue de la Cave – Domaine de la Marotte
77520 MONTIGNY LENCOUR

Représentée par **Gilles PAILLET**

A la demande de l'Entrepreneur, et sur proposition du Maître d'œuvre, déclarons :

Admission pure et simple (réception sans réserves) : que l'Entrepreneur a satisfait aux conditions stipulées par la commande ci-dessus désignée et qu'il y a lieu de prononcer la réception de l'ouvrage. Celle-ci prend effet le 24/03/2017

Admission avec réserves : que, sous réserve de l'exécution des travaux énumérés dans la liste jointe, la réception de l'ouvrage soit prononcée avec effet au

Ajournement : que, en raison des omissions, imperfections ou malfaçons dont les principales sont énumérées dans la liste jointe, la réception de l'ouvrage est ajournée et reportée au

Fait, à Donnemarie Dontilly le 24 mars 2017, en 3 exemplaires dont 1 pour chacune des parties.

Le Maître d'ouvrage Nom : Jean-Pierre BOURLET  Visa : 	Le Maître d'œuvre Nom : Alicia JULÉ Dominique BON Ingénierie Maîtrise d'œuvre - Économie de la Construction 8 bis rue du Stade - 77114 HERMÉ Tél./Fax : 01 60 67 27 99 SIRET : 525 147 154 00014 - APE 7112 B	L'Entrepreneur Nom : Gilles PAILLET SARL 6 rue de la Cave Domaine de la Marotte 77520 MONTIGNY LENCOUR Visa :  Tél. : 01 60 96 84 68 - Fax : 09 82 63 59 18 - Port. : 06 81 33 85 55 E-mail : gilles.paillet@orange.fr Siret : 492 647 367 00019
--	---	---

PROCES VERBAL DE RÉCEPTION

<u>Opération :</u> Programme 2016 – Mise en accessibilité des ERP	<u>Adresse de l'opération :</u> ERP COM COM BASSÉE MONTOIS
<u>Lot :</u> Carrelage – Peinture	<u>Ordre de service n°</u> 10298

Le 24 mars 2017, nous soussignés,

Le Maître d'Ouvrage :

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
12, rue Joseph Bara
77480 BRAY SUR SEINE

Représentée par **Jean-Pierre BOURLET**

Assisté du maître d'œuvre

Dominique BON Ingénierie
8 bis, rue du Stade
77114 HERMÉ

Représentée par **Alicia JULÉ**

L'Entrepreneur :

SOLS EXCELL
Chemin du Château d'Eau - CUTRELLES
77520 VIMPELLES

Représentée par **Thierry HURÉ**


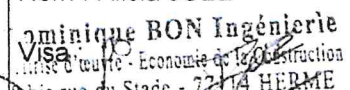

A la demande de l'Entrepreneur, et sur proposition du Maître d'œuvre, déclarons :

Admission pure et simple (réception sans réserves) : que l'Entrepreneur a satisfait aux conditions stipulées par la commande ci-dessus désignée et qu'il y a lieu de prononcer la réception de l'ouvrage. Celle-ci prend effet le 24/03/2017

Admission avec réserves : que, sous réserve de l'exécution des travaux énumérés dans la liste jointe, la réception de l'ouvrage soit prononcée avec effet au

Ajournement : que, en raison des omissions, imperfections ou malfaçons dont les principales sont énumérées dans la liste jointe, la réception de l'ouvrage est ajournée et reportée au

Fait, à Donnemarie Dontilly le 24 mars 2017, en 3 exemplaires dont 1 pour chacune des parties.

Le Maître d'ouvrage Nom : Jean-Pierre BOURLET Visa : 	Le Maître d'œuvre Nom : Alicia JULÉ Visa :  Dominique BON Ingénierie Maîtrise d'œuvre - Economie de la Construction 8 bis rue du Stade - 77114 HERMÉ Tél./Fax : 01.60.67.27.99 SIRET : 528 147 754 00014 - APE 7112 B	L'Entrepreneur Nom : Thierry HURÉ Visa :  SOLS EXCELL Chemin du Château d'Eau CUTRELLES 77520 VIMPELLES RCS MELUN 793 832 817 solsexcell@gmail.com
---	--	--

PROCES VERBAL DE RÉCEPTION

<u>Opération :</u> <p style="text-align: center;">Programme 2016 – Mise en accessibilité des ERP</p>	<u>Adresse de l'opération :</u> <p style="text-align: center;">ERP COM COM BASSÉE MONTOIS</p>
<u>Lot :</u> Voirie	<u>Ordre de service n°</u> 10170

Le 24 mars 2017, nous soussignés,

Le Maître d'Ouvrage :

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
12, rue Joseph Bara
77480 BRAY SUR SEINE

Représentée par **Jean-Pierre BOURLET**

Assisté du maître d'œuvre

Dominique BON Ingénierie
8 bis, rue du Stade
77114 HERMÉ

Représentée par **Alicia JULÉ**

L'Entrepreneur :

SAS PEPIN
1 bis, rue des Coudoux BP 56
77483 PROVINS cedex

Représentée par **Didier REGUIG**

A la demande de l'Entrepreneur, et sur proposition du Maître d'œuvre, déclarons :

Admission pure et simple (réception sans réserves) : que l'Entrepreneur a satisfait aux conditions stipulées par la commande ci-dessus désignée et qu'il y a lieu de prononcer la réception de l'ouvrage. Celle-ci prend effet le 24/03/2017

Admission avec réserves : que, sous réserve de l'exécution des travaux énumérés dans la liste jointe, la réception de l'ouvrage soit prononcée avec effet au

Ajournement : que, en raison des omissions, imperfections ou malfaçons dont les principales sont énumérées dans la liste jointe, la réception de l'ouvrage est ajournée et reportée au

Fait, à Donnemarie Dontilly le 24 mars 2017, en 3 exemplaires dont 1 pour chacune des parties.

<p>Le Maître d'ouvrage Nom : Jean-Pierre BOURLET</p> <p>Visa : </p>	<p>Le Maître d'œuvre Nom : Alicia JULÉ Dominique BON Ingénierie Maître d'œuvre - Economie de la Construction 8 bis rue du Stade - 77114 HERME Té./Fax : 01 70 67 27 99 SIRET : 528 147 254 00014 - APE 7112 B</p> <p>Visa : </p>	<p>L'Entrepreneur Nom : Didier REGUIG SAS PEPIN - 77483 PROVINS CEDEX Tél : 01 70 67 27 99 Fax : 01 70 67 27 99 N° SIRET : 528 147 254 00014 N° APE : 420 A</p> <p>Visa : </p>
--	--	---

MODALITES DE MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS D'ACCESSIBILITE

EQUIPEMENT	MAINTENANCE EFFECTUEE	INFORMATION DU PERSONNEL SUR L'UTILISATION
Sans objet		

FORMATION DU PERSONNEL

DATES	DESIGNATION DE LA FORMATION	NOM DES PARTICIPANTS